

BULLETIN OFFICIEL

EDITION DES CONVENTIONS INTERNATIONALES

Prix du numéro : 20 DH

EDITIONS	TARIFS D'ABONNEMENT			ABONNEMENT IMPRIMERIE OFFICIELLE RABAT - CHELLAH Tél. : 05.37.76.50.24 - 05.37.76.50.25 05.37.76.54.13 Compte n°: 310 810 101402900442310133 ouvert à la Trésorerie Préfectorale de Rabat au nom du régisseur des recettes de l'Imprimerie officielle
	AU MAROC		A L'ETRANGER	
	6 mois	1 an		
Edition générale.....	250 DH	400 DH	A destination de l'étranger, par voies ordinaire, aérienne ou de la poste rapide internationale, les tarifs prévus ci-contre sont majorés des frais d'envoi, tels qu'ils sont fixés par la réglementation postale en vigueur.	
Edition de traduction officielle.....	150 DH	200 DH		
Edition des conventions internationales.....	150 DH	200 DH		
Edition des annonces légales, judiciaires et administratives....	250 DH	300 DH		
Edition des annonces relatives à l'immatriculation foncière..	250 DH	300 DH		

Sont insérés dans cette édition les textes des conventions internationales en langue arabe ou en langue étrangère lorsqu'aux termes de ces conventions, lesdits textes font foi soit seuls, soit concurremment avec les textes en langue arabe

SOMMAIRE

Pages

Convention du Conseil de l'Europe sur la contrefaçon des produits médicaux et les infractions similaires menaçant la santé publique.

Dahir n° 1-16-168 du 19 rejeb 1444 (10 février 2023)

portant publication de la Convention du Conseil de l'Europe sur la contrefaçon des produits médicaux et les infractions similaires menaçant la santé publique, faite à Moscou le 28 octobre 2011.....

105

Convention entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Ghana tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.

Dahir n° 1-17-96 du 19 rejeb 1444 (10 février 2023)

portant publication de la Convention faite à Accra le 17 février 2017 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Ghana tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.

120

Pages	Pages
Amendement au Protocole de Montréal relatif aux substances qui appauvrisse la couche d'ozone.	<i>relative à la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires, faite à Vienne le 21 mai 1963</i> 131
<i>Dahir n° 1-18-90 du 19 rejab 1444 (10 février 2023) portant publication de l'Amendement au Protocole de Montréal relatif aux substances qui appauvrisse la couche d'ozone, adopté à Kigali - Rwanda - le 15 octobre 2016</i> 121	Protocole commun relatif à l'application de la Convention de Vienne et de la Convention de Paris.
<i>Dahir n° 1-22-61 du 19 rejab 1444 (10 février 2023) portant publication de la Convention de Vienne</i>	<i>Dahir n° 1-22-62 du 19 rejab 1444 (10 février 2023) portant publication du Protocole commun relatif à l'application de la Convention de Vienne et de la Convention de Paris, fait à Vienne le 21 septembre 1988.....</i> 145

Dahir n° 1-16-168 du 19 rejeb 1444 (10 février 2023) portant publication de la Convention du Conseil de l'Europe sur la contrefaçon des produits médicaux et les infractions similaires menaçant la santé publique, faite à Moscou le 28 octobre 2011.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(*Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI*)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Convention du Conseil de l'Europe sur la contrefaçon des produits médicaux et les infractions similaires menaçant la santé publique, faite à Moscou le 28 octobre 2011 ;

Vu la loi n° 16-16 portant approbation de la Convention précitée, promulguée par le dahir n° 1-16-140 du 21 kaada 1437 (25 août 2016) ;

Vu le procès-verbal de dépôt des instruments de ratification du Royaume du Maroc de la Convention précitée, fait à Strasbourg le 19 avril 2022,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la Convention du Conseil de l'Europe sur la contrefaçon des produits médicaux et les infractions similaires menaçant la santé publique, faite à Moscou le 28 octobre 2011.

Fait à Rabat, le 19 rejeb 1444 (10 février 2023).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

AZIZ AKHANNOUCH.

*

* * *

**CONVENTION DU CONSEIL DE L'EUROPE
SUR LA CONTREFAÇON DES PRODUITS MÉDICAUX
ET LES INFRACTIONS SIMILAIRES
MENAÇANT LA SANTÉ PUBLIQUE**

Moscow/Moscou, 28.X.2011

Préambule

Les Etats membres du Conseil de l'Europe et les autres signataires de la présente Convention,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres;

Constatant que la contrefaçon des produits médicaux et les infractions similaires, de par leur nature même, menacent gravement la santé publique;

Rappelant le Plan d'action adopté lors du Troisième Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement du Conseil de l'Europe (Varsovie, 16-17 mai, 2005), qui préconise l'élaboration de mesures pour renforcer la sécurité des citoyens européens;

Ayant à l'esprit la Déclaration universelle des droits de l'homme, proclamée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 10 décembre 1948, la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (1950, STE n° 5), la Charte sociale européenne (1961, STE n° 35), la Convention relative à l'élaboration d'une Pharmacopée européenne (1964, STE n° 50) et son protocole (1989, STE n° 134), la Convention pour la protection des droits de l'homme et de la dignité de l'être humain à l'égard des applications de la biologie et de la médecine: Convention sur les droits de l'homme et la biomédecine (1997, STE n° 164) et ses Protocoles additionnels (1998, STE n° 168, 2002, STE n° 186, 2005, STCE n° 195, 2008, STCE n° 203) et la Convention sur la cybercriminalité (2001, STE n° 185);

Ayant également à l'esprit les autres travaux du Conseil de l'Europe en la matière, en particulier les décisions du Comité des Ministres et les travaux de l'Assemblée parlementaire, notamment la Résolution AP(2001)2 sur le rôle du pharmacien dans le cadre de la sécurité sanitaire, les réponses adoptées par le Comité des Ministres les 6 avril 2005 et 26 septembre 2007 concernant, respectivement, les Recommandations 1673 (2004) sur « La contrefaçon: problèmes et solutions », et 1794 (2007) de l'Assemblée parlementaire sur « La qualité des médicaments en Europe », ainsi que les programmes pertinents menés par le Conseil de l'Europe;

Tenant dûment compte d'autres instruments juridiques et programmes internationaux pertinents, menés notamment par l'Organisation mondiale de la santé, en particulier les travaux du groupe IMPACT, et par l'Union européenne, ainsi que ceux menés dans le cadre du G8;

Déterminés à contribuer efficacement à la réalisation de l'objectif commun consistant à lutter contre la criminalité relative à la contrefaçon des produits médicaux et aux infractions similaires menaçant la santé publique, en introduisant notamment de nouvelles infractions et sanctions pénales correspondant à ces infractions;

Considérant que le but de la présente Convention est de prévenir et de combattre les menaces qui pèsent sur la santé publique, la mise en œuvre des dispositions de la Convention relatives au droit pénal matériel devra être effectuée en tenant compte de ce but, ainsi que du principe de proportionnalité;

Considérant que la Convention ne tend pas à répondre aux questions relatives aux droits de propriété intellectuelle;

Tenant compte de la nécessité d'élaborer un instrument international global qui soit centré sur les aspects liés à la prévention, à la protection des victimes et au droit pénal en matière de lutte contre toutes les formes de contrefaçon des produits médicaux et les infractions similaires menaçant la santé publique, et qui mette en place un mécanisme de suivi spécifique;

Reconnaissant que pour lutter de manière efficace contre la menace mondiale que constituent la contrefaçon des produits médicaux et les infractions similaires, une coopération internationale étroite entre Etats membres et Etats non-membres du Conseil de l'Europe devrait être encouragée,

Sont convenus de ce qui suit:

Chapitre I – Objet et but, principe de non-discrimination, champ d'application, définitions

Article 1 – Objet et but

- 1 La présente Convention vise à prévenir et combattre les menaces qui pèsent sur la santé publique:
 - a en incriminant certains actes;
 - b en protégeant les droits des victimes des infractions établies conformément à cette Convention;
 - c en promouvant la coopération nationale et internationale.
- 2 Afin d'assurer une mise en œuvre efficace de ses dispositions par les Parties, la présente Convention met en place un mécanisme de suivi spécifique.

Article 2 – Principe de non-discrimination

La mise en œuvre des dispositions de la présente Convention par les Parties, en particulier le bénéfice des mesures visant à protéger les droits des victimes, doit être assurée sans discrimination aucune fondée notamment sur le sexe, la race, la couleur, la langue, l'âge, la religion, les opinions politiques ou toute autre opinion, l'origine nationale ou sociale, l'appartenance à une minorité nationale, la fortune, la naissance, l'orientation sexuelle, l'état de santé, le handicap ou toute autre situation.

Article 3 – Champ d'application

La présente Convention porte sur les produits médicaux, qu'ils soient ou non protégés par des droits de propriété intellectuelle ou qu'ils soient ou non des produits génériques, y compris les accessoires destinés à être utilisés avec les dispositifs médicaux, ainsi que les substances actives, les excipients, les éléments et les matériaux destinés à être utilisés dans la fabrication de produits médicaux.

Article 4 – Définitions

Aux fins de la présente Convention :

- a le terme « produit médical » désigne les médicaments et les dispositifs médicaux;

- b le terme « médicament » désigne les médicaments à usage humain et vétérinaire, à savoir:
- i toute substance ou composition présentée comme possédant des propriétés curatives ou préventives à l'égard des maladies humaines ou animales;
 - ii toute substance ou composition pouvant être utilisée chez l'homme ou l'animal ou pouvant lui être administrée en vue soit de rétablir, de corriger ou de modifier des fonctions physiologiques en exerçant une action pharmacologique, immunologique ou métabolique, soit d'établir un diagnostic médical;
 - iii un médicament mis au point à des fins d'étude;
- c le terme « substance active » désigne toute substance ou tout mélange de substances destiné à être utilisé dans la fabrication d'un médicament et qui, lorsqu'il est utilisé dans la production d'un médicament, devient un principe actif de ce médicament;
- d le terme « excipient » désigne toute substance qui n'est ni une substance active, ni un médicament fini, mais qui entre dans la composition d'un médicament à usage humain ou vétérinaire et est essentiel à l'intégrité du produit fini;
- e le terme « dispositif médical » désigne tout instrument, appareil, équipement, logiciel, matière ou autre article, utilisé seul ou en association, y compris les logiciels destinés par le fabricant à être utilisés spécifiquement à des fins diagnostiques et/ou thérapeutiques et nécessaires au bon fonctionnement de ce dispositif médical, destiné par le fabricant à être utilisé chez l'être humain dans un but:
- i de diagnostic, de prévention, de contrôle, de traitement ou d'atténuation d'une maladie;
 - ii de diagnostic, de contrôle, de traitement, d'atténuation ou de compensation d'une blessure ou d'un handicap;
 - iii d'étude, de remplacement ou de modification de l'anatomie ou d'un processus physiologique;
 - iv de maîtrise de la conception;
- et dont l'action principale visée, dans ou sur le corps humain, n'est pas atteinte par des moyens pharmacologiques, immunologiques ou métaboliques, mais dont la fonction peut être assistée par de tels moyens;
- f le terme « accessoire » désigne tout article qui, bien que n'étant pas un dispositif médical, est spécialement destiné par le fabricant à être utilisé conjointement avec le dispositif médical, afin que ce dispositif médical soit utilisé tel que l'a prévu son fabricant;
- g les termes « éléments » et « matériaux » désignent tous les éléments et matériaux entrant dans la fabrication des dispositifs médicaux et destinés à être utilisés pour ces derniers, et qui sont essentiels à leur intégrité;
- h le terme « document » désigne tout document lié à un produit médical, une substance active, un excipient, un élément, un matériau ou un accessoire, y compris l'emballage, l'étiquetage, le mode d'emploi, le certificat d'origine ou tout autre certificat qui l'accompagne, ou qui est autrement directement associé à sa fabrication et/ou à sa distribution;
- i le terme « fabrication » désigne:
- i concernant un médicament, toutes les phases du processus de production du médicament, ou d'une substance active ou excipient de celui-ci, ou de finition du médicament, ou d'une de ses substances actives ou excipient;

- ii concernant un dispositif médical, toutes les phases du processus de production, y compris la conception, du dispositif médical ainsi que de ses éléments ou matériaux de ce dispositif, ou de finition du dispositif médical et de ses éléments ou matériaux;
- iii concernant un accessoire, toutes les phases du processus de production, y compris sa conception, et de finition de l'accessoire;
- j le terme « contrefaçon » désigne la présentation trompeuse de l'identité et/ou de la source;
- k le terme « victime » désigne une personne physique subissant des préjudices physiques ou psychologiques résultant de l'utilisation d'un produit médical contrefait ou d'un produit médical fabriqué, fourni ou mis sur le marché sans autorisation, ou ne remplissant pas les exigences de conformité, telle que décrite à l'article 8.

Chapitre II – Droit pénal matériel

Article 5 – Fabrication de contrefaçons

- 1 Chaque Partie prend les mesures législatives et autres nécessaires pour ériger en infraction conformément à son droit interne, la fabrication intentionnelle de produits médicaux, substances actives, excipients, éléments, matériaux et accessoires contrefaits.
- 2 Concernant les médicaments et, le cas échéant, les dispositifs médicaux, substances actives et excipients, le paragraphe 1 s'applique également à toute altération de ceux-ci.
- 3 Chaque Etat ou l'Union européenne peut, au moment de la signature ou du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, dans une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, préciser qu'il se réserve le droit de ne pas appliquer, ou de n'appliquer que dans des cas ou conditions spécifiques, le paragraphe 1 en ce qui concerne les excipients, éléments et matériaux, et le paragraphe 2 en ce qui concerne les excipients.

Article 6 – Fourniture, offre de fourniture et trafic de contrefaçons

- 1 Chaque Partie prend les mesures législatives et autres nécessaires pour ériger en infractions conformément à son droit interne, lorsque commis intentionnellement, la fourniture ou l'offre de fourniture, y compris le courtage, le trafic, y compris le stockage, l'importation et l'exportation de produits médicaux, substances actives, excipients, éléments, matériaux et accessoires contrefaits.
- 2 Chaque Etat ou l'Union européenne peut, au moment de la signature ou du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, dans une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, préciser qu'il se réserve le droit de ne pas appliquer, ou de n'appliquer que dans des cas ou conditions spécifiques, le paragraphe 1 en ce qui concerne les excipients, éléments et matériaux.

Article 7 – Falsification de documents

- 1 Chaque Partie prend les mesures législatives et autres nécessaires pour ériger en infractions conformément à son droit interne, lorsque commises intentionnellement, la fabrication de faux documents ou la falsification de documents.
- 2 Chaque Etat ou l'Union européenne peut, au moment de la signature ou du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, dans une déclaration adressée au

Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, préciser qu'il se réserve le droit de ne pas appliquer, ou de n'appliquer que dans des cas ou conditions spécifiques, le paragraphe 1 en ce qui concerne les documents relatifs aux excipients, éléments et matériaux.

Article 8 – Infractions similaires menaçant la santé publique

Chaque Partie prend les mesures législatives et autres nécessaires pour ériger en infractions conformément à son droit interne, lorsque commis intentionnellement, dans la mesure où elles ne tombent pas sous le coup des articles 5, 6 et 7 :

- a la fabrication, le stockage pour fourniture, l'importation, l'exportation, la fourniture, l'offre de fourniture ou la mise sur le marché:
 - i de médicaments sans autorisation, lorsqu'une telle autorisation est exigée par le droit interne de la Partie ; ou
 - ii de dispositifs médicaux ne remplissant pas les exigences de conformité, lorsqu'une telle conformité est exigée par le droit interne de la Partie ;
- b l'utilisation commerciale de documents originaux en dehors de l'usage auquel ils sont destinés dans la chaîne d'approvisionnement légale de produits médicaux, telle que spécifiée par le droit interne de la Partie.

Article 9 – Complicité et tentative

- 1 Chaque Partie prend les mesures législatives et autres nécessaires pour ériger en infraction toute complicité, lorsqu'elle est commise intentionnellement, en vue de la perpétration de toute infraction établie conformément à la présente Convention.
- 2 Chaque Partie prend les mesures législatives et autres nécessaires pour ériger en infraction la tentative intentionnelle de commettre toute infraction établie conformément à la présente Convention.
- 3 Chaque Etat ou l'Union européenne peut, au moment de la signature ou du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, dans une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, préciser qu'il se réserve le droit de ne pas appliquer, ou de n'appliquer que dans des cas ou conditions spécifiques, le paragraphe 2 en ce qui concerne les infractions définies aux articles 7 et 8.

Article 10 – Compétence

- 1 Chaque Partie prend les mesures législatives et autres nécessaires pour établir sa compétence à l'égard de toute infraction établie conformément à la présente Convention, lorsque l'infraction est commise:
 - a sur son territoire ; ou
 - b à bord d'un navire battant pavillon de cette Partie ; ou
 - c à bord d'un aéronef immatriculé selon les lois de cette Partie ; ou
 - d par l'un de ses ressortissants, ou par une personne ayant sa résidence habituelle sur son territoire.
- 2 Chaque Partie prend les mesures législatives et autres nécessaires pour établir sa compétence à l'égard de toute infraction établie conformément à la présente Convention, lorsque la victime de l'infraction est l'un de ses ressortissants ou une personne ayant sa résidence habituelle sur son territoire.

- 3 Chaque Partie prend les mesures législatives et autres nécessaires pour établir sa compétence à l'égard de toute infraction établie conformément à la présente Convention, lorsque l'auteur présumé est présent sur son territoire et ne peut être extradé vers une autre Partie en raison de sa nationalité.
- 4 Chaque Etat ou l'Union européenne peut, au moment de la signature ou du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, par une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, préciser qu'il se réserve le droit de ne pas appliquer, ou de n'appliquer que dans des cas ou conditions spécifiques, les règles de compétence prévues au paragraphe 1, alinéa d, et au paragraphe 2 du présent article.
- 5 Lorsque plusieurs Parties revendiquent leur compétence à l'égard d'une infraction présumée établie conformément à la présente Convention, les Parties concernées se concertent, s'il y a lieu, afin de déterminer laquelle est la mieux à même d'exercer les poursuites.
- 6 ✕ Sans préjudice des règles générales du droit international, la présente Convention n'exclut aucune compétence pénale exercée par une Partie conformément à son droit interne.

Article 11 – Responsabilité des personnes morales

- 1 Chaque Partie prend les mesures législatives et autres nécessaires pour que les personnes morales puissent être tenues pour responsables des infractions établies conformément à la présente Convention, lorsqu'elles ont commises pour leur compte par toute personne physique, agissant soit individuellement, soit en tant que membre d'un organe de la personne morale, qui exerce un pouvoir de direction en son sein, sur les bases suivantes:
 - a un pouvoir de représentation de la personne morale;
 - b une autorité pour prendre des décisions au nom de la personne morale;
 - c une autorité pour exercer un contrôle au sein de la personne morale.
- 2 Outre les cas déjà prévus au paragraphe 1, chaque partie prend les mesures législatives et autres nécessaires pour s'assurer qu'une personne morale puisse être tenue pour responsable lorsque l'absence de surveillance ou de contrôle de la part d'une personne physique mentionnée au paragraphe 1 a rendu possible la commission d'une infraction établie conformément à la présente Convention pour le compte de ladite personne morale par une personne physique agissant sous son autorité.
- 3 Selon les principes juridiques de la Partie, la responsabilité d'une personne morale peut être pénale, civile ou administrative.
- 4 Cette responsabilité est établie sans préjudice de la responsabilité pénale des personnes physiques ayant commis l'infraction.

Article 12 – Sanctions et mesures

- 1 Chaque Partie prend les mesures législatives et autres nécessaires pour que les infractions établies conformément à la présente Convention soient passibles de sanctions effectives, proportionnées et dissuasives, y compris des sanctions pécuniaires pénales ou non pénales, tenant compte de leur gravité. Celles-ci incluent, pour les infractions établies conformément aux articles 5 et 6, commises par des personnes physiques, des sanctions privatives de liberté pouvant donner lieu à l'extradition.
- 2 Chaque Partie prend les mesures législatives et autres nécessaires pour que les personnes morales déclarées responsables en application de l'article 11 soient passibles de sanctions

effectives, proportionnées et dissuasives, qui incluent des sanctions pécuniaires pénales ou non pénales, et éventuellement d'autres mesures, telles que :

- a des mesures d'interdiction temporaire ou définitive d'exercer une activité commerciale ;
 - b un placement sous surveillance judiciaire ;
 - c une mesure judiciaire de dissolution.
- 3 Chaque Partie prend les mesures législatives et autres nécessaires :
- a pour permettre la saisie et la confiscation :
 - i des produits médicaux, substances actives, excipients, éléments, matériaux et accessoires, ainsi que des biens, documents et autres moyens matériels utilisés pour commettre les infractions établies conformément à la présente Convention ou en faciliter la commission ;
 - ii des produits de ces infractions, ou de biens d'une valeur équivalente à ces produits ;
 - b pour permettre la destruction de produits médicaux, substances actives, excipients, éléments, matériaux et accessoires confisqués sur lesquels porte une infraction établie conformément à la présente Convention ;
 - c pour prendre toute autre mesure appropriée en réponse à une infraction, afin de prévenir de futures infractions.

Article 13 – Circonstances aggravantes

Chaque Partie prend les mesures législatives et autres nécessaires pour que les circonstances suivantes, pour autant qu'elles ne soient pas déjà des éléments constitutifs de l'infraction, puissent, conformément aux dispositions pertinentes du droit interne, être considérées comme circonstances aggravantes dans la détermination des peines relatives aux infractions établies conformément à la présente Convention :

- a l'infraction a causé le décès de la victime ou a porté atteinte à sa santé physique ou mentale ;
- b l'infraction a été commise par une personne abusant de la confiance que lui confère sa qualité de professionnel ;
- c l'infraction a été commise par une personne abusant de la confiance que lui confère sa qualité de fabricant ou de fournisseur ;
- d les infractions de fourniture et d'offre de fourniture ont été commises en recourant à des procédés de diffusion à grande échelle, tels que des systèmes informatisés, y compris l'internet ;
- e l'infraction a été commise dans le cadre d'une organisation criminelle ;
- f l'auteur a déjà été condamné pour des infractions de même nature.

Article 14 – Condamnations antérieures

Chaque Partie prend les mesures législatives et autres nécessaires pour permettre la prise en compte, au moment de l'appréciation de la peine, des condamnations définitives prononcées dans une autre Partie pour des infractions de même nature.

Chapitre III – Enquête, poursuites et droit procédural

Article 15 – Mise en œuvre et poursuite de la procédure

Chaque Partie prend les mesures législatives et autres nécessaires pour que les enquêtes ou les poursuites concernant les infractions établies conformément à la présente Convention ne soient pas subordonnées à une plainte et que la procédure puisse se poursuivre y compris en cas de retrait de la plainte.

Article 16 – Enquêtes pénales

- 1 Chaque Partie prend les mesures nécessaires pour que des personnes, des unités ou des services en charge des enquêtes pénales soient spécialisés dans la lutte contre la contrefaçon des produits médicaux et les infractions similaires menaçant la santé publique ou que des personnes soient formées à cette fin, y compris dans les enquêtes financières. Ces unités ou ces services doivent être dotés de ressources adéquates.
- 2 Chaque Partie prend les mesures législatives et autres nécessaires pour garantir, conformément aux principes de son droit interne, des enquêtes et des poursuites pénales efficaces concernant les infractions établies conformément à la présente Convention, en prévoyant, s'il y a lieu, la possibilité pour ses autorités compétentes de mener des enquêtes financières ou des enquêtes discrètes, et de recourir aux livraisons surveillées et à d'autres techniques spéciales d'investigation.

Chapitre IV – Coopération des autorités et échange d'information

Article 17 – Mesures nationales de coopération et d'échange d'information

- 1 Chaque Partie prend les mesures législatives et autres nécessaires pour assurer que les représentants des autorités sanitaires, des douanes, des forces de l'ordre, et autres autorités compétentes échangent des informations et coopèrent conformément à leur droit interne, afin de prévenir et de lutter efficacement contre la contrefaçon des produits médicaux et les infractions similaires menaçant la santé publique.
- 2 Chaque Partie s'efforce d'assurer la coopération entre ses autorités compétentes et les secteurs commercial et industriel afin de gérer les risques liés à la contrefaçon de produits médicaux et aux infractions similaires menaçant la santé publique.
- 3 En tenant dûment compte des exigences liées à la protection des données à caractère personnel, chaque Partie prend les mesures législatives et autres nécessaires pour mettre en place ou renforcer les mécanismes :
 - a de réception et de collecte d'informations et de données, y compris par le biais de points de contact, au niveau national ou local, en coopération avec le secteur privé et la société civile, aux fins de prévenir et de lutter contre la contrefaçon des produits médicaux et les infractions similaires menaçant la santé publique ;
 - b de mise à disposition des informations et données recueillies par les autorités sanitaires, les douanes, les forces de l'ordre et autres autorités compétentes, dans l'intérêt de la coopération de ces autorités entre elles.
- 4 Chaque Partie prend les mesures nécessaires pour que les personnes, les unités ou les services en charge de la coopération et des échanges d'information soient formés à cette fin. Ces unités ou services doivent être dotés de ressources adéquates.

Chapitre V – Mesures de prévention

Article 18 – Mesures préventives

- 1 Chaque Partie prend les mesures législatives et autres nécessaires pour fixer les critères de qualité et de sûreté applicables aux produits médicaux.
- 2 Chaque Partie prend les mesures législatives et autres nécessaires pour assurer la sûreté de la distribution des produits médicaux.
- 3 Afin de prévenir la contrefaçon de produits médicaux, de substances actives, d'excipients, d'éléments, de matériaux et d'accessoires, chaque Partie prend les mesures nécessaires pour assurer notamment:
 - a la formation des professionnels de santé, des fournisseurs, des policiers et des douaniers, ainsi que des autorités de réglementation compétentes;
 - b l'organisation de campagnes de sensibilisation du grand public afin de diffuser des informations sur les produits médicaux contrefaits;
 - c la prévention contre la fourniture illégale de produits médicaux, de substances actives, d'excipients, d'éléments, de matériaux et d'accessoires contrefaits.

Chapitre VI – Mesures de protection

Article 19 – Protection des victimes

Chaque Partie prend les mesures législatives et autres nécessaires pour protéger les droits et les intérêts des victimes, et notamment:

- a en veillant à ce que les victimes aient accès aux informations pertinentes relatives à leur cas et qui sont nécessaires à la protection de leur santé
- b en assistant les victimes dans leur rétablissement physique, psychologique et social;
- c en veillant à ce que son droit interne prévoie un droit des victimes à un dédommagement par les auteurs d'infractions.

Article 20 – Statut des victimes dans les enquêtes et procédures pénales

- 1 Chaque Partie prend les mesures législatives et autres nécessaires pour protéger les droits et les intérêts des victimes à tous les stades des enquêtes et procédures pénales, notamment:
 - a en les informant de leurs droits et des services qui sont à leur disposition et, à moins qu'elles n'aient émis le souhait contraire, des suites données à leur plainte, des éventuelles mises en examen, de l'état général d'avancement de l'enquête ou de la procédure, de leur rôle dans celles-ci et de l'issue de l'affaire les concernant;
 - b en leur permettant, d'une manière conforme aux règles de procédure du droit interne, d'être entendues, de présenter des éléments de preuve et de choisir la manière dont leur avis, leurs besoins et leurs préoccupations sont présentés, directement ou par le biais d'un intermédiaire, et dont ils sont pris en compte;
 - c en mettant à leur disposition les services de soutien appropriés pour que leurs droits et intérêts soient dûment présentés et pris en compte;
 - d en prenant des mesures effectives pour assurer leur protection et celle de leur famille et des témoins à charge contre l'intimidation et les représailles.

- 2 Chaque Partie garantit aux victimes, dès leur premier contact avec les autorités compétentes, l'accès aux informations sur les procédures judiciaires et administratives pertinentes.
- 3 Chaque Partie veille à ce que les victimes qui ont le statut de parties dans les procédures pénales aient accès, quand cela se justifie, à une assistance judiciaire gratuite.
- 4 Chaque Partie prend les mesures législatives et autres nécessaires pour que les victimes d'une infraction établie conformément à la présente Convention et commise sur le territoire d'une Partie autre que celle où elles résident puissent porter plainte auprès des autorités compétentes de leur Etat de résidence.
- 5 Chaque Partie prévoit, au moyen de mesures législatives ou autres et conformément aux conditions définies par son droit interne, la possibilité pour des groupes, fondations, associations ou organisations gouvernementales ou non gouvernementales d'assister et/ou d'aider les victimes, si elles y consentent, au cours des procédures pénales concernant les infractions établies conformément à la présente Convention.

Chapitre VII – Coopération internationale

Article 21 – Coopération internationale en matière pénale

- 1 Les Parties coopèrent, conformément aux dispositions de la présente Convention, en application des instruments internationaux et régionaux pertinents applicables, des arrangements reposant sur des législations uniformes ou réciproques et de leur droit interne, dans la mesure la plus large possible, aux fins des enquêtes et des procédures concernant les infractions établies conformément à la présente Convention, y compris à l'aide de mesures de saisie et de confiscation.
- 2 Les Parties coopèrent dans la mesure la plus large possible en vertu des traités internationaux, régionaux et bilatéraux applicables et pertinents relatifs à l'extradition et à l'entraide judiciaire en matière pénale concernant les infractions établies conformément à la présente Convention.
- 3 Si une Partie qui subordonne l'extradition ou l'entraide judiciaire en matière pénale à l'existence d'un traité reçoit une demande d'extradition ou d'entraide judiciaire en matière pénale d'une Partie avec laquelle elle n'a pas conclu pareil traité, elle peut, agissant en pleine conformité avec ses obligations découlant du droit international et sous réserve des conditions prévues par le droit interne de la Partie requise, considérer la présente Convention comme la base légale de l'extradition ou de l'entraide judiciaire en matière pénale pour les infractions établies conformément à la présente Convention.

Article 22 – Coopération internationale aux fins de la prévention et d'autres mesures administratives

- 1 Les Parties coopèrent aux fins de la protection et de l'assistance des victimes.
- 2 Les Parties, sans préjudice des systèmes de déclaration internes existants, désignent un point de contact national chargé de transmettre et de recevoir les demandes d'information et/ou de coopération se rapportant à la lutte contre la contrefaçon des produits médicaux et les infractions similaires menaçant la santé publique.
- 3 Chaque Partie s'efforce d'intégrer, le cas échéant, la prévention et la lutte contre la contrefaçon des produits médicaux et les infractions similaires menaçant la santé publique dans les programmes d'assistance au développement conduits au profit d'Etats tiers.

Chapitre VIII – Mécanisme de suivi

Article 23 – Comité des Parties

- 1 Le Comité des Parties est composé des représentants des Parties à la Convention.
- 2 Le Comité des Parties est convoqué par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Sa première réunion doit se tenir dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur de la présente Convention pour le dixième signataire l'ayant ratifiée. Il se réunira par la suite à la demande d'au moins un tiers des Parties ou du Secrétaire Général.
- 3 Le Comité des Parties établit lui-même son règlement intérieur.
- 4 Le Comité des Parties est assisté par le Secrétariat du Conseil de l'Europe dans l'exercice de ses fonctions.
- 5 Une Partie contractante non membre du Conseil de l'Europe contribue au financement du Comité des Parties selon des modalités à déterminer par le Comité des Ministres après consultation de cette Partie.

Article 24 – Autres représentants

- 1 L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, le Comité européen pour les problèmes criminels (CDPC), ainsi que les autres comités intergouvernementaux ou scientifiques compétents du Conseil de l'Europe désignent chacun un représentant au Comité des Parties afin de contribuer à une approche plurisectorielle et pluridisciplinaire.
- 2 Le Comité des Ministres peut inviter d'autres organes du Conseil de l'Europe à désigner un représentant au Comité des Parties après avoir consulté ce dernier.
- 3 Des représentants d'organes internationaux pertinents peuvent être admis en tant qu'observateurs au Comité des Parties suivant la procédure établie par les règles pertinentes du Conseil de l'Europe.
- 4 Des représentants d'organes officiels et pertinents des Parties peuvent être admis en tant qu'observateurs au Comité des Parties suivant la procédure établie par les règles pertinentes du Conseil de l'Europe.
- 5 Des représentants de la société civile, et notamment des organisations non gouvernementales, peuvent être admis en tant qu'observateurs au Comité des Parties suivant la procédure établie par les règles pertinentes du Conseil de l'Europe.
- 6 Une représentation équilibrée des différents secteurs et disciplines doit être assurée lors de la nomination des représentants en application des paragraphes 2 à 5.
- 7 Les représentants désignés en vertu des paragraphes 1 à 5 ci-dessus participent aux réunions du Comité des Parties sans droit de vote.

Article 25 – Fonctions du Comité des Parties

- 1 Le Comité des Parties surveille l'application de la présente Convention. Le règlement intérieur du Comité des Parties définit la procédure d'évaluation de la mise en œuvre de la Convention en appliquant une approche plurisectorielle et pluridisciplinaire.
- 2 Le Comité des Parties facilite également la collecte, l'analyse et l'échange d'informations, d'expériences et de bonnes pratiques entre les Etats afin de renforcer leur capacité à prévenir

et lutter contre la contrefaçon de produits médicaux et les infractions similaire menaçant la santé publique. Le Comité peut bénéficier de la compétence d'autres comités et organes pertinents du Conseil de l'Europe.

- 3 Le Comité des Parties est également chargé, le cas échéant:
 - a de faciliter l'usage et la mise en œuvre effectifs de la présente Convention, notamment en identifiant tout problème susceptible d'apparaître, ainsi que les effets de toute déclaration ou réserve au titre de la Convention;
 - b d'exprimer un avis sur toute question relative à l'application de la présente Convention et de faciliter l'échange d'informations sur les développements juridiques, politiques ou techniques importants;
 - c d'adresser des recommandations spécifiques aux Parties au sujet de la mise en œuvre de la présente Convention;
- 4 Le Comité européen pour les problèmes criminels (CDPC) est tenu régulièrement informé des activités mentionnées aux paragraphes 1, 2 et 3 du présent article.

Chapitre IX – Relations avec d'autres instruments internationaux

Article 26 – Relations avec d'autres instruments internationaux

- 1 La présente Convention ne porte pas atteinte aux droits et obligations découlant des dispositions d'autres instruments internationaux auxquels les Parties à cette Convention sont parties ou le deviendront, et qui contiennent des dispositions relatives aux matières régies par la présente Convention.
- 2 Les Parties à la Convention pourront conclure entre elles des accords bilatéraux ou multilatéraux relatifs aux questions réglées par la présente Convention, aux fins de compléter ou de renforcer les dispositions de celle-ci ou pour faciliter l'application des principes qu'elle consacre.

Chapitre X – Amendements à la Convention

Article 27 – Amendements

- 1 Tout amendement à la présente Convention proposé par une Partie devra être communiqué au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe et être transmis par ce dernier aux Parties, aux Etats membres du Conseil de l'Europe, aux Etats non membres ayant participé à l'élaboration de la présente Convention ou ayant le statut d'observateur auprès du Conseil de l'Europe, à l'Union européenne, et à tout Etat ayant été invité à signer la présente Convention.
- 2 Tout amendement proposé par une Partie est communiqué au Comité européen pour les problèmes criminels (CDPC) ainsi qu'aux autres comités intergouvernementaux ou scientifiques compétents du Conseil de l'Europe, qui soumettent au Comité des Parties leurs avis sur l'amendement proposé.
- 3 Le Comité des Ministres, ayant examiné l'amendement proposé et l'avis soumis par le Comité des Parties, peut adopter l'amendement.
- 4 Le texte de tout amendement adopté par le Comité des Ministres conformément au paragraphe 3 du présent article sera communiqué aux Parties en vue de son acceptation.

- 5 Tout amendement adopté conformément au paragraphe 3 du présent article entrera en vigueur le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période d'un mois après la date à laquelle toutes les Parties ont informé le Secrétaire Général qu'elles l'ont accepté.

Chapitre XI – Clauses finales

Article 28 – Signature et entrée en vigueur

- 1 La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe, de l'Union européenne et des Etats non membres ayant participé à son élaboration ou ayant le statut d'observateur auprès du Conseil de l'Europe. Elle est également ouverte à la signature de tout autre Etat non membre du Conseil de l'Europe sur invitation du Comité des Ministres. La décision d'inviter un Etat non membre à signer la Convention est prise à la majorité prévue à l'article 20.d du Statut du Conseil de l'Europe, et à l'unanimité des voix des représentants des Etats contractants ayant le droit de siéger au Comité des Ministres. Cette décision est prise après avoir obtenu l'accord unanime des autres Etats/Union européenne ayant exprimé leur consentement à être liés par la présente Convention.
- 2 La présente Convention est soumise à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.
- 3 La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après la date à laquelle cinq signataires, dont au moins trois Etats membres du Conseil de l'Europe, auront exprimé leur consentement à être liés par la Convention, conformément aux dispositions du paragraphe précédent.
- 4 Pour tout Etat ou l'Union européenne qui exprimera ultérieurement son consentement à être lié par la Convention, celle-ci entrera en vigueur à son égard le premier jour du mois suivant l'expiration d'une période de trois mois après la date du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Article 29 – Application territoriale

- 1 Tout Etat ou l'Union européenne peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention.
- 2 Toute Partie peut, à tout moment par la suite, par une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, étendre l'application de la présente Convention à tout autre territoire désigné dans la déclaration et dont elle assure les relations internationales ou pour lequel elle est habilitée à stipuler. La Convention entrera en vigueur à l'égard de ce territoire le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la déclaration par le Secrétaire Général.
- 3 Toute déclaration faite en application des deux paragraphes précédents peut être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, par notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Le retrait prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 30 – Réserves

- 1 Aucune réserve n'est admise aux dispositions de la présente Convention, à l'exception de celles expressément prévues.
- 2 Toute Partie qui a formulé une réserve peut, à tout moment, la retirer en tout ou en partie, en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Le retrait prendra effet à la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 31 – Règlement amiable

Le Comité des Parties suivra en étroite coopération avec le Comité européen pour les problèmes criminels (CDPC) et les autres comités intergouvernementaux ou scientifiques compétents du Conseil de l'Europe l'application de la présente Convention et facilitera au besoin le règlement amiable de toute difficulté d'application.

*** Article 32 – Dénonciation**

- 1 Toute Partie peut, à tout moment, dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.
- 2 La dénonciation prendra effet le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 33 – Notification

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Parties, aux Etats membres du Conseil de l'Europe, aux Etats non membres ayant participé à l'élaboration de la présente Convention ou ayant le statut d'observateur auprès du Conseil de l'Europe, à l'Union européenne, et à tout Etat ayant été invité à signer la présente Convention conformément aux dispositions de l'article 28 :

- a toute signature ;
- b le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation ;
- c toute date d'entrée en vigueur de la Convention conformément à l'article 28 ;
- d tout amendement adopté conformément à l'article 27, ainsi que la date d'entrée en vigueur de cet amendement ;
- e toute réserve émise conformément aux articles 5, 6, 7, 9 et 10 et tout retrait de réserve fait conformément à l'article 30 ;
- f toute dénonciation effectuée conformément aux dispositions de l'article 32 ;
- g tout autre acte, notification ou communication ayant trait à la présente Convention.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention

Fait à Moscou, le 28 octobre 2011, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats membres du Conseil de l'Europe, aux Etats non membres ayant participé à l'élaboration de la présente Convention ou ayant le statut d'observateur auprès du Conseil de l'Europe, à l'Union européenne et à tout autre Etat invité à signer la présente Convention.

Dahir n° 1-17-96 du 19 rejab 1444 (10 février 2023) portant publication de la Convention faite à Accra le 17 février 2017 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Ghana tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifiennne,

Vu la Convention faite à Accra le 17 février 2017 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Ghana tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu ;

Vu la loi n° 24-17 portant approbation de la Convention précitée, promulguée par le dahir n° 1-17-62 du 8 hija 1438 (30 août 2017) ;

Vu le procès-verbal d'échange des instruments de ratification de la Convention précitée, fait à Accra le 18 octobre 2022,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la Convention faite à Accra le 17 février 2017 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République du Ghana tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu.

Fait à Rabat, le 19 rejab 1444 (10 février 2023).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

AZIZ AKHANNOUCH.

Voir dans ce numéro le texte de la Convention en arabe.

**Dahir n° 1-18-90 du 19 rejeb 1444 (10 février 2023) portant publication de l'Amendement au Protocole de Montréal
relatif aux substances qui appauvrisse la couche d'ozone, adopté à Kigali - Rwanda - le 15 octobre 2016.**

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'Amendement au Protocole de Montréal relatif aux substances qui appauvrisse la couche d'ozone, adopté à Kigali - Rwanda - le 15 octobre 2016 ;

Vu la loi n° 08-18 portant approbation de l'Amendement précité, promulguée par le dahir n° 1-18-75 du 23 kaada 1439 (6 août 2018) ;

Considérant la notification portant dépôt des instruments de ratification du Royaume du Maroc de l'Amendement précité, faite à New York le 25 avril 2022,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'Amendement au Protocole de Montréal relatif aux substances qui appauvrisse la couche d'ozone, adopté à Kigali - Rwanda - le 15 octobre 2016.

Fait à Rabat, le 19 rejeb 1444 (10 février 2023).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

AZIZ AKHANNOUCH.

*

* * *

Décision XXVIII/1 : Nouvel Amendement au Protocole de Montréal

D'adopter, conformément à la procédure prévue au paragraphe 4 de l'article 9 de la Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone, l'Amendement au Protocole de Montréal figurant dans l'annexe I du rapport sur les travaux de la vingt-huitième Réunion des Parties;

Amendement au Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrisse la couche d'ozone**Article I : Amendement***Article 1, paragraphe 4*

Au paragraphe 4 de l'article 1 du Protocole, remplacer :
« à l'Annexe C ou à l'Annexe E »
par :
« à l'Annexe C, l'Annexe E ou l'Annexe F »

Article 2, paragraphe 5

Au paragraphe 5 de l'article 2 du Protocole, remplacer :
« et à l'article 2H »
par :
« et aux articles 2H et 2J »

Article 2, paragraphes 8 a), 9 a) et 11

Aux paragraphes 8 a) et 11 de l'article 2 du Protocole, remplacer :
« des articles 2A à 2I »
par :
« des articles 2A à 2J »

Le texte suivant est ajouté à la suite de l'alinéa a) du paragraphe 8 de l'article 2 du Protocole :

« Tout accord de ce type peut être élargi pour inclure des obligations concernant la consommation ou la production au titre de l'article 2J, à condition que le total combiné des niveaux de consommation ou de production des Parties concernées ne dépasse pas les niveaux exigés par l'article 2J. »

Au paragraphe 9 a) i) de l'article 2 du Protocole, après la deuxième occurrence des mots :

« devraient être »

supprimer :

« et »

Renumeroter l'alinéa a) ii) du paragraphe 9 de l'article 2 du Protocole, qui devient l'alinéa a) iii).

Ajouter après l'alinéa a) i) du paragraphe 9 de l'article 2 du Protocole un alinéa a) ii) ainsi conçu :

« S'il y a lieu d'ajuster les potentiels de réchauffement global indiqués pour les substances du groupe I de l'Annexe A, de l'Annexe C et de l'Annexe F et, dans l'affirmative, quels devraient être les ajustements à apporter; et »

Article 2J

L'article suivant est ajouté à la suite de l'article 2I du Protocole :

« Article 2J : Hydrofluorocarbones

1. Chaque Partie veille à ce que, pendant la période de douze mois commençant le 1^{er} janvier 2019, et ensuite pendant chaque période de douze mois, son niveau calculé de consommation des substances réglementées de l'Annexe F, exprimé en équivalent CO₂, ne dépasse pas le pourcentage, indiqué pour les années spécifiées ci-après aux alinéas a) à e), de la moyenne annuelle de ses niveaux calculés de consommation des substances réglementées de l'Annexe F pour les années 2011, 2012 et 2013, plus 15 % de son niveau calculé de consommation des substances réglementées du groupe I de l'Annexe C, comme indiqué au paragraphe 1 de l'article 2F, exprimé en équivalent CO₂ :
 - a) 2019 à 2023 : 90 %
 - b) 2024 à 2028 : 60 %
 - c) 2029 à 2033 : 30 %
 - d) 2034 à 2035 : 20 %
 - e) 2036 et au-delà : 15 %
2. Nonobstant le paragraphe 1 du présent article, les Parties peuvent décider qu'une Partie veille à ce que, pendant la période de douze mois commençant le 1^{er} janvier 2020, et ensuite pendant chaque période de douze mois, son niveau calculé de consommation des substances réglementées de l'Annexe F, exprimé en équivalent CO₂, ne dépasse pas le pourcentage, indiqué pour les années spécifiées ci-après aux alinéas a) à e), de la moyenne annuelle de ses niveaux calculés de consommation des substances réglementées de l'Annexe F pour les années 2011, 2012 et 2013, plus 25 % de son niveau calculé de consommation des substances réglementées du groupe I de l'Annexe C, comme indiqué au paragraphe 1 de l'article 2F, exprimé en équivalent CO₂ :
 - a) 2020 à 2024 : 95 %
 - b) 2025 à 2028 : 65 %
 - c) 2029 à 2033 : 30 %
 - d) 2034 à 2035 : 20 %
 - e) 2036 et au-delà : 15 %
3. Chaque Partie produisant des substances réglementées de l'Annexe F veille à ce que, pendant la période de douze mois commençant le 1^{er} janvier 2019, et ensuite pendant chaque période de douze mois, son niveau calculé de production des substances réglementées de l'Annexe F, exprimé en équivalent CO₂, ne dépasse pas le pourcentage, indiqué pour les années spécifiées ci-après aux alinéas a) à e), de la moyenne annuelle de ses niveaux calculés de production des substances réglementées de l'Annexe F pour les années 2011, 2012 et 2013, plus 15 % de son niveau calculé de production des substances réglementées du groupe I de l'Annexe C, comme indiqué au paragraphe 2 de l'article 2F, exprimé en équivalent CO₂ :
 - a) 2019 à 2023 : 90 %
 - b) 2024 à 2028 : 60 %
 - c) 2029 à 2033 : 30 %
 - d) 2034 à 2035 : 20 %
 - e) 2036 et au-delà : 15 %
4. Nonobstant le paragraphe 3 du présent article, les Parties peuvent décider qu'une Partie produisant des substances réglementées de l'Annexe F veille à ce que, pendant la période de douze mois commençant le 1^{er} janvier 2020, et ensuite pendant chaque période de douze mois, son niveau calculé de production des substances réglementées de l'Annexe F, exprimé en équivalent CO₂, ne dépasse pas le pourcentage, indiqué pour les années spécifiées ci-après aux alinéas a) à e), de la moyenne annuelle de ses niveaux calculés de

- production des substances réglementées de l'Annexe F pour les années 2011, 2012 et 2013, plus 25 % de son niveau calculé de production des substances réglementées du groupe I de l'Annexe C, comme indiqué au paragraphe 2 de l'article 2F, exprimé en équivalent CO₂ :
- a) 2020 à 2024 : 95 %
 - b) 2025 à 2028 : 65 %
 - c) 2029 à 2033 : 30 %
 - d) 2034 à 2035 : 20 %
 - e) 2036 et au-delà : 15 %
5. Les paragraphes 1 à 4 du présent article s'appliquent sauf si les Parties décident d'autoriser le niveau de production ou de consommation nécessaire pour satisfaire aux utilisations dont elles conviennent au titre de dérogations.
 6. Chaque Partie qui fabrique des substances du groupe I de l'Annexe C ou des substances de l'Annexe F veille à ce que, pendant la période de douze mois commençant le 1^{er} janvier 2020, et ensuite pendant chaque période de douze mois, ses émissions de substances du groupe II de l'Annexe F engendrées par les installations produisant des substances du groupe I de l'Annexe C ou des substances de l'Annexe F sont détruites dans la mesure du possible au moyen de technologies approuvées par les Parties au cours de la même période de douze mois.
 7. Chaque Partie veille à ce que la destruction des substances du groupe II de l'Annexe F engendrées par les installations produisant des substances du groupe I de l'Annexe C ou de l'Annexe F ne s'opère qu'au moyen de technologies approuvées par les Parties.

Article 3

Le préambule de l'article 3 du Protocole est remplacé par le texte qui suit :

« 1. Aux fins des articles 2, 2A à 2J et 5, chaque Partie détermine, pour chacun des groupes de substances des Annexes A, B, C, E ou F, les niveaux calculés : »

À la fin de l'alinéa a) i) de l'article 3 du Protocole, ajouter :

« , sauf comme spécifié au paragraphe 2; »

Le texte suivant est ajouté à la fin de l'article 3 du Protocole :

« ; et

d) des émissions de substances du groupe II de l'Annexe F engendrées par chaque installation de production de substances du groupe I de l'Annexe C ou de substances de l'Annexe F, en incluant les émissions provenant de fuites éventuelles des équipements, des conduites d'évacuation et des dispositifs de destruction, et en excluant les émissions captées aux fins d'utilisation, de destruction ou de stockage.

2. Lorsqu'elle calcule ses niveaux, exprimés en équivalent CO₂, de production, de consommation, d'importation, d'exportation et d'émission de substances de l'Annexe F et du groupe I de l'Annexe C aux fins de l'article 2J, du paragraphe 5 bis de l'article 2 et du paragraphe 1 d) de l'article 3, chaque Partie utilise les potentiels de réchauffement global de ces substances spécifiées à l'Annexe A, groupe I, à l'Annexe C et à l'Annexe F. »

Article 4, paragraphe 1 sept

Le paragraphe suivant est ajouté à la suite du paragraphe 1 sex de l'article 4 du Protocole :

« 1 *sept.* Dès l'entrée en vigueur du présent paragraphe, chaque Partie interdit l'importation des substances réglementées de l'Annexe F à partir de tout État qui n'est pas Partie au présent Protocole. »

Article 4, paragraphe 2 sept

Le paragraphe suivant est ajouté à la suite du paragraphe 2 sex de l'article 4 du Protocole :

« 2 *sept.* Dès l'entrée en vigueur du présent paragraphe, chaque Partie interdit l'exportation des substances réglementées de l'Annexe F vers tout État qui n'est pas Partie au présent Protocole. »

Article 4, paragraphes 5, 6 et 7

Aux paragraphes 5, 6 et 7 de l'article 4 du Protocole, remplacer :

« Annexes A, B, C et E »

par :

« Annexes A, B, C, E et F »

Article 4, paragraphe 8

Au paragraphe 8 de l'article 4 du Protocole, remplacer :

« articles 2A à 2I »

par :

« articles 2A à 2J »

Article 4B

Le paragraphe suivant est ajouté à la suite du paragraphe 2 de l'article 4B du Protocole :

« 2 bis. Chaque Partie établit et met en œuvre, d'ici le 1^{er} janvier 2019 ou dans un délai de trois mois à compter de la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe en ce qui la concerne, la date la plus éloignée étant retenue, un système d'octroi de licences pour les importations et les exportations de substances réglementées nouvelles, utilisées, recyclées ou régénérées de l'Annexe F. Toute Partie visée au paragraphe 1 de l'article 5 qui décide qu'elle n'est pas en mesure d'établir et de mettre en œuvre un tel système d'ici au 1^{er} janvier 2019 peut reporter au 1^{er} janvier 2021 l'adoption de ces mesures. »

Article 5

Au paragraphe 4 de l'article 5 du Protocole, remplacer :

« 2I »

par :

« 2J »

Aux paragraphes 5 et 6 de l'article 5 du Protocole, remplacer :

« article 2I »

par :

« articles 2I et 2J »

Au paragraphe 5 de l'article 5 du Protocole, avant :

« à toute mesure de réglementation »

ajouter :

« avec »

Le paragraphe suivant est ajouté à la suite du paragraphe 8 *ter* de l'article 5 du Protocole :

« 8 *qua*

a) Toute Partie visée au paragraphe 1 du présent article est autorisée, sous réserve de tout ajustement apporté aux mesures de réglementation énoncées à l'article 2J conformément au paragraphe 9 de l'article 2, à surseoir au respect des mesures de réglementation énoncées au alinéas a) à e) du paragraphe 1 de l'article 2J et aux alinéas a) à e) du paragraphe 3 de l'article 2J, et à modifier ces mesures comme suit :

- i) 2024 à 2028 : 100 %
- ii) 2029 à 2034 : 90 %
- iii) 2035 à 2039 : 70 %
- iv) 2040 à 2044 : 50 %

v) 2045 et au-delà : 20 %

b) Nonobstant l'alinéa a) ci-dessus, les Parties peuvent décider qu'une Partie visée au paragraphe 1 du présent article est autorisée, sous réserve de tout ajustement apporté aux mesures de réglementation énoncées à l'article 2J conformément au paragraphe 9 de l'article 2, à surseoir au respect des mesures de réglementation énoncées aux alinéas a) à e) du paragraphe 1 de l'article 2J et aux alinéas a) à e) du paragraphe 3 de l'article 2J, et à modifier ces mesures comme suit :

- i) 2028 à 2031 : 100 %
- ii) 2032 à 2036 : 90 %
- iii) 2037 à 2041 : 80 %
- iv) 2042 à 2046 : 70 %
- v) 2047 et au-delà : 15 %

c) Chaque Partie visée au paragraphe 1 du présent article est autorisée, pour calculer sa consommation de référence au titre de l'article 2J, à utiliser la moyenne de ses niveaux calculés de consommation des substances réglementées de l'Annexe F pour les années 2020, 2021 et 2022, plus 65 % de sa consommation de référence pour les substances réglementées du groupe I de l'Annexe C, comme indiqué au paragraphe 8 *ter* du présent article.

d) Nonobstant l'alinéa c) ci-dessus, les Parties peuvent décider qu'une Partie visée au paragraphe 1 du présent article est autorisée, pour calculer sa consommation de référence au titre de l'article 2J, à utiliser la moyenne de ses niveaux calculés de consommation des substances réglementées de l'Annexe F pour les années 2024, 2025 et 2026, plus 65 % de sa consommation de référence pour les substances réglementées du groupe I de l'Annexe C, comme indiqué au paragraphe 8 *ter* du présent article.

e) Chaque Partie visée au paragraphe 1 du présent article qui produit des substances réglementées de l'Annexe F est autorisée, pour calculer sa production de référence au titre de l'article 2J, à utiliser la moyenne de ses niveaux calculés de production des substances réglementées de l'Annexe F pour les années 2020, 2021 et 2022, plus 65 % de sa production de référence des substances réglementées du groupe I de l'Annexe C, comme indiqué au paragraphe 8 *ter* du présent article.

f) Nonobstant l'alinéa e) ci-dessus, les Parties peuvent décider qu'une Partie visée au paragraphe 1 du présent article qui produit des substances réglementées de l'Annexe F, est autorisée, pour calculer sa production de référence au titre de l'article 2J, à utiliser la moyenne de ses niveaux calculés de production des substances réglementées de l'Annexe F pour les années 2024, 2025 et 2026, plus 65 % de sa production de référence des substances réglementées du groupe I de l'Annexe C, comme indiqué au paragraphe 8 *ter* du présent article.

g) Les alinéas a) à f) du présent paragraphe s'appliquent aux niveaux calculés de production et de consommation, sauf si une dérogation pour températures ambiantes élevées est applicable sur la base des critères arrêtés par les Parties. »

Article 6

À l'article 6 du Protocole, remplacer :

« articles 2A à 2I »

par :

« articles 2A à 2J »

Article 7, paragraphes 2, 3 et 3 ter

Le texte suivant est ajouté à la suite du texte qui se lit « – À l'Annexe E, pour l'année 1991, » au paragraphe 2 de l'article 7 du Protocole :

« – À l'Annexe F, pour les années 2011 à 2013, étant entendu que les Parties visées au paragraphe 1 de l'article 5 fourniront ces données pour les années 2020 à 2022, mais que les Parties visées au paragraphe 1 de l'article 5 auxquelles s'appliquent les alinéas d) et f) du paragraphe 8 *qua* de l'article 5 fourniront ces données pour les années 2024 à 2026; »

Aux paragraphes 2 et 3 de l'article 7 du Protocole, remplacer :

« C et E »

par :

« C, E et F »

Le paragraphe suivant est ajouté à la suite du paragraphe 3 bis de l'article 7 du Protocole :

« 3^{ter}. Chaque Partie fournit au Secrétariat des données statistiques sur ses émissions annuelles des substances réglementées du groupe II de l'Annexe F pour chaque installation de production, conformément au paragraphe 1 d) de l'article 3 du Protocole. »

Article 7, paragraphe 4

Au paragraphe 4 de l'article 7, après :

« données statistiques sur » et « fournit des données sur »,

ajouter :

« la production, »

Article 10, paragraphe 1

Au paragraphe 1 de l'article 10 du Protocole, remplacer :

« et article 2I »

par :

« , article 2I et article 2J »

Le texte suivant est ajouté à la fin du paragraphe 1 de l'article 10 du Protocole :

« Lorsqu'une Partie visée au paragraphe 1 de l'article 5 choisit de bénéficier des fonds d'un autre mécanisme de financement pour couvrir une part quelconque de ses surcoûts convenus, cette part n'est pas couverte par le mécanisme de financement prévu à l'article 10 du présent Protocole. »

Article 17

À l'article 17 du Protocole, remplacer :

« des articles 2A à 2I »

par :

« des articles 2A à 2J »

Annexe A

Le tableau ci-après remplace le tableau correspondant au groupe I de l'Annexe A du Protocole :

Groupe	Substance	Potentiel de destruction de l'ozone*	Potentiel de réchauffement global sur 100 ans
<i>Groupe I</i>			
CFCl ₃	(CFC-11)	1,0	4 750
CF ₂ Cl ₂	(CFC-12)	1,0	10 900
C ₂ F ₃ Cl ₃	(CFC-113)	0,8	6 130
C ₂ F ₄ Cl ₂	(CFC-114)	1,0	10 000
C ₂ F ₅ Cl	(CFC-115)	0,6	7 370

Annexe C et Annexe F

Le tableau ci-après remplace le tableau correspondant au groupe I de l'Annexe C du Protocole :

Groupe	Substance	Nombre d'isomères	Potentiel de destruction de l'ozone*	Potentiel de réchauffement global sur 100 ans***
<i>Groupe I</i>				
CHFCl ₂	(HCFC-21)**	1	0,04	151
CHF ₂ Cl	(HCFC-22)**	1	0,055	1 810
CH ₂ FCl	(HCFC-31)	1	0,02	
C ₂ HFCl ₄	(HCFC-121)	2	0,01–0,04	
C ₂ HF ₂ Cl ₃	(HCFC-122)	3	0,02–0,08	
C ₂ HF ₃ Cl ₂	(HCFC-123)	3	0,02–0,06	77
CHCl ₂ CF ₃	(HCFC-123)**	—	0,02	
C ₂ HF ₄ Cl	(HCFC-124)	2	0,02–0,04	609
CHFCICF ₃	(HCFC-124)**	—	0,022	
C ₂ H ₂ FCl ₃	(HCFC-131)	3	0,007–0,05	
C ₂ H ₂ F ₂ Cl ₂	(HCFC-132)	4	0,008–0,05	
C ₂ H ₂ F ₃ Cl	(HCFC-133)	3	0,02–0,06	
C ₂ H ₃ FCl ₂	(HCFC-141)	3	0,005–0,07	
CH ₃ CFCl ₂	(HCFC-141b)**	—	0,11	725
C ₂ H ₃ F ₂ Cl	(HCFC-142)	3	0,008–0,07	
CH ₃ CF ₂ Cl	(HCFC-142b)**	—	0,065	2 310
C ₂ H ₄ FCl	(HCFC-151)	2	0,003–0,005	
C ₃ HFCl ₆	(HCFC-221)	5	0,015–0,07	
C ₃ HF ₂ Cl ₅	(HCFC-222)	9	0,01–0,09	
C ₃ HF ₃ Cl ₄	(HCFC-223)	12	0,01–0,08	
C ₃ HF ₄ Cl ₃	(HCFC-224)	12	0,01–0,09	
C ₃ HF ₅ Cl ₂	(HCFC-225)	9	0,02–0,07	
CF ₃ CF ₂ CHCl ₂	(HCFC-225ca)**	—	0,025	122
CF ₂ CICF ₂ CHCIF	(HCFC-225cb)**	—	0,033	595
C ₃ HF ₆ Cl	(HCFC-226)	5	0,02–0,10	
C ₃ H ₂ FCl ₅	(HCFC-231)	9	0,05–0,09	
C ₃ H ₂ F ₂ Cl ₄	(HCFC-232)	16	0,008–0,10	
C ₃ H ₂ F ₃ Cl ₃	(HCFC-233)	18	0,007–0,23	
C ₃ H ₂ F ₄ Cl ₂	(HCFC-234)	16	0,01–0,28	
C ₃ H ₂ F ₅ Cl	(HCFC-235)	9	0,03–0,52	
C ₃ H ₃ FCl ₄	(HCFC-241)	12	0,004–0,09	
C ₃ H ₃ F ₂ Cl ₃	(HCFC-242)	18	0,005–0,13	
C ₃ H ₃ F ₃ Cl ₂	(HCFC-243)	18	0,007–0,12	
C ₃ H ₃ F ₄ Cl	(HCFC-244)	12	0,009–0,14	
C ₃ H ₄ FCl ₃	(HCFC-251)	12	0,001–0,01	
C ₃ H ₄ F ₂ Cl ₂	(HCFC-252)	16	0,005–0,04	
C ₃ H ₄ F ₃ Cl	(HCFC-253)	12	0,003–0,03	
C ₃ H ₅ FCl ₂	(HCFC-261)	9	0,002–0,02	
C ₃ H ₅ F ₂ Cl	(HCFC-262)	9	0,002–0,02	
C ₃ H ₆ FCl	(HCFC-271)	5	0,001–0,03	

* Lorsqu'une fourchette est indiquée pour les valeurs du potentiel de destruction de l'ozone (PDO), c'est la valeur la plus élevée de cette fourchette qui est utilisée aux fins du Protocole. Lorsqu'un seul chiffre est indiqué comme valeur du PDO, celui-ci a été déterminé à partir de calculs reposant sur des mesures en laboratoire. Les valeurs indiquées pour la fourchette reposent sur des estimations et sont donc moins certaines. La fourchette se rapporte à un groupe d'isomères. La valeur supérieure correspond à l'estimation du PDO de l'isomère au PDO le plus élevé et la valeur inférieure à l'estimation du PDO de l'isomère au PDO le plus faible.

** Désigne les substances les plus viables commercialement, dont les valeurs indiquées pour le potentiel de destruction de l'ozone (PDO) doivent être utilisées aux fins du Protocole.

*** S'agissant des substances pour lesquelles aucun PRG n'est indiqué, la valeur zéro a été appliquée par défaut jusqu'à ce qu'une valeur du PRG soit incluse au moyen de la procédure prévue au paragraphe 9 a) ii) de l'article 2.

L'annexe ci-après est ajoutée au Protocole après l'Annexe E :

« Annexe F : Substances réglementées »

Groupe	Substance	Potentiel de réchauffement global sur 100 ans
<i>Groupe I</i>		
CHF ₂ CHF ₂	HFC-134	1 100
CH ₂ FCF ₃	HFC-134a	1 430
CH ₂ FCHF ₂	HFC-143	353
CHF ₂ CH ₂ CF ₃	HFC-245fa	1 030
CF ₃ CH ₂ CF ₂ CH ₃	HFC-365mfc	794
CF ₃ CHFCF ₃	HFC-227ea	3 220
CH ₂ FCF ₂ CF ₃	HFC-236cb	1 340
CHF ₂ CHFCF ₃	HFC-236ea	1 370
CF ₃ CH ₂ CF ₃	HFC-236fa	9 810
CH ₂ FCF ₂ CHF ₂	HFC-245ca	693
CF ₃ CHFCF ₂ CF ₃	HFC-43-10mee	1 640
CH ₂ F ₂	HFC-32	675
CHF ₂ CF ₃	HFC-125	3 500
CH ₃ CF ₃	HFC-143a	4 470
CH ₃ F	HFC-41	92
CH ₂ FCH ₂ F	HFC-152	53
CH ₃ CHF ₂	HFC-152a	124
<i>Groupe II</i>		
CHF ₃	HFC-23	14 800

Article II : Relations avec l'Amendement de 1999

Aucun État ni organisation régionale d'intégration économique ne peut déposer un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation du présent Amendement ou d'adhésion au présent Amendement, s'il n'a pas précédemment, ou simultanément, déposé un tel instrument à l'Amendement adopté par la onzième Réunion des Parties à Beijing, le 3 décembre 1999.

Article III : Relations avec la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et le Protocole de Kyoto y relatif

Le présent Amendement ne vise pas à exclure les hydrofluorocarbones de la portée des engagements énoncés aux articles 4 et 12 de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et aux articles 2, 5, 7 et 10 du Protocole de Kyoto y relatif.

Article IV : Entrée en vigueur

1. Sauf comme indiqué au paragraphe 2 ci-dessous, le présent Amendement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019, sous réserve du dépôt, à cette date, d'au moins vingt instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation de l'Amendement par des États ou des organisations régionales d'intégration économique qui sont Parties au Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrisse la couche d'ozone. Si, à cette date, cette condition n'a pas été respectée, le présent Amendement entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la date à laquelle cette condition a été remplie.

2. Les modifications apportées à l'article 4 du Protocole (Réglementation des échanges commerciaux avec les États non Parties au Protocole), qui figurent à l'article I du présent Amendement, entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2033, sous réserve du dépôt d'au moins soixante-dix instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation de l'Amendement par des États ou des organisations régionales d'intégration économique qui sont Parties au Protocole de

Montréal relatif à des substances qui appauvrisse la couche d'ozone. Si, à cette date, cette condition n'a pas été respectée, le présent Amendement entre en vigueur le quatre-vingt-dixième jour suivant la date à laquelle cette condition a été remplie.

3. Aux fins des paragraphes 1 et 2 ci-dessus, aucun instrument déposé par une organisation régionale d'intégration économique ne saurait être considéré comme un instrument venant s'ajouter aux instruments déjà déposés par les États membres de cette organisation.

4. Après son entrée en vigueur comme prévu aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus, le présent Amendement entre en vigueur pour toute autre Partie au Protocole le quatre-vingt-dixième jour suivant la date du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Article V : Application provisoire

Toute Partie peut, à tout moment avant l'entrée en vigueur du présent Amendement pour ce qui la concerne, déclarer qu'elle appliquera à titre provisoire toute mesure de réglementation énoncée à l'article 2J et qu'elle s'acquittera de l'obligation correspondante de communiquer des données au titre de l'article 7 en attendant l'entrée en vigueur de l'Amendement.

I hereby certify that the foregoing text is a true copy of the Amendment adopted on 15 October 2016 at the Twenty-Eighth Meeting of the Parties to the Montreal Protocol on Substances that Deplete the Ozone Layer, which was held in Kigali, Rwanda, from 10 to 15 October 2016.

For the Secretary-General,
The Under-Secretary-General
for Legal Affairs and
United Nations Legal Counsel

Je certifie que le texte qui précède est une copie conforme de l'Amendement adopté le 15 octobre 2016 à la vingt-huitième Réunion des Parties au Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrisse la couche d'ozone, tenue à Kigali, Rwanda, du 10 au 15 octobre 2016.

Pour le Secrétaire général,
Le Secrétaire général adjoint
aux affaires juridiques et Conseiller
juridique des Nations Unies

Miguel de Serpa Soares

United Nations
New York, 18 November 2016

Organisation des Nations Unies
New York, le 18 novembre 2016

**Dahir n° 1-22-61 du 19 rejeb 1444 (10 février 2023) portant publication de la Convention de Vienne relative
à la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires, faite à Vienne le 21 mai 1963**

LOUANGE A DIEU SEUL !

(*Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI*)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en éllever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Convention de Vienne relative à la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires, faite à Vienne le 21 mai 1963 ;

Considérant la notification portant dépôt des instruments de ratification du Royaume du Maroc de la Convention précitée, faite à Vienne le 11 mai 2022,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la Convention de Vienne relative à la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires, faite à Vienne le 21 mai 1963.

Fait à Rabat, le 19 rejeb 1444 (10 février 2023).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

AZIZ AKHANNOUCH.

*

* * *

CONVENTION DE VIENNE RELATIVE A LA RESPONSABILITE CIVILE EN MATIERE DE DOMMAGES NUCLEAIRES

LES PARTIES CONTRACTANTES,

AYANT RECONNUS qu'il est souhaitable d'établir des normes minima pour assurer la protection financière contre les dommages résultant de certaines utilisations de l'énergie atomique à des fins pacifiques,

CONVAINCUES qu'une convention relative à la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires contribuera également au développement de relations amicales entre les nations, quels que soient leurs régimes constitutionnels et sociaux,

ONT DECIDE de conclure une convention à cet effet et, en conséquence, sont convenues de ce qui suit :

Article premier

1. Au sens de la présente Convention,

- a) "Personne" signifie toute personne physique, toute personne morale de droit public ou de droit privé, toute organisation internationale ayant la personnalité juridique en vertu du droit de l'Etat où se trouve l'installation, tout Etat et ses subdivisions politiques, ainsi que toute entité publique ou privée n'ayant pas la personnalité juridique;
- b) "Ressortissant d'une Partie contractante" comprend une Partie contractante ou toute subdivision politique d'une telle Partie ou toute personne morale de droit public ou de droit privé, ainsi que toute entité publique ou privée n'ayant pas la personnalité juridique, établie sur le territoire d'une Partie contractante;
- c) "Exploitant", en ce qui concerne une installation nucléaire, signifie la personne désignée ou reconnue par l'Etat où se trouve l'installation comme l'exploitant de cette installation;
- d) "Etat où se trouve l'installation", en ce qui concerne une installation nucléaire, signifie la Partie contractante sur le territoire de laquelle l'installation est située ou, si elle n'est située sur le territoire d'aucun Etat, la Partie contractante qui l'exploite ou autorise son exploitation;
- e) "Droit du tribunal compétent" signifie le droit du tribunal qui a la compétence juridictionnelle en vertu de la présente Convention, y compris les règles relatives aux conflits de lois;
- f) "Combustible nucléaire" signifie toute matière permettant de produire de l'énergie par une réaction en chaîne de fission nucléaire;
- g) "Produit ou déchet radioactif" signifie toute matière radioactive obtenue au cours du processus de production ou d'utilisation d'un combustible nucléaire, ou toute matière rendue radioactive par exposition aux rayonnements émis du fait de ce processus, à l'exclusion des radio-isotopes parvenus au dernier stade de fabrication et susceptibles

d'être utilisés à des fins scientifiques, médicales, agricoles, commerciales ou industrielles;

h) "Matière nucléaire" signifie :

i) tout combustible nucléaire, autre que l'uranium naturel ou appauvri, permettant de produire de l'énergie par une réaction en chaîne de fission nucléaire hors d'un réacteur nucléaire, que ce soit par lui-même ou en combinaison avec d'autres matières;

ii) tout produit ou déchet radioactif.

i) "Réacteur nucléaire" signifie toute structure contenant du combustible nucléaire disposé de telle sorte qu'une réaction en chaîne de fission nucléaire puisse s'y produire sans l'apport d'une source de neutrons;

j) "Installation nucléaire" signifie :

i) tout réacteur nucléaire, à l'exclusion de ceux qui sont utilisés par un moyen de transport maritime ou aérien comme source d'énergie, que ce soit pour la propulsion ou à toute autre fin;

ii) toute usine utilisant du combustible nucléaire pour la production de matières nucléaires et toute usine de traitement de matières nucléaires, y compris les usines de traitement de combustible nucléaire irradié;

iii) tout stockage de matières nucléaires, à l'exclusion des stockages en cours de transport.

Il est entendu que l'Etat où se trouve l'installation peut considérer comme une seule installation nucléaire plusieurs installations nucléaires se trouvant sur le même site et dont un même exploitant est responsable.

k) "Dommage nucléaire" signifie :

i) tout décès, tout dommage aux personnes, toute perte de biens ou tout dommage aux biens, qui provient ou résulte des propriétés radioactives ou d'une combinaison de ces propriétés et des propriétés toxiques, explosives ou autres propriétés dangereuses d'un combustible nucléaire, de produits ou déchets radioactifs se trouvant dans une installation nucléaire ou de matières nucléaires qui proviennent d'une installation nucléaire, en émanant ou y sont envoyées;

ii) tout autre perte ou dommage ainsi provoqué, dans le cas et dans la mesure où le droit du tribunal compétent le prévoit;

iii) si le droit de l'Etat où se trouve l'installation en dispose ainsi, tout décès, tout dommage aux personnes, toute perte de biens ou tout dommage aux biens, qui

provient ou résulte de tout rayonnement ionisant émis par toute autre source de rayonnement se trouvant dans une installation nucléaire;

- l) "Accident nucléaire" signifie tout fait ou toute succession de faits de même origine qui cause un dommage nucléaire.

2. L'Etat où se trouve l'installation peut, lorsque les risques encourus sont suffisamment limités, soustraire de petites quantités de matières nucléaires à l'application de la présente Convention, sous réserve que :

- a) les limites maxima pour l'exclusion de ces quantités aient été établies par le Conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique;
- b) pour toute exclusion, l'Etat où se trouve l'installation respecte ces limites.

Le Conseil des gouverneurs procédera périodiquement à une révision de ces limites.

Article II

1. L'exploitant d'une installation nucléaire est responsable de tout dommage nucléaire dont il est prouvé qu'il a été causé par un accident nucléaire -

- a) Survenu dans cette installation nucléaire;
- b) Mettant en jeu une matière nucléaire qui provient ou émane de cette installation et survenu :
 - i) avant que la responsabilité des accidents nucléaires causés par cette matière n'ait été assumée, aux termes d'un contrat écrit, par l'exploitant d'une autre installation nucléaire;
 - ii) à défaut de dispositions expresses d'un tel contrat, avant que l'exploitant d'une autre installation nucléaire n'ait pris en charge cette matière;
 - iii) si cette matière est destinée à un réacteur nucléaire utilisé par un moyen de transport comme source d'énergie, que ce soit pour la propulsion ou à toute autre fin, avant que la personne dûment autorisée à exploiter ce réacteur n'ait pris en charge la matière nucléaire;
 - iv) si cette matière a été envoyée à une personne se trouvant sur le territoire d'un Etat non contractant, avant qu'elle n'ait été déchargée du moyen de transport par lequel elle est parvenue sur le territoire de cet Etat non contractant;

- c) Mettant en jeu une matière nucléaire qui est envoyée à cette installation et survenu :
- i) après que la responsabilité des accidents nucléaires causés par cette matière lui aura été transférée, aux termes d'un contrat écrit, par l'exploitant d'une autre installation nucléaire;
 - ii) à défaut de dispositions expresses d'un contrat écrit, après qu'il aura pris en charge cette matière;
 - iii) après qu'il aura pris en charge cette matière provenant de la personne exploitant un réacteur nucléaire utilisé par un moyen de transport comme source d'énergie, que ce soit pour la propulsion ou à toute autre fin;
 - iv) si cette matière a été envoyée, avec le consentement par écrit de l'exploitant, par une personne se trouvant sur le territoire d'un Etat non contractant, seulement après qu'elle aura été chargée sur le moyen de transport par lequel elle doit quitter le territoire de cet Etat.

Il est entendu que si un dommage nucléaire est causé par un accident nucléaire survenu dans une installation nucléaire et mettant en cause des matières nucléaires qui y sont stockées en cours de transport, les dispositions de l'alinéa a) du présent paragraphe ne s'appliquent pas si un autre exploitant ou une autre personne est seul responsable en vertu des dispositions des alinéas b) ou c) du présent paragraphe.

2. L'Etat où se trouve l'installation peut disposer dans sa législation que, dans les conditions qui pourront y être spécifiées, un transporteur de matières nucléaires ou une personne manipulant des déchets radioactifs peut, à sa demande et avec le consentement de l'exploitant intéressé, être désigné ou reconnu comme l'exploitant, à la place de celui-ci, en ce qui concerne respectivement les matières nucléaires ou les déchets radioactifs. En pareil cas, ce transporteur ou cette personne sera considéré, aux fins de la présente Convention, comme l'exploitant d'une installation nucléaire dans le territoire de cet Etat.

3. a) Lorsqu'un dommage nucléaire engage la responsabilité de plusieurs exploitants, ils en sont solidiairement et cumulativement responsables, dans la mesure où il est impossible de déterminer avec certitude quelle est la part du dommage attribuable à chacun d'eux.
- b) Lorsqu'un accident nucléaire survient en cours de transport de matières nucléaires, soit dans un seul et même moyen de transport, soit, en cas de stockage en cours de transport, dans une seule et même installation nucléaire, et cause un dommage nucléaire qui engage la responsabilité de plusieurs exploitants, la responsabilité totale ne peut être supérieure au montant le plus élevé applicable à l'égard de l'un quelconque d'entre eux conformément à l'article V.
- c) Dans aucun des cas mentionnés aux alinéas a) et b) ci-dessus, la responsabilité d'un exploitant ne peut être supérieure au montant applicable à son égard conformément à l'article V.

4. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3 ci-dessus, lorsque plusieurs installations nucléaires relevant d'un seul et même exploitant sont en cause dans un accident nucléaire, cet exploitant est responsable pour chaque installation nucléaire en cause à concurrence du montant applicable à son égard conformément à l'article V.

5. Sauf disposition contraire de la présente Convention, aucune personne autre que l'exploitant n'est responsable d'un dommage nucléaire. Toutefois, la présente disposition est sans effet sur l'application de toute convention internationale de transport qui était en vigueur ou ouverte à la signature, à la ratification ou à l'adhésion à la date à laquelle la présente Convention a été ouverte à la signature.

6. Aucune personne n'est responsable d'une perte ou d'un dommage qui n'est pas un dommage nucléaire conformément à l'alinéa k) du paragraphe 1 de l'article premier, mais qui aurait pu être inclus comme tel conformément à l'alinéa k) ii) de ce même paragraphe.

7. Une action directe peut être intentée contre la personne qui fournit une garantie financière conformément à l'article VII, si le droit du tribunal compétent le prévoit.

Article III

L'exploitant responsable en vertu de la présente Convention doit donner au transporteur un certificat délivré par l'assureur ou par la personne qui fournit la garantie financière requise conformément à l'article VII, ou en son nom. Le certificat indique le nom et l'adresse de l'exploitant, ainsi que le montant, la nature et la durée de validité de la garantie; la personne par laquelle ou au nom de laquelle le certificat a été délivré ne peut contester ces indications. Le certificat précise en outre quelle est la matière nucléaire à laquelle la garantie s'applique et il contient une déclaration de l'autorité compétente de l'Etat où se trouve l'installation, attestant que la personne indiquée est un exploitant au sens de la présente Convention.

Article IV

1. L'exploitant est objectivement responsable de tout dommage nucléaire en vertu de la présente Convention.

2. Si l'exploitant prouve que le dommage nucléaire résulte, en totalité ou en partie, d'une négligence grave de la personne qui l'a subi ou que cette personne a agi ou omis d'agir dans l'intention de causer un dommage, le tribunal compétent peut, si son droit en dispose ainsi, dégager l'exploitant, en totalité ou en partie, de l'obligation de réparer le dommage subi par cette personne.

3. a) Aucune responsabilité n'incombe à un exploitant, en vertu de la présente Convention, pour un dommage nucléaire causé par un accident nucléaire résultant directement d'actes de conflit armé, d'hostilités, de guerre civile ou d'insurrection.

b) Sauf dans la mesure où le droit de l'Etat où se trouve l'installation en dispose autrement, l'exploitant n'est pas tenu responsable du dommage nucléaire causé par un accident

nucléaire résultant directement d'un cataclysme naturel de caractère exceptionnel.

4. Lorsqu'un dommage nucléaire et un dommage non nucléaire sont causés par un accident nucléaire ou conjointement par un accident nucléaire et un ou plusieurs autres événements, cet autre dommage, dans la mesure où on ne peut le séparer avec certitude du dommage nucléaire, est considéré, aux fins de la présente Convention, comme un dommage nucléaire causé par l'accident nucléaire. Toutefois, lorsqu'un dommage est causé conjointement par un accident nucléaire visé par la présente Convention et par une émission de rayonnements ionisants non visée par elle, aucune disposition de la présente Convention ne limite ni n'affecte autrement la responsabilité, envers les personnes qui subissent un dommage nucléaire ou par voie de recours ou de contribution, de toute personne qui pourrait être tenue responsable du fait de cette émission de rayonnements ionisants.

5. L'exploitant n'est pas responsable, en vertu de la présente Convention, du dommage nucléaire causé :

- a) à l'installation nucléaire elle-même ou aux biens qui se trouvent sur le site de cette installation et qui sont ou doivent être utilisés en rapport avec elle;
- b) au moyen de transport sur lequel la matière nucléaire en cause se trouvait au moment de l'accident nucléaire.

6. Tout Etat où se trouve l'installation peut prévoir dans sa législation que l'alinéa b) du paragraphe 5 ci-dessus n'est pas applicable, sous réserve qu'en aucun cas la responsabilité de l'exploitant pour un dommage nucléaire autre que le dommage nucléaire au moyen de transport ne devienne inférieure à 5 millions de dollars des Etats-Unis par accident nucléaire.

7. Aucune disposition de la présente Convention n'affecte :

- a) la responsabilité de toute personne physique qui a causé, par un acte ou une omission procédant de l'intention de causer un dommage, un dommage nucléaire dont l'exploitant, conformément au paragraphe 3 ou au paragraphe 5 ci-dessus, n'est pas responsable en vertu de la présente Convention;
- b) la responsabilité de l'exploitant, en dehors de la présente Convention, pour un dommage nucléaire dont, conformément à l'alinéa b) du paragraphe 5 ci-dessus, l'exploitant n'est pas responsable en vertu de la présente Convention.

Article V

1. L'Etat où se trouve l'installation peut limiter la responsabilité de l'exploitant à un montant qui ne sera pas inférieur à 5 millions de dollars par accident nucléaire.

2. Tout montant de la responsabilité fixé conformément au présent article ne comprend pas les intérêts ou dépens alloués par un tribunal au titre d'une action en réparation d'un dommage nucléaire.

3. Le dollar des Etats-Unis mentionné dans la présente Convention est une unité de compte qui

équivaut à la valeur-or du dollar des Etats-Unis à la date du 29 avril 1963, c'est-à-dire 35 dollars pour une once troy d'or fin.

4. Le chiffre indiqué au paragraphe 6 de l'article IV et au paragraphe 1 ci-dessus peut être converti en monnaie nationale en chiffres ronds.

Article VI

1. Le droit à réparation en vertu de la présente Convention est éteint si une action n'est pas intentée dans les dix ans à compter de la date de l'accident nucléaire. Toutefois, si, conformément au droit de l'Etat où se trouve l'installation, la responsabilité de l'exploitant est couverte par une assurance ou toute autre garantie financière ou grâce à des fonds publics pendant une période supérieure à dix ans, le droit du tribunal compétent peut prévoir que le droit à réparation contre l'exploitant n'est éteint qu'à l'expiration de la période pendant laquelle la responsabilité de l'exploitant est ainsi couverte conformément au droit de l'Etat où se trouve l'installation. Cette prolongation du délai d'extinction ne porte atteinte en aucun cas au droit à réparation en vertu de la présente Convention des personnes ayant intenté contre l'exploitant, avant l'expiration dudit délai de dix ans, une action du fait de décès ou de dommages aux personnes.

2. Lorsqu'un dommage nucléaire est causé par un accident nucléaire mettant en jeu une matière nucléaire qui, au moment de l'accident nucléaire, avait été volée, perdue, jetée par-dessus bord ou abandonnée, le délai visé au paragraphe 1 ci-dessus est calculé à partir de la date de cet accident nucléaire, mais il ne peut en aucun cas être supérieur à 20 ans à compter de la date du vol, de la perte, du jet par-dessus bord ou de l'abandon.

3. Le droit du tribunal compétent peut fixer un délai d'extinction ou de prescription qui ne sera pas inférieur à trois ans à compter de la date à laquelle la victime du dommage nucléaire a eu ou aurait dû avoir connaissance de ce dommage et de l'identité de l'exploitant qui en est responsable, sans que les délais indiqués aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus puissent être dépassés.

4. A moins que le droit du tribunal compétent n'en dispose autrement, toute personne qui affirme avoir subi un dommage nucléaire et qui a intenté une action en réparation dans le délai applicable en vertu du présent article peut modifier sa demande pour tenir compte de toute aggravation du dommage, même après l'expiration de ce délai, tant qu'un jugement définitif n'a pas été prononcé.

5. Si la compétence juridictionnelle doit être attribuée conformément à l'alinéa b) du paragraphe 3 de l'article XI et qu'une demande à cet effet ait été présentée à l'une des Parties contractantes habilitées à ce faire, dans le délai applicable en vertu du présent article, toute action peut être intentée dans les six mois qui suivent l'attribution de compétence, au cas où celle-ci interviendrait moins de six mois avant l'expiration de ce délai.

Article VII

1. L'exploitant est tenu de maintenir une assurance ou toute autre garantie financière couvrant sa responsabilité pour dommage nucléaire; le montant, la nature et les conditions de l'assurance ou de la garantie sont déterminés par l'Etat où se trouve l'installation. L'Etat où se trouve l'installation assure le

paiement des indemnités pour dommage nucléaire reconnues comme étant à la charge de l'exploitant, en fournissant les sommes nécessaires dans la mesure où l'assurance ou la garantie financière ne serait pas suffisante, sans que ce paiement puisse toutefois dépasser la limite éventuellement fixée en vertu de l'article V.

2. Rien dans le paragraphe 1 ci-dessus n'oblige une Partie contractante ni aucune de ses subdivisions politiques, telles qu'Etats ou Républiques, à maintenir une assurance ou toute autre garantie financière couvrant sa responsabilité comme exploitant.

3. Les fonds provenant d'une assurance ou de toute autre garantie financière ou fournis par l'Etat où se trouve l'installation, conformément au paragraphe 1 ci-dessus, sont exclusivement réservés à la réparation due en application de la présente Convention.

4. L'assureur ou tout autre garant financier ne peut suspendre l'assurance ou la garantie financière prévue au paragraphe 1 ci-dessus ou y mettre fin sans un préavis de deux mois au moins donné par écrit à l'autorité publique compétente, ni, dans la mesure où ladite assurance ou autre garantie financière concerne un transport de matières nucléaires, pendant la durée de ce transport.

Article VIII

Sous réserve des dispositions de la présente Convention, la nature, la forme et l'étendue de la réparation, ainsi que la répartition équitable des indemnités, sont régies par le droit du tribunal compétent.

Article IX

1. Si les dispositions d'un régime d'assurance maladie, d'assurance sociale, de sécurité sociale, d'assurance des accidents du travail ou des maladies professionnelles comportent l'indemnisation des dommages nucléaires, les droits à réparation, en vertu de la présente Convention, des bénéficiaires de ce régime, ainsi que les droits de recours contre l'exploitant responsable prévus par ce régime, sont déterminés, sous réserve des dispositions de la présente Convention, par le droit de la Partie contractante ou les règlements de l'organisation intergouvernementale qui ont établi de tels régimes.

2. a) Si un ressortissant d'une Partie contractante, autre que l'exploitant, a réparé un dommage nucléaire en vertu d'une convention internationale ou du droit d'un Etat non contractant, il acquiert par subrogation, à concurrence de la somme versée, les droits dont la personne ainsi indemnisée aurait bénéficié en vertu de la présente Convention. Aucune personne ne pourra acquérir un droit quelconque de cette manière dans le cas et dans la mesure où l'exploitant a contre elle un droit de recours en vertu de la présente Convention.
- b) Aucune disposition de la présente Convention ne saurait empêcher un exploitant qui a payé une indemnité pour un dommage nucléaire au moyen de fonds autres que ceux qui ont été fournis conformément au paragraphe 1 de l'article VII de recouvrer sur la personne fournissant une garantie financière en application dudit paragraphe ou sur

l'Etat où se trouve l'installation, à concurrence de la somme qu'il a versée, le montant que la personne ainsi indemnisée aurait obtenu en vertu de la présente Convention.

Article X

L'exploitant n'a un droit de recours que :

- a) si un tel droit a été expressément prévu par un contrat écrit;
- b) ou, si l'accident nucléaire résulte d'un acte ou d'une omission procédant de l'intention de causer un dommage, contre la personne physique qui a agi ou omis d'agir dans cette intention.

Article XI

1. Sauf dans les cas où le présent article en dispose autrement, les tribunaux de la Partie contractante sur le territoire de laquelle l'accident nucléaire s'est produit sont seuls compétents pour connaître des actions intentées conformément à l'article II.

2. Lorsque l'accident nucléaire est survenu en dehors du territoire de toute Partie contractante, ou si le lieu de l'accident n'a pu être déterminé avec certitude, les tribunaux de l'Etat où se trouve l'installation dont relève l'exploitant responsable sont compétents pour connaître de ces actions.

3. Lorsque les tribunaux de plus d'une Partie contractante peuvent être compétents conformément aux paragraphes 1 ou 2 ci-dessus, la compétence est attribuée :

- a) si l'accident nucléaire est survenu en partie en dehors du territoire de toute Partie contractante et en partie sur le territoire d'une seule Partie contractante, aux tribunaux de cette dernière;
- b) dans tous les autres cas, aux tribunaux de la Partie contractante qui est désignée par accord entre les Parties contractantes dont les tribunaux auraient été compétents en vertu du paragraphe 1 ou du paragraphe 2 ci-dessus.

Article XII

1. Tout jugement définitif prononcé par un tribunal ayant la compétence juridictionnelle en vertu de l'article XI doit être reconnu sur le territoire de toute autre Partie contractante, à moins que :

- a) le jugement n'ait été obtenu par dol;
- b) la personne contre laquelle le jugement a été prononcé n'ait pas eu la possibilité de présenter sa cause dans des conditions équitables;
- c) le jugement ne soit contraire à l'ordre public de la Partie contractante où il doit être reconnu ou ne soit pas conforme aux normes fondamentales de la justice.

2. Tout jugement définitif qui est reconnu et dont l'exécution est demandée dans la forme requise par le droit de la Partie contractante où cette exécution est recherchée est exécutoire comme s'il s'agissait d'un jugement d'un tribunal de cette Partie contractante.

3. Toute affaire sur laquelle un jugement a été rendu ne peut faire l'objet d'un nouvel examen au fond.

Article XIII

La présente Convention et le droit national applicable en vertu de ses dispositions sont appliqués sans aucune discrimination fondée sur la nationalité ou la résidence.

Article XIV

Si une action est intentée en vertu de la présente Convention devant le tribunal compétent aux termes de l'article XI, aucune immunité de juridiction découlant des règles du droit national ou du droit international ne peut être invoquée, sauf en ce qui concerne les mesures d'exécution.

Article XV

Toute Partie contractante prend les mesures voulues pour assurer que la réparation d'un dommage nucléaire ainsi que les intérêts et dépens alloués à ce titre par un tribunal, les primes d'assurance et de réassurance ainsi que les fonds provenant d'une assurance, d'une réassurance ou d'une autre garantie financière ou les fonds fournis par l'Etat où se trouve l'installation, conformément à la présente Convention, sont librement convertibles dans la monnaie de la Partie contractante sur le territoire de laquelle le dommage a été subi, de la Partie contractante sur le territoire de laquelle le demandeur a sa résidence habituelle et, en ce qui concerne les primes et prestations des assurances et réassurances, dans les monnaies spécifiées par le contrat d'assurance ou de réassurance.

Article XVI

Nul n'aura le droit de recevoir une réparation en vertu de la présente Convention dans la mesure où il a déjà obtenu réparation du même dommage nucléaire en vertu d'une autre convention internationale sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire.

Article XVII

La présente Convention ne porte pas atteinte à l'application des conventions ou accords internationaux relatifs à la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire qui sont en vigueur ou ouverts à la signature, à la ratification ou à l'adhésion à la date à laquelle la présente Convention est ouverte à la signature, en ce qui concerne les Parties à ces accords ou conventions.

Article XVIII

La présente Convention ne saurait être interprétée comme affectant les droits que pourrait avoir une Partie contractante en vertu des règles générales de droit international public en ce qui concerne un dommage nucléaire.

Article XIX

1. Toute Partie contractante qui conclut un accord en vertu de l'alinéa b) du paragraphe 3 de l'article XI communique sans délai le texte dudit accord au Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, pour information et pour communication aux autres Parties contractantes.

2. Toute Partie contractante communique au Directeur général, pour information et pour communication aux autres Parties contractantes, le texte de ses lois et règlements relatifs aux questions traitées par la présente Convention.

Article XX

Nonobstant le fait qu'une Partie contractante aura mis fin à l'application de la présente Convention en ce qui la concerne, conformément à l'article XXV, ou l'aura dénoncée, conformément à l'article XXVI, les dispositions de la présente Convention restent applicables pour tout dommage nucléaire causé par un accident nucléaire survenu avant la date à laquelle la présente Convention a cessé de s'appliquer à l'égard de cette Partie contractante.

Article XXI

La présente Convention sera ouverte à la signature des Etats représentés à la Conférence internationale sur la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires, tenue à Vienne du 29 avril au 19 mai 1963.

Article XXII

La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés auprès du Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Article XXIII

La présente Convention entrera en vigueur trois mois après le dépôt du cinquième instrument de ratification et, pour tout Etat qui la ratifiera par la suite, trois mois après le dépôt de l'instrument de ratification de cet Etat.

Article XXIV

1. Tout Etat membre de l'Organisation des Nations Unies, d'une institution spécialisée ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique non représenté à la Conférence internationale sur la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires, tenue à Vienne du 29 avril au 19 mai 1963, pourra adhérer à la présente Convention.

2. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

3. Pour tout Etat adhérant, la Convention entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt de son instrument d'adhésion, à condition qu'elle soit entrée en vigueur conformément à l'article XXIII.

Article XXV

1. La présente Convention est conclue pour une période de dix ans à compter de la date de son entrée en vigueur. Toute Partie contractante pourra mettre fin, en ce qui la concerne, à l'application de la présente Convention au terme de cette période en donnant un préavis de un an à cet effet au Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

2. La présente Convention restera par la suite en vigueur pour une période de cinq ans à l'égard des Parties contractantes qui n'auront pas mis fin à son application conformément au paragraphe 1 ci-dessus et, ultérieurement, par périodes successives de cinq ans à l'égard des Parties contractantes qui n'y auront pas mis fin au terme de l'une de ces périodes en donnant un préavis de un an à cet effet au Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Article XXVI

1. Une conférence sera convoquée par le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, à tout moment au terme de la période de cinq ans qui suivra la date de son entrée en vigueur, pour examiner la révision de la présente Convention, si un tiers des Parties contractantes en exprime le désir.
2. Toute Partie contractante peut dénoncer la présente Convention, par notification au Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, dans un délai de douze mois après la première conférence de révision tenue conformément au paragraphe 1 ci-dessus.
3. Toute dénonciation prendra effet un an après la date de réception de la notification à cet effet par le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Article XXVII

Le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique notifiera aux Etats invités à la Conférence internationale sur la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires, tenue à Vienne du 29 avril au 19 mai 1963, et aux Etats ayant adhéré à la Convention :

- a) les signatures ainsi que la réception des instruments de ratification ou d'adhésion, en application des articles XXI, XXII et XXIV;
- b) la date à laquelle la Convention entrera en vigueur en application de l'article XXIII;
- c) la réception des notifications de retrait et de dénonciation, en application des articles XXV et XXVI;
- d) les demandes de convocation d'une conférence de révision de la Convention en application de l'article XXVI.

Article XXVIII

La présente Convention sera enregistrée par le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

Article XXIX

Le texte original de la présente Convention, dont les versions anglaise, espagnole, française et russe font également foi, sera déposé auprès du Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, qui en délivrera des copies certifiées conformes.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

FAIT à Vienne, le 21 mai 1963.

**Dahir n° 1-22-62 du 19 rejab 1444 (10 février 2023) portant publication du Protocole commun relatif
à l'application de la Convention de Vienne et de la Convention de Paris, fait à Vienne le 21 septembre 1988**

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en éllever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le Protocole commun relatif à l'application de la Convention de Vienne et de la Convention de Paris, fait à Vienne le 21 septembre 1988 ;

Considérant la notification portant dépôt des instruments de ratification du Royaume du Maroc du Protocole précité, faite à Vienne le 11 mai 2022,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, le Protocole commun relatif à l'application de la Convention de Vienne et de la Convention de Paris, fait à Vienne le 21 septembre 1988.

Fait à Rabat, le 19 rejab 1444 (10 février 2023).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

AZIZ AKHANNOUCH

*
* * *

**PROTOCOLE COMMUN RELATIF A L'APPLICATION DE LA CONVENTION DE VIENNE
ET DE LA CONVENTION DE PARIS**

LES PARTIES CONTRACTANTES

VU la Convention de Vienne relative à la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires, du 21 mai 1963;

VU la Convention de Paris sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, du 29 juillet 1960, amendée par le Protocole additionnel du 28 janvier 1964 et par le Protocole du 16 novembre 1982;

CONSIDERANT que la Convention de Vienne et la Convention de Paris sont analogues sur le fond et qu'aucun Etat n'est actuellement Partie aux deux Conventions;

CONVAINCUES que l'adhésion à l'une des Conventions par les Parties à l'autre Convention pourrait soulever des difficultés liées à l'application simultanée des deux Conventions à un accident nucléaire;

DESIREUSES d'établir un lien entre la Convention de Vienne et la Convention de Paris en étendant mutuellement le bénéfice du régime spécial de responsabilité civile en matière de dommages nucléaires institué en vertu de chaque Convention et d'éliminer les conflits résultant d'une application simultanée des deux Conventions à un accident nucléaire;

SONT CONVENUES de ce qui suit :

Article premier

Dans le présent Protocole :

- a) "Convention de Vienne" désigne la Convention de Vienne relative à la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires, du 21 mai 1963, et tout amendement à cette Convention qui est en vigueur pour une Partie contractante au présent Protocole;
- b) "Convention de Paris" désigne la Convention de Paris sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, du 29 juillet 1960, et tout amendement à cette Convention qui est en vigueur pour une Partie contractante au présent Protocole.

Article II

Aux fins du présent Protocole :

- a) L'exploitant d'une installation nucléaire située sur le territoire d'une Partie à la Convention de Vienne est responsable conformément à cette Convention des dommages nucléaires subis sur le territoire d'une Partie contractante à la fois à la Convention de Paris et au présent Protocole;
- b) L'exploitant d'une installation nucléaire située sur le territoire d'une Partie à la Convention de Paris est responsable conformément à cette Convention des dommages nucléaires subis sur le territoire d'une Partie contractante à la fois à la Convention de Vienne et au présent Protocole.

Article III

1. La Convention de Vienne ou la Convention de Paris s'applique à un accident nucléaire à l'exclusion de l'autre.
2. Dans le cas d'un accident nucléaire survenu dans une installation nucléaire, la convention applicable est celle à laquelle est Partie l'Etat sur le territoire duquel se trouve cette installation.
3. Dans le cas d'un accident nucléaire survenu hors d'une installation nucléaire et mettant en jeu des matières nucléaires en cours de transport, la convention applicable est celle à laquelle est Partie l'Etat sur le territoire duquel se trouve l'installation nucléaire dont l'exploitant est responsable en application soit des alinéas 1 b) et c) de l'article II de la Convention de Vienne, soit des paragraphes a) et b) de l'article 4 de la Convention de Paris.

Article IV

1. Les articles premier à XV de la Convention de Vienne sont, en ce qui concerne les Parties contractantes au présent Protocole qui sont Parties à la Convention de Paris, appliqués de la même manière qu'entre les Parties à la Convention de Vienne.
2. Les articles premier à 14 de la Convention de Paris sont, en ce qui concerne les Parties contractantes au présent Protocole qui sont Parties à la Convention de Vienne, appliqués de la même manière qu'entre les Parties à la Convention de Paris.

Article V

Le présent Protocole est ouvert à la signature de tous les Etats qui ont signé ou ratifié soit la Convention de Vienne, soit la Convention de Paris, ou ont adhéré à l'une ou à l'autre, à partir du 21 septembre 1988 et jusqu'à la date de son entrée en vigueur, au Siège de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Article VI

1. Le présent Protocole est soumis à ratification, acceptation, approbation ou adhésion. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation ne seront acceptés que de la part des Etats parties soit à la Convention de Vienne, soit à la Convention de Paris. Les Etats en question qui n'auront pas signé le présent Protocole pourront y adhérer.

2. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion seront déposés auprès du Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, qui est ainsi désigné comme dépositaire du présent Protocole.

Article VII

1. Le présent Protocole entrera en vigueur trois mois après la date de dépôt des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion d'au moins cinq Etats parties à la Convention de Vienne et cinq Etats parties à la Convention de Paris. Pour chaque Etat qui ratifie le présent Protocole, l'accepte, l'approuve ou y adhère après le dépôt des instruments susmentionnés, le présent Protocole entrera en vigueur trois mois après la date de dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. Le présent Protocole restera en vigueur aussi longtemps que la Convention de Vienne et la Convention de Paris seront en vigueur.

Article VIII

1. Toute Partie contractante peut dénoncer le présent Protocole par notification écrite adressée au dépositaire.

2. La dénonciation prendra effet un an après la date de réception de la notification par le dépositaire.

Article IX

1. Toute Partie contractante qui cesse d'être Partie soit à la Convention de Vienne, soit à la Convention de Paris, fait savoir au dépositaire qu'elle met fin à l'application de cette Convention en ce qui la concerne et à quelle date ce retrait prend effet.

2. Le présent Protocole cesse de s'appliquer à une Partie contractante qui a mis fin à l'application scit de la Convention de Vienne, soit de la Convention de Paris, à la date à laquelle ce retrait prend effet.

Article X

Le dépositaire notifie sans tarder aux Parties contractantes et aux Etats invités à la Conférence sur les relations entre la Convention de Paris et la Convention de Vienne ainsi qu'au Secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développement économiques :

- a) Chaque signature du présent Protocole;
- b) Chaque dépôt d'un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion relatif au présent Protocole;
- c) L'entrée en vigueur du présent Protocole;
- d) Toute dénonciation;
- e) Toute information reçue en application de l'article IX.

Article XI

Le texte original du présent Protocole, dont les versions anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe font également foi, sera déposé auprès du dépositaire, qui en délivrera des copies certifiées conformes aux Parties contractantes et aux Etats invités à la Conférence sur les relations entre la Convention de Paris et la Convention de Vienne ainsi qu'au Secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole commun.

FAIT à Vienne, le vingt et un septembre mil neuf cent quatre-vingt-huit.

المادة العاشرة

يبادر الوديع فوراً باخطار الاطراف المتعاقدة، والدول التي دعيت الى المؤتمر المعنى بالعلاقة بين اتفاقية باريس واتفاقية فيينا، والامين العام لمنظمة التعاون والتنمية في الميدان الاقتصادي بما يلي:

(أ) كل توقيع على هذا البروتوكول؛

(ب) وكل ايداع لمك تصديق أو قبول أو موافقة أو انضمام يخو هذا البروتوكول؛

(ج) وبده نفاذ هذا البروتوكول؛

(د) وكل نفقة؛

(هـ) وكل معلومات واردة عملاً بالمادة التاسعة.

المادة الحادية عشرة

يودع أصل هذا البروتوكول، الذي تتساوى نسومه الامبرانية والانكليزية والروسية والصينية والعربية والفرنسية في الحجية، لدى الوديع الذي يرسل نسخة منه الى الاطراف المتعاقدة والى الدول التي دعيت الى المؤتمر المعنى بالعلاقة بين اتفاقية باريس واتفاقية فيينا، وإلى الامين العام لمنظمة التعاون والتنمية في الميدان الاقتصادي.

واشاتاً لذلك قام الموقعون أدناه المفوضون لذلك حسب الاصل من حكوماتهم بتتوقيع هذا البروتوكول المشترك.

تحرر في فيينا في هذا اليوم الحادي والعشرين من شهر ايلول/سبتمبر من سنة ألف وتسعمئة وثمان وثمانين.

-٤ تودع مكوك التصديق أو القبول أو الموافقة أو الانضمام لدى المدير العام للوكالة الدولية للطاقة الذرية، المعين ودعا لهذا البروتوكول بموجبه.

المادة السابعة

-١ يبدأ نفاذ هذا البروتوكول عقب انتفاء ثلاثة أشهر على تاريخ قيام ما لا يقل عن خمس دول أطراف في اتفاقية فيينا وخمس دول أطراف في اتفاقية باريس بإيداع مكوك التصديق أو القبول أو الموافقة أو الانضمام. وكل دولة تصدق هذا البروتوكول أو تقبله أو توافق عليه أو تنضم إليه بعد إيداع المكوك المشار إليها آنفاً، يبدأ نفاذ البروتوكول إزاءها بعد انتفاء ثلاثة أشهر على إيداعها ملء التصديق أو الموافقة أو القبول أو الانضمام.

-٢ يظل هذا البروتوكول نافذاً مادامت اتفاقية فيينا واتفاقية باريس نافذتين.

المادة الثامنة

-١ يجوز لاي طرف مت SAC أن ينقض هذا البروتوكول باشعار كتابي موجه إلى الوديع.

-٢ يبدأ نفاذ النقض بعد انتفاء عام واحد على تاريخ استلام الوديع للأشعار.

المادة التاسعة

-١ يقوم كل طرف مت SAC لم يعد طرفاً في أي من اتفاقية فيينا أو اتفاقية باريس بإخطار الوديع بانهاء انطباق الاتفاقية عليه وبتاريخ نفاذ هذا الانهاء.

-٢ ينتهي انطباق هذا البروتوكول على الطرف المت SAC الذي ينتهي انطباق أي من اتفاقية فيينا أو اتفاقية باريس عليه، في تاريخ نفاذ هذا الانهاء.

-٢- في حالة وقوع إشكال نووي في منشأة نووية، تتنطبق الاتفاقية التي تكون الدولة التي تقع في أراضيها تلك المنشأة طرفاً فيها.

-٣- في حالة وقوع إشكال نووي خارج منشأة نووية وانطواه على مواد نووية جاري نقلها، تتنطبق الاتفاقية التي تكون طرفاً فيها الدولة التي تقع في أراضيها المنشأة النووية التي يكون مثلكها مسؤولاً إما بموجب الفقرتين (١(ب) و ١(ج) من المادة الثانية من اتفاقية فيينا أو بموجب الفقرتين (١) و (ب) من المادة ٤ من اتفاقية باريس.

المادة الرابعة

-١- تتنطبق المواد من الأول حتى الخامسة عشرة من اتفاقية فيينا على الأطراف المتعاقدة على هذا البروتوكول التي تكون أطرافاً في اتفاقية باريس، انطباقها نفسه على الأطراف في اتفاقية فيينا.

-٢- تتنطبق المواد من ١ إلى ١٤ من اتفاقية باريس على الأطراف المتعاقدة على هذا البروتوكول التي تكون أطرافاً في اتفاقية فيينا، انطباقها نفسه على الأطراف في اتفاقية باريس.

المادة الخامسة

يفتح باب التوقيع على هذا البروتوكول، بمقر الوكالة الدولية للطاقة الذرية، اعتباراً من ٢١ أيلول/سبتمبر ١٩٨٨ وحـتـى تاريخ بدء نفاذـهـ، أمام جميع الدول التي وقـعـتـ أيـاـ من اتفاقية فيـيـناـ أو اتفاقـيـةـ بـارـيـسـ أوـ مـدـقـتـهـاـ أوـ انـضـمـتـ إـلـيـهـاـ.

المادة السادسة

-١- هذا البروتوكول خاضع للمصادقـةـ أوـ القـبـولـ أوـ الموـافـقـةـ عـلـيـهـ أوـ الانـضـمـامـ إـلـيـهـ، ولا تـقـبـلـ مـكـوـنـ التـصـدـيقـ أوـ القـبـولـ أوـ الموـافـقـةـ إـلـاـ مـنـ الدـوـلـ الـأـطـرـافـ فيـ اـتـفـاقـيـةـ فيـيـناـ أوـ اـتـفـاقـيـةـ بـارـيـسـ، وـيـجـزـعـ لـيـ دـوـلـ مـنـهـاـ لـمـ تـوـقـعـ هـذـاـ بـرـوـتـوـكـوـلـ إـنـ تـنـظـمـ إـلـيـهـ.

المادة الأولى

في هذا البروتوكول:

- (أ) يقصد "اتفاقية فيينا" اتفاقية فيينا بشأن المسؤولية المدنية عن الأضرار النووية، المؤرخة في 21 آيار/مايو 1963، وأى تعديل عليها نافذ إزاء طرف متعاقد على هذا البروتوكول.
- (ب) يقصد بـ"اتفاقية باريس" اتفاقية باريس المتعلقة بالمسؤولية المدنية في مجال الطاقة النووية، المؤرخة في 29 تموز/يوليو 1960، وأى تعديل عليها نافذ إزاء طرف متعاقد على هذا البروتوكول.

المادة الثانية

لأغراض هذا البروتوكول:

- (أ) يكون مشغل المنشأة النووية الواقعة في أراضي طرف في اتفاقية فيينا مسؤولاً وفقط لتلك الاتفاقية عن الضرر النووي الذي يقع في أراضي طرف في كل من اتفاقية باريس وهذا البروتوكول.
- (ب) يكون مشغل المنشأة النووية الواقعة في أراضي طرف في اتفاقية باريس مسؤولاً وفقط لتلك الاتفاقية عن الضرر النووي الذي يقع في أراضي طرف في كل من اتفاقية فيينا وهذا البروتوكول.

المادة الثالثة

- تنطبق على الإشكال الشمولي إما اتفاقية فيينا أو اتفاقية باريس، أيهما دون الأخرى.

بروتوكول مشترك بشأن تطبيق
اتفاقية فيينا واتفاقية باريس

ان الاطراف المتعاقدة،

اذ تضم في اعتبارها اتفاقية فيينا بشأن المسؤولية المدنية عن الاضرار
النووية، المؤرخة في 21 ايار/مايو 1963،

واذ تضم في اعتبارها اتفاقية باريس المتعلقة بالمسؤولية المدنية في مجال
الطاقة النووية، المؤرخة في 29 تموز/يوليو 1960، بميفتها المعدلة بالبروتوكول
الإضافي المؤرخ في 28 كانون الثاني/يناير 1974 وبالبروتوكول المؤرخ في 16 تشرين
الثاني/نوفمبر 1982،

وأذترى ان اتفاقية فيينا واتفاقية باريس متشابهتان في الجوهر، وأنه
ما من دولة الان تلزف في كلتيهما معاً،

وافتقاء منها بأن انضمام اطراف في أي من الاتفاقيتين الى الاتفاقية الأخرى
يمكن أن يفضي الى مسؤوليات تنتهي عن تطبيق الاتفاقيتين في وقت واحد على إشكال نسوي
واحد،

ورغبة منها في اقامة رباط بين اتفاقية فيينا واتفاقية باريس عن طريق
تحقيق الامتناد التبادلية بالنظام الخام المسؤولية المدنية عن الاضرار النووية
المنموص عليه في كل من الاتفاقيتين، وازالة التناقضات الناشئة عن تطبيقهما معاً
على الإشكال النووي الواحد،

قد اتفقت على ما يلي:

ظهير شريف رقم 1.22.62 صادر في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023) بنشر البروتوكول المشترك بشأن تطبيق اتفاقية
فيينا واتفاقية باريس، الموقع بفيينا في 21 سبتمبر 1988

الحمد لله وحده،

الطابع الشريفي - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله ولد)

يعلم من ظهيرنا الشريفي هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على البروتوكول المشترك بشأن تطبيق اتفاقية فيينا واتفاقية باريس، الموقع بفيينا في 21 سبتمبر 1988؛

وعلى الإشعار الذي يفيد بإيداع وثائق مصادقة المملكة المغربية على البروتوكول المذكور، الموقع بفيينا في 11 ماي 2022،

أصدرنا أمرنا الشريفي بما يلي :

ينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريفي هذا، البروتوكول المشترك بشأن تطبيق اتفاقية فيينا واتفاقية باريس،

الموقع بفيينا في 21 سبتمبر 1988.

وحرر بالرباط في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023).

وقعه بالعاطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : عزيز أخنوش.

*

* * *

٢- يسري النقض بعد مضي سنة على تاريخ استلام المدير العام للوكالة الدولية للطاقة الذرية اشعارا بذلك.

المادة السابعة والعشرون

يقوم المدير العام للوكالة الدولية للطاقة الذرية باخطار الدول التي وجهت لها الدعوة الى المؤتمر الدولي المعنى بالمسؤولية المدنية عن الاضرار النووية المعتوّد في فبينا في الفترة من ٢٩ نيسان/أبريل الى ١٩ أيار/مايو ١٩٦٣، والدول التي انضمت الى هذه الاتفاقية بما يلي:

- (أ) التوقيعات وصكوك التصديق وصكوك الانضمام التي استلمت وفقا للمادة الحادية والعشرين والمادة الثانية والعشرين والمادة الرابعة والعشرين;
- (ب) تاريخ بدء تناد هذه الاتفاقية وفقا للمادة الثالثة والعشرين;
- (ج) اشعارات الابهاء والنقض، التي استلمت وفقا للمادتين الخامسة والعشرين والسادسة والعشرين;
- (د) الطلبات المقدمة من أجل عقد مؤتمر تنتيжи وفقا للمادة السادسة والعشرين.

المادة الثامنة والعشرون

يسجل المدير العام للوكالة الدولية للطاقة الذرية هذه الاتفاقية وفقا للمادة ١٠٢ من ميثاق الأمم المتحدة.

المادة التاسعة والعشرون

يودع أصل هذه الاتفاقية، الذي تتساوى نصوصه الأسبانية والإنجليزية والروسية والصينية والفرنسية في الحجية، لدى المدير العام للوكالة الدولية للطاقة الذرية، الذي يصدر نسخا مصدقة منه.

اثناتان لذلک قام الموقعون أدناه، المفوضون لذلك حسب الأصول، بتوقيع هذه الاتفاقية.

تحررت في فبينا في هذا اليوم الحادي والعشرين من شهر أيار/مايو من سنة ألف وتسعمئة وثلاث وستين.

المادة الثالثة والعشرون

يبدأ نفاذ هذه الاتفاقية عقب انتصانه ثلاثة أشهر على تاريخ إيداع خامس صك من صكوك التصديق؛ وتصبح مافذة أراء كل دولة مصدقة بعد ذلك عقب انتصانه ثلاثة أشهر على تاريخ إيداعها صك التصديق.

المادة الرابعة والعشرون

١- يحوز الانضمام لهذه الاتفاقية لجميع الدول الأعضاء في الأمم المتحدة، أو في أي من الوكالات المتخصصة أو في الوكالة الدولية للطاقة الذرية، غير الممثلة في المؤتمر الدولي المعني بالمسؤولية عن الأضرار النووية، المعتمد في فيينا في الفترة من ٢٩ نيسان/أبريل إلى ١٩ أيار/مايو ١٩٦٢.

٢- تودع صكوك الانضمام لدى المدير العام للوكالة الدولية للطاقة الذرية.

٣- تصبح هذه الاتفاقية مافذة أراء الدولة المنضمة، بعد ثلاثة أشهر من تاريخ إيداع صك الانضمام، على ألا يكون هذا قبل تاريخ بدء نفاذ هذه الاتفاقية وفقاً للمادة الثالثة والعشرين.

المادة الخامسة والعشرون

١- تظل هذه الاتفاقية مافذة لمدة عشر سنوات من تاريخ بدء نفاذها. ويحوز لأي طرف متعاقد أن ينهي تطبيق هذه الاتفاقية عليه في نهاية تلك المدة بأن يعطي المدير العام للوكالة الدولية للطاقة الذرية إشعاراً بذلك قبل انتصانه تلك المدة باثني عشر شهراً على الأقل.

٢- بعد مدة السنوات العشر هذه، تظل هذه الاتفاقية مافذة لمدة خمس سنوات إضافية أراء الأطراف المتعاقدة التي لم تنه تطبيقها وفقاً للفقرة ١ من هذه المادة. ثم لمدة متتالية كل منها خمس سنوات أراء الأطراف المتعاقدة التي لم تنه تطبيقها في نهاية أحدى تلك المدد باعطاء المدير العام للوكالة الدولية للطاقة الذرية إشعاراً بذلك قبل انتصانه المدة المعنية باثني عشر شهراً على الأقل.

المادة السادسة والعشرون

١- في أي وقت بعد انتصانه مدة خمس سنوات على تاريخ بدء نفاذ هذه الاتفاقية، يدعو المدير العام للوكالة الدولية للطاقة الذرية إلى عقد مؤتمر للنظر في تنفيتها، إذا أعرب ثلث الأطراف المتعاقدة عن رغبتهن في ذلك.

٢- يحوز لأي طرف متعاقد أن ينقض هذه الاتفاقية بأن يعطي المدير العام للوكالة الدولية للطاقة الذرية إشعاراً قبل انتصانه اثنين عشر شهراً في أعقاب أول مؤتمر تنفيسي يكون قد عقد عملاً بالفقرة ١ من هذه المادة.

المادة السابعة عشرة

لا تؤثر هذه الاتفاقية على تطبيق أي اتفاقيات دولية أو اتفاقيات دولية بشأن المسؤولية المدنية في مجال الطاقة النووية، سواء كانت نافذة أو مفتوحة للتوقيع أو التصديق أو الانضمام في التاريخ الذي يفتح فيه باب التوقيع على هذه الاتفاقية. وذلك فيما يتعلق بأطراف تلك الاتفاقيات أو الاتفاقيات.

المادة الثامنة عشرة

لا تفسر هذه الاتفاقية بأنها تمس الحقوق التي يتمتع بها أي طرف متعاقد بموجب القواعد العامة للقانون الدولي العام بقصد الأضرار النووية، إن كانت له مثل هذه الحقوق.

المادة التاسعة عشرة

١- اذا دخل أي طرف متعاقد في اتفاق عملا بالفقرة الفرعية (ب) من الفقرة ٢ من المادة الحادية عشرة فإنه يقوم دون ابطاء بتزويد المدير العام للوكالة الدولية للطاقة الذرية بنسخة من ذلك الاتفاق للاطلاع عليها وتوزيعها على الأطراف المتعاقدة الأخرى.

٢- تزود الأطراف المتعاقدة المدير العام بنسخ من قوانينها ولوائحها التي تتعلق بمسائل تشملها هذه الاتفاقية، للاطلاع عليها وتوزيعها على الأطراف المتعاقدة الأخرى.

المادة العشرون

بعد انتهاء تطبيق هذه الاتفاقية على أي طرف متعاقد، أما عن طريق انتهاءها عملا بالمادة الخامسة والعشرين أو عن طريق تنفيذها عملا بالمادة السادسة والعشرين، تظل أحكام هذه الاتفاقية سارية على أي أضرار نووية ناجمة عن أي حادثة نووية وقعت قبل ذلك الانتهاء.

المادة الحادية والعشرون

يفتح باب التوقيع على هذه الاتفاقية أمام الدول الممثلة في المؤتمر الدولي المعنى بالمسؤولية المدنية عن الأضرار النووية المعتمد في فينا في الفترة من ٢٩ نيسان/أبريل الى ١٩ أيار/مايو ١٩٦٣.

المادة الثانية والعشرون

تخضع هذه الاتفاقية للتصديق، وتودع صكوك التصديق لدى المدير العام للوكالة الدولية للطاقة الذرية.

(ج) أو إذا كان الحكم الصادر متعارضاً مع السياسات العامة التي ينتهجها الطرف المتعاقد المطلوب الاعتراف بالحكم داخل أراضيه، أو إذا لم يكن الحكم الصادر متستراً مع معايير العدل الأساسية.

-٢- أي حكم نهائي تم الاعتراف به وقدم للتنفيذ وقتاً للاجراءات التي يشترطها قانون الطرف المتعاقد المطلوب التنفيذ فيه، يصبح قابلاً للتنفيذ كما لو كان حكماً صادراً عن محكمة تابعة لهذا الطرف المتعاقد.

-٣- لا ينظر مجدداً في وقائع الدعوى التي صدر الحكم على أساسها.

المادة الثالثة عشرة

هذه الاتفاقية والقانون الوطني المنطبق بموجبها يطبقان دون أي تمييز قائم على الجنسية أو محل السكن أو محل الاقامة.

المادة الرابعة عشرة

لا يُعْتَد بالحسابات القضائية بموجب القانون الوطني أو القانون الدولي في الدعاوى المرفوعة بموجب هذه الاتفاقية أمام المحاكم التي تكون مختصة وقتاً للمادة الحادية عشرة، إلا فيما يتعلق بتدابير التنفيذ.

المادة الخامسة عشرة

تحتاج الأطراف المتعاقدة تدابير مناسبة لكي تضمن أن ما يدفع عملاً بهذه الاتفاقية من تعويض عن أضرار نووية وما يتصل به من فوائد وتكاليف قضت بها محكمة، أو من أقساط للتأمين و إعادة التأمين وأموال يوفرها التأمين أو إعادة التأمين أو ضمان مالي آخر، أو ما توفره دولة المنشأة من أموال، سيكون قابلاً للتحويل بدون رسوم إلى عملية الطرف المتعاقد الذي لحقت به الأضرار، وإلى عملة الطرف المتعاقد الذي يقيم المدعى داخل أراضيه عادة، وأن تدفع أقساط ومدفوعات التأمين و إعادة التأمين بالعملات المحددة في عقد التأمين أو إعادة التأمين.

المادة السادسة عشرة

لا يحق لـ أي شخص أن يحصل بموجب هذه الاتفاقية على مقدار التعويض الذي يكون قد حصل عليه من الأضرار النووية ذاتها بموجب اتفاقية دولية أخرى بشأن المسؤولية المدنية في مجال الطاقة النووية.

المادة العاشرة

يكون للمشغل حق الادعاء في حالتين فقط:

- (أ) اذا كان قد ورد نص صريح بذلك في عقد كتابي؛ أو
- (ب) اذا كانت الحادثة النووية قد نجمت عن القيام بعمل أو عن اغفال القيام بعمل بقصد احداث أضرار؛ وترفع الدعوى في هذه الحالة على الفرد الذي قام بالعمل أو ألغى القيام به بذلك القصد.

المادة الحادية عشرة

- ١ ما لم يرد نص مخالف في هذه المادة، تظل الولاية القضائية للبت في الدعاوى المرفوعة بموجب المادة الثانية محصورة في محاكم الطرف المتعاقد الذي وقعت الحادثة النووية في أراضيه.
- ٢ اذا وقعت الحادثة النووية خارج أراضي أي طرف متعاقد، أو اذا استحال تحديد مكان الحادثة النووية ببين، فان الولاية القضائية للبت في تلك الدعاوى تكون لمحاكم دولة المنشأ التي ينتمي اليها المشغل المسؤول.
- ٣ اذا كانت الولاية القضائية تؤول بموجب الفقرة ١ أو الفقرة ٢ من هذه المادة الى محاكم أكثر من طرف متعاقد واحد، فان هذه الولاية القضائية تكون على النحو التالي:

- (أ) في حالة وقوع جزء من الحادثة النووية خارج أراضي أي طرف متعاقد وجزء آخر داخل أراضي طرف متعاقد واحد، تكون الولاية القضائية لمحاكم هذا الأخير؛
- (ب) وفي كل الحالات الأخرى تكون الولاية القضائية لمحاكم الطرف المتعاقد الذي يحدد بالاتفاق بين الأطراف المتعاقدة التي تكون محاكمها مختصة بموجب الفقرة ١ أو الفقرة ٢ من هذه المادة.

المادة الثانية عشرة

- ٤ أي حكم نهائي صادر عن محكمة لها ولاية قضائية بموجب المادة الحادية عشرة، يتم الاعتراف به في أراضي أي طرف متعاقد آخر، باستثناء الحالات التالية:

 - (أ) اذا تم الحصول على الحكم عن طريق الاحتيال؛
 - (ب) او اذا لم يُمنح الطرف المحكوم عليه فرصة عادلة لعرض قضيته؛

-٢- الأموال التي يوفرها التأمين أو يوفرها أي ضمان مالي آخر أو توفرها دولة المنشأة عملاً بالفقرة ١ من هذه المادة تخصل حسراً للتعويضات المستحقة بموجب هذه الاتفاقية.

-٤- لن يقوم المؤمن أو غيره من الضامنين الماليين بتعليق أو الفاء التأمين أو الضمان المالي الآخر المنصوص عليه في الفقرة ١ من هذه المادة بدون ارسال اشعار كتابي مهلته شهران الى السلطة العامة المختصة، أو اشعار كتابي أثناء مدة نقل المواد النحوية اذا كان التأمين أو الضمان المالي الآخر يتعلق بنقل مواد نحوية.

المادة الثامنة

رهنا بأحكام هذه الاتفاقية، تخضع طبيعة التعويض، وشكله، ومقداره، وتوزيعه بشكل منصف كذلك، لقانون المحكمة المختصة.

المادة التاسعة

-١- اذا كانت نصوص النظم الوطنية أو النظم العامة للتأمين الصحي أو التأمين الاجتماعي أو الضمان الاجتماعي أو تعويض العاملين أو التعويض عن الأمراض المهنية تشمل تعويضاً عن الأضرار النحوية، فإن حقوق المستفيدين من تلك النظم في الحصول على تعويض بموجب هذه الاتفاقية، وكذلك حقوقهم في الادعاء، بحكم تلك النظم، على المشغل المسؤول، تحدد -رهنا بأحكام هذه الاتفاقية- بموجب قانون الطرف المتعاقد المقامة لديه مثل تلك النظم، أو بموجب قواعد المنظمة الحكومية الدولية التي أنشأت تلك النظم.

-٢- (أ) اذا دفع مواطن -غير المشغل- من طرف متعاقد تعويضاً عن أضرار نحوية بموجب اتفاقية دولية أو بموجب قانون دولة غير متعاقدة، فإن ذلك المواطن يحل -في حدود المبلغ الذي دفعه- محل الشخص الذي حصل على التعويض ويكتسب الحقوق التي كانت هذه الاتفاقية ستكلفها للشخص الذي حصل على التعويض. ولا يكتسب أي شخص حقوقاً على هذا النحو في الحالة وبالمقدار اللذين يحق بهما للمشغل أن يدعي عليه بموجب هذه الاتفاقية.

(ب) ليس في هذه الاتفاقية ما يمنع مشغلاً ما، يكون قد دفع تعويضاً عن أضرار نحوية من أموال غير الأموال المنصوص عليها في الفقرة ١ من المادة السابعة، من أن يسترد من الشخص الذي وفر الضمان المالي عملاً بتلك الفقرة، أو من دولة المنشأة، المبلغ الذي كان الشخص الذي قبض منه التعويض سيحصل عليه بموجب هذه الاتفاقية، على ألا يتجاوز هذا الاسترداد المبلغ الذي دفعه.

ينص على ألا يسقط الحق في مطالبة المشغل بتعويض إلا بعد فترة يجوز أن تزيد على عشر سنوات ولا تتجاوز الفترة التي تكون مسؤولية المشغل فيها مفطأة بموجب قانون دولة المنشآة. على أن تمديد الفترة التي يسقط بها حق المطالبة بالتعويض لن ينتقص بأي حال من حق أي شخص في المطالبة بتعويض طبقاً لهذه الاتفاقية إذا كان قد رفع قبل انتهاء فترة السنوات العشر المذكورة دعوى على المشغل للتعويض عن وفاة أو إصابة شخصية.

-٤- عندما يكون السبب في الأضرار النووية حادثة نووية تنطوي على مادة نووية كانت وقت وقوع الحادثة النووية مسرورة أو منقوصة أو ملقاء أو مهجورة، فإن الفترة المقررة عملاً بالفقرة ١ من هذه المادة تحسب ابتداءً من تاريخ وقوع الحادثة النووية، ولا يجوز أن تتجاوز بأي حال فترة عشرين عاماً من تاريخ السرقة أو الفقد أو الالقاء أو الهجر.

-٥- يجوز لقانون المحكمة المختصة أن يقرر فترة سقوط أو تقادم لا تقل عن ثلاثة سنوات تلي التاريخ الذي يكون المصاب بضرر نووي قد علم فيه أو يفترض أنه قد علم فيه أنه أصبح بضرر وعرف من هو المشغل المسؤول عن هذا الضرر، بشرط عدم تجاوز الفترة المقررة عملاً بالفقرتين ١ و ٢ من هذه المادة.

-٦- ما لم يكن في قانون المحكمة المختصة نفس مخالف، يجوز لأي شخص يدعي الإصابة بأضرار نووية ويكون قد أقام دعوى تعويض قبل انتهاء الفترة المنطبقة عملاً بهذه المادة أن يعدل دعوه لتضمينها أي زيادة في الأضرار حتى لو كانت هذه الفترة قد انتهت، بشرط ألا يكون الحكم النهائي قد صدر.

-٧- عندما يتعين تحديد الولاية القضائية طبقاً للفقرة الفرعية (ب) من الفقرة ٢ من المادة الحادية عشرة، وتكون مطالبة قد قدمت قبل انتهاء الفترة المحددة طبقاً لهذه المادة إلى أي من الأطراف المتعاقدة التي يحق لها تحديد تلك الولاية القضائية ولكن الوقت المتبقى بعد ذلك التحديد أقل من ستة أشهر، ترفع الدعوى قبل انتهاء ستة أشهر على تاريخ ذلك التحديد.

المادة السابعة

-١- يجب أن يحتفظ المشغل بتأمين أو ضمان مالي آخر يغطي مسؤوليته عن الأضرار النووية بالمقادير والأنواع والشروط التي تحددها دولة المنشآة. ويتعين على دولة المنشآة أن تضمن دفع التعويضات عن الأضرار النووية التي تقرر تحميلاً على المشغل، وذلك بأن توفر دولة المنشآة الأموال اللازمة لتفطية القدر الذي يعجز به التأمين أو الضمان المالي الآخر عن الوفاء بهذه التعويضات، ولكن بدون تجاوز الحد الأقصى المقرر عملاً بالمادة الخامسة، إن وجد.

-٢- لا يوجد في الفقرة ١ من هذه المادة ما يلزم طرفاً متعاقداً أو أيهما من الوحدات المكونة له، كالدول والجمهوريات، بأن تحتفظ بتأمين أو ضمان مالي آخر لتفطية مسؤوليتهم بوصفهم مشغلين.

(ب) وسائل النقل التي كانت المادة النووية المعنية موجودة عليها وقت وقوع الحادثة النووية.

٦- يجوز لدولة المنشأة أن تنص بالتشريع على عدم تطبيق الفقرة الفرعية (ب) من الفقرة ٥ من هذه المادة، بشرط ألا تقل مسؤولية المشغل عن الأضرار النووية -غير الأضرار التي تصيب وسائل النقل- في أي حال من الأحوال عن ٥ ملايين دولار أمريكي لكل حادثة نووية.

٧- لن يكون في هذه الاتفاقية ما يؤثر:

(أ) في مسؤولية أي شخص عن الأضرار النووية التي يكون المشغل غير مسؤول عنها طبقاً لهذه الاتفاقية بموجب الفقرة ٢ أو ٥ من هذه الاتفاقية، والتي يكون هذا الشخص قد أحدها نتيجة القيام بعمل أو اغفال القيام بعمل يقصد احداث الأضرار؛ أو

(ب) في مسؤولية المشغل خارج هذه الاتفاقية عن أضرار نووية لا يكون المشغل مسؤولاً عنها بموجب هذه الاتفاقية طبقاً للفقرة الفرعية (ب) من الفقرة ٥ من هذه المادة.

المادة الخامسة

١- يجوز لدولة المنشأة أن تضع حداً أقصى لمسؤولية المشغل لا يقل عن ٥ ملايين دولار أمريكي لكل حادثة نووية.

٢- أي حدود قصوى توضع للمسؤولية عملاً بهذه المادة لن تشمل أي منفعة أو تكاليف تحكم بها محكمة في دعاوى التعويض عن الأضرار النووية.

٣- دولار الولايات المتحدة المشار إليه في هذه الاتفاقية هو وحدة حسابية تساوي قيمة دولار الولايات المتحدة الأمريكية معبراً عنها بعيار الذهب في ٢٩ نيسان/أبريل ١٩٦٢، أي ٢٥ دولاراً لكل "ونصة" ترويسية من الذهب الخالص.

٤- يجوز تحويل المبلغ المذكور في الفقرة ٦ من المادة الرابعة والفقرة ١ من هذه المادة إلى العملة الوطنية مع تقرير الأرقام.

المادة السادسة

١- يسقط حق التعويض طبقاً لهذه الاتفاقية ما لم ترفع دعوى قبل انتصاف عشر سنوات من تاريخ وقوع الحادثة النووية. بيد أنه إذا كانت مسؤولية المشغل معطاء طبقاً لقانون دولة المنشأة بتأمين أو بضمان مالي آخر أو بأموال حكومية لمدة تزيد على عشر سنوات، جاز لقانون المحكمة المختصة أن

المادة الثالثة

يتعين على المشغل المسؤول طبقاً لهذه الاتفاقية أن يزود الناقل بشهادة صادرة من المؤمن أو من ينوب عنه أو من أي ضامن مالي آخر يوفر الضمان المطلوب بموجب المادة السابعة أو من ينوب عنه. وتبين الشهادة اسم المشغل وعنوانه، وملبغ الضمان ونوعه ومدة سريانه، ولا يجوز للشخص الذي أصدر الشهادة أو الذي صدرت الشهادة بنيابة عنه أن يطعن في هذه البيانات. وتبين الشهادة أيضاً المادة النووية التي ينطبق عليها الضمان، وتتضمن أيضاً اقراراً من السلطة العامة المختصة في دولة المنشأة بأن الشخص الوارد اسمه في الشهادة هو المشغل بالمعنى الوارد في هذه الاتفاقية.

المادة الرابعة

- ١ تكون مسؤولية المشغل عن الأضرار النووية بموجب هذه الاتفاقية مسؤولة مطلقة.
- ٢ إذا ثبت المشغل أن الأضرار النووية نجمت كلياً أو جزئياً عن اهمال جسيم من الشخص الذي أصابه الضرر أو عن فعل قام به هذا الشخص أو عن فعل أغفل هذا الشخص القيام به بقصد احداث ضرر، جاز للمحكمة المختصة -إذا نص قانونها على ذلك- أن تعفي المشغل اعفاء كلياً أو جزئياً من الالتزام بدفع تعويض عن الضرر الذي أصاب هذا الشخص.
- ٣
 - (أ) لا تقع على المشغل طبقاً لهذه الاتفاقية أي مسؤولية عن الأضرار النووية الناجمة عن حادثة نووية ترجع مباشرة إلى نزاع مسلح أو أعمال عدائية أو حرب أهلية أو عصيان مسلح.
 - (ب) لا تقع على المشغل مسؤولية عن الأضرار النووية الناجمة عن حادثة نووية ترجع مباشرة إلى كارثة طبيعية خطيرة ذات طبيعة استثنائية، ما لم ينص قانون دولة المنشأة على عكس ذلك.
- ٤ في الحالات التي تعزى فيها الأضرار سواء النووية أم غير النووية إلى حادثة نووية أو إلى سبب تشتراك فيه حادثة نووية مع مصادفة أخرى أو أكثر، ويتعذر الفصل بين الأضرار النووية والأضرار غير النووية فصلاً معتولاً، فإن الأضرار غير النووية تعتبر لأغراض هذه الاتفاقية أضراراً نووية ناجمة عن تلك الحادثة النووية. أما إذا كانت الأضرار تعزى إلى سبب تشتراك فيه حادثة نووية مشمولة بهذه الاتفاقية مع ابعاد اشعاعي مؤين غير مشمول بهذه الاتفاقية، فلن يكون في هذه الاتفاقية ما يحد أو ينتقص بأي شكل من مسؤولية أي شخص يمكن اعتباره مشمولاً عن الابعاد الاشعاعي المؤين هذا إزاء أي شخص يتعرض للأضرار النووية أو إزاء الدعاوى المرفوعة أو إزاء دفع التعويضات.
- ٥ لن يكون المشغل مسؤولاً بموجب هذه الاتفاقية عن الأضرار النووية التي تصيب:
 - (أ) المنشآة النووية نفسها وما في موقعها من ممتلكات تستخدماً أو ستستخدم لأغراض هذه المنشآة؛ أو

- ٢ يجوز لدولة المنشأة أن تنص بالتشريع، وطبقاً للشروط التي قد تحدد في ذلك التشريع، على أنه يجوز لناقل المواد النووية أو مناول التفزيات النووية أن يسمى أو يعترف به، بناءً على طلبه وبموافقة المشغل المعنى، مشغلاً للمواد النووية -في حالة الناقل- أو للتفزيات النووية -في حالة المناول-. وعندئذ يعتبر الناقل أو المناول -لكلة أغراض هذه الاتفاقية- مشغلاً لمنشأة نووية داخل أراضي تلك الدولة.
- ٣ (أ) عندما ترتب الأضرار النووية على أكثر من مشغل واحد، ويتعذر فصل الأضرار المنسوبة إلى كل مشغل فصلاً معقولاً، يصبح هؤلاء المشغلون مسؤولين مسؤولية مشتركة وممتددة.
- (ب) عندما تقع حادثة نووية أثناء نقل مواد نووية في وسيلة النقل الواحدة، أو عندما تقع حادثة نووية -في حالة الخزن بعد النقل- في المنشأة النووية الواحدة، وتسبب الحادثة النووية أضراراً نووية تُرتب مسؤولية على أكثر من مشغل واحد، فيجب ألا تتجاوز المسؤولية الإجمالية أعلى مبلغ ينطبق على أي من هؤلاء المشغلين وفقاً للمادة الخامسة.
- (ج) لاتجاوز مسؤولية المشغل الواحد في أي من الحالتين المشار إليها في الفقرتين الفرعيتين (أ) و (ب) من هذه الفقرة المبلغ المنطبق عليه وفقاً للمادة الخامسة.
- ٤ رهنا بأحكام الفقرة ٢ من هذه المادة، إذا وقعت حادثة نووية واحدة في منشآت نووية شتى تابعة لمشغل واحد، يكون هذا المشغل مسؤولاً عن كل من هذه المنشآت بمقدار لا يتجاوز المبلغ الذي ينطبق عليه وفقاً للمادة الخامسة.
- ٥ ما لم يرد نص مخالف في هذه الاتفاقية، لا يجوز لأي شخص غير المشغل أن يكون مسؤولاً عن الأضرار النووية، بيد أن ذلك لا يؤثر على تطبيق أي اتفاقية دولية في مجال النقل تكون نافذة أو يكون باب التوقيع عليها أو تصديقها أو الانضمام إليها مفتوحاً في التاريخ الذي يفتح فيه باب التوقيع على هذه الاتفاقية.
- ٦ لا يكون أي شخص مسؤولاً عن أي خسارة أو أضرار لا تندرج ضمن الأضرار النووية بموجب الفقرة الفرعية (ك) من الفقرة ١٠ من المادة الأولى، ولكنها كانت ستعتبر أضراراً نووية بموجب الفقرة الفرعية (ك) "٢" من تلك الفقرة.
- ٧ ترفع الدعوى المباشرة على الشخص الذي يوفر الضمان المالي عملاً بالمادة السابعة، إذا نص على ذلك قانون المحكمة المختصة.

١٠ قبلما يكون مشغل منشأة نووية أخرى قد تحمل بمقتضى أحكام صريحة في عقد كتابي مسؤولية الحوادث النووية المنطوية على تلك المواد النووية:

١١ أو -في غياب أحكام صريحة من ذلك القبيل- قبلما يكون مشغل منشأة نووية أخرى قد تكفل بتلك المواد النووية:

١٢ أو -إذا كانت المواد النووية مستعملة في مفاعل نووي مركب في وسيلة نقل ليكون مصدراً للقوى سواء الدافعة أو المستخدمة لأي غرض آخر- قبلما يكون الشخص المأذون له على النحو الواجب بتشغيل هذا المفاعل قد تكفل بتلك المواد النووية:

١٣ أو -إذا كانت المواد النووية قد أرسلت إلى شخص موجود في أراضي دولة غير متعاقدة- قبلما تفرغ تلك المواد من وسيلة النقل التي أوصلتها إلى أراضي تلك الدولة غير المتعاقدة:

(ج) أو تنطوي على مواد نووية مرسلة إلى منشأته النووية، وتكون الحادثة النووية قد وقعت:

١٤ بعدما تكون مسؤولية الحوادث النووية المنطوية على تلك المواد النووية قد انتقلت اليه -بمقتضى أحكام صريحة في عقد كتابي- من مشغل منشأة نووية أخرى:

١٥ أو -في غياب أحكام صريحة من ذلك القبيل- بعدما يكون قد تكفل بتلك المواد النووية:

١٦ أو بعدما يكون قد تكفل بالمواد النووية وكانت واردة من شخص يشغل مفاعلاً نووياً مركباً على وسيلة نقل ليكون مصدراً للقوى سواء الدافعة أو المستخدمة لأي غرض آخر:

١٧ أو -إذا كانت المواد النووية قد أرسلت، بموافقة كتابية من المشغل، من شخص موجود في أراضي دولة غير متعاقدة- بعدما تم شحن تلك المواد النووية على وسيلة النقل التي ستنقلها خارج أراضي تلك الدولة:

بشرط أنه إذا كانت الأضرار النووية ناجمة عن حادثة نووية وقعت في منشأة نووية وتنطوي على مواد نووية كانت مخزونة داخل تلك المنشأة انتظاراً للنقل، لن تطبق أحكام الفقرة الفرعية (أ) من هذه الفقرة إذا كانت المسئولية محصورة في مشغل آخر أو شخص آخر بموجب أحكام الفقرة الفرعية (ب) أو (ج) من هذه الفقرة.

(ك) تعني "الأضرار النووية":

١٦. الوفاة أو الإصابة الشخصية، أو أي خسائر أو أضرار في الممتلكات تنشأ أو تنجم عن الخواص الإشعاعية أو عن مزيج من الخواص الإشعاعية والخواص السمية أو التفجيرية أو غيرها من الخواص الخطيرة التي يتسم بها ما في المنشأة النووية من وقود نووي أو نواتج أو نفايات مشعة أو التي تتسم بها المواد النووية الواردة من المنشأة النووية أو المواد النووية المتولدة داخل المنشأة أو المرسلة إليها:

١٧. وأي خسائر أو أضرار أخرى تنشأ أو تنجم على هذا النحو إذا كان قانون المحكمة المختصة ينص على ذلك وبالقدر الذي ينص عليه:

١٨. والوفاة أو الإصابة الشخصية أو أي خسائر أو أضرار في الممتلكات تنشأ أو تنجم عن اشعاعات مؤينة أخرى منبعثة من أي مصدر إشعاعي آخر موجود داخل المنشأة النووية، إذا كان قانون دولة المنشأة ينص على ذلك.

(ل) تعني "الحادثة النووية" أي مصادفة أو سلسلة مصادفات نابعة من أصل واحد، وتسبب أضراراً نووية.

-٢. يحوز لدولة المنشأة أن تستبعد من نطاق تطبيق هذه الاتفاقية أي كميات طفيفة من المواد النووية، إذا كانت المخاطر التي ينطوي عليها هذا الاستبعاد من الضالة بحيث تسمح به، بشرط:

(أ) أن يكون مجلس معاشر الوكالة الدولية للطاقة الذرية قد قرر حدوداً قصوى لهذه الكميات؛

(ب) وألا يتجاوز أي استبعاد تحريره دولة المنشأة تلك الحدود المقررة.

ويحرى مجلس المعاشرين استعراضاً دورياً لتلك الحدود القصوى.

المادة الثانية

١. يتحمل مشغل المنشأة النووية مسؤولية الأضرار النووية التي يثبتت أنها كانت بسبب حادثة نووية.

(أ) وقعت في منشئته النووية؛

(ب) أو تنطوي على مواد نووية واردة من منشئته النووية أو متولدة داخلها، وتكون قد حدثت:

(و) يعني "الوقود النووي" أي مادة قادرة على توليد الطاقة باشططار نووي متسلسل ذاتي.

(ر) تعني "النواتج أو النفايات المشعة" أي مادة مشعة تنتج من عمليات انتاج أو استخدام وقود نووي، أو أي مادة تصير مشعة من جراء تعرضها للأشعاعات التي تسببت من تلك العمليات؛ لكن هذا التعبير لا يتضمن النظائر المشعة التي بلغت مرحلة الصنع النهائية التي جعلتها صالحة للاستعمال في أي غرض علمي أو طبي أو زراعي أو تجاري أو صناعي.

(ح) تعني "المواد النووية":

١١ أي وقود نووي - خلاف اليورانيوم الطبيعي واليورانيوم المستنفد- قادر على أن يولد طاقة وحده أو مع مواد أخرى باشططار نووي متسلسل ذاتي خارج المفاعل النووي:

٢٠ والنواتج أو النفايات المشعة.

(ط) يعني "المفاعل النووي" أي بنية تحتوي على وقود نووي مترتب على نحو يتسمى به أن يحدث داخلها اشططار نووي متسلسل ذاتي دون حاجة إلى مصدر نيوترونات إضافي.

(ي) تعني "المنشأة النووية":

١٠ أي مفاعل نووي خلاف المفاعلات التي تزود بها وسائل النقل البحري أو الجوي لتكون مصدراً للقوى سواء الدافعة أو المستخدمة لأي غرض آخر:

٢٠ وأي مصنع يستخدم وقوداً نووياً لانتاج مواد نووية، أو أي مصنع لمعالجة مواد نووية، بما في ذلك أي مصنع لإعادة معالجة الوقود النووي بعد تشعيبه:

٣٠ وأي مرفق تخزن فيه مواد نووية، خلاف المخازن التي تخزن فيها المواد النووية أثناء النقل:

على أنه يحوز لدولة المنشأة أن تقرر أن المنشآت النووية التابعة لمشغل واحد في موقع واحد تعتبر بمثابة منشأة نووية واحدة.

**اتفاقية بشأن المسؤولية المدنية
عن الأضرار النووية**

ان الأطراف المتعاقدة،

وقد سلّمت باستصواب إنشاء بعض المعايير الدنيا لتوفير حماية مالية لمواجهة الأضرار الناجمة عن بعض الاستخدامات السلمية للطاقة النووية،

واذ تعتقد أن وضع اتفاقية بشأن المسؤولية المدنية عن الأضرار النووية سيسمح أيضا في تنمية العلاقات الودية فيما بين الأمم، بغض النظر عن اختلاف نظمها الدستورية والاجتماعية،

قد قررت أن تعدل اتفاقية تخدم تلك الأغراض، ومن ثم اتفقت على ما يلي:

المادة الأولى

- ١- لأغراض هذه الاتفاقية:

(أ) يعني "الشخص" أي فرد، وأي شركة، وأي هيئة خاصة أو عامة -سواء كانت اعتبارية أو غير اعتبارية- وأي مؤسسة دولية تتمتع بشخصية قانونية بموجب قانون دولة المنشأة، وأي دولة أو أي من الوحدات المكونة للدولة.

(ب) يشمل التعبير "مواطن من طرف متعاقد" طرفاً متعاقداً أو أي وحدة من الوحدات المكونة له، أو أي شركة، أو أي هيئة خاصة أو عامة -سواء كانت اعتبارية أم غير اعتبارية- مقامة فيإقليم طرف متعاقد.

(ج) يعني "المشغل" -فيما يتعلق بالمنشأة النووية- الشخص الذي قامت دولة المنشأة بتنسيمه أو باعتباره مشغلاً لتلك المنشأة.

(د) تعني "دولة المنشأة" الطرف المتعاقد الذي تقع المنشأة النووية داخل أراضيه، أو الطرف المتعاقد الذي يتولى تشغيل المنشأة أو يخضع تشغيل المنشأة لسلطته، إذا لم تكن المنشأة واقعة داخل أراضي أي دولة.

(هـ) يعني "قانون المحكمة المختصة" القانون الذي تطبقه المحكمة التي لها ولاية قضائية بموجب هذه الاتفاقية، وهو يشمل أيضاً أي قواعد يتضمنها ذلك القانون بشأن تنازع القوانين.

ظهير شريف رقم 1.22.61 صادر في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023) بنشر اتفاقية فيينا بشأن المسؤولية المدنية عن

الأضرار النووية، الموقعة بفيينا في 21 ماي 1963

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله ولد)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على اتفاقية فيينا بشأن المسؤولية المدنية عن الأضرار النووية، الموقعة بفيينا في 21 ماي 1963؛

وعلى الإشعار الذي يفيد بإيداع وثائق مصادقة المملكة المغربية على الاتفاقية المذكورة، الموقع بفيينا في 11 ماي 2022،

أصدرنا أمراً شريفاً بما يلي :

تنشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، اتفاقية فيينا بشأن المسؤولية المدنية عن الأضرار النووية، الموقعة

بفيينا في 21 ماي 1963.

وحرر بالرباط في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023).

وقعه بالعاطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : عزيز أخنوش.

*

* * *

I hereby certify that the foregoing text is a true copy of the Amendment adopted on 15 October 2016 at the Twenty-Eighth Meeting of the Parties to the Montreal Protocol on Substances that Deplete the Ozone Layer, which was held in Kigali, Rwanda, from 10 to 15 October 2016.

For the Secretary-General,
The Under-Secretary-General
for Legal Affairs and
United Nations Legal Counsel

Je certifie que le texte qui précède est une copie conforme de l'Amendement adopté le 15 octobre 2016 à la vingt-huitième Réunion des Parties au Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrisent la couche d'ozone, tenue à Kigali, Rwanda, du 10 au 15 octobre 2016.

Pour le Secrétaire général,
Le Secrétaire général adjoint
aux affaires juridiques et Conseiller
juridique des Nations Unies

Miguel de Serpa Soares

United Nations
New York, 18 November 2016

Organisation des Nations Unies
New York, le 18 novembre 2016

المادة الثانية: العلاقة بتعديل عام ١٩٩٩

لا يجوز لأي دولة أو منظمة إقليمية للتكامل الاقتصادي أن تودع أي صك للتصديق أو القبول أو الموافقة أو الانضمام لهذا التعديل ما لم تكن قد قامت من قبل أو في ذات الوقت بإيداع مثل ذلك الصك للتعديل الذي تم اعتماده في الاجتماع الحادي عشر للأطراف في بيجين، في ٣ كانون الأول/ديسمبر ١٩٩٩.

المادة الثالثة: العلاقة باتفاقية الأمم المتحدة الإطارية بشأن تغير المناخ وبروتوكول كيوتو التابع لها

لا يقصد من هذا التعديل أن يفضي إلى اشتثناء مركبات الكربون الهيدروفلورية من نطاق الالتزامات الواردة في المادتين ٤ و ١٢ من اتفاقية الأمم المتحدة الإطارية بشأن تغير المناخ أو في المواد ٢ و ٥ و ٧ و ١٠ من بروتوكول كيوتو التابع لاتفاقية.

المادة الرابعة: بدء النفاذ

١ - باستثناء ما أشير إليه في الفقرة ٢ أدناه، يبدأ نفاذ هذا التعديل في ١ كانون الثاني/يناير ٢٠١٩، شريطة أن يتم بإيداع عشرين صكًا على الأقل من صكوك التصديق أو القبول أو الموافقة على التعديل من جانب الدول أو المنظمات الإقليمية للتكامل الاقتصادي للأطراف في بروتوكول مونتريال بشأن المواد المستنفدة لطبقة الأوزون. وفي حالة عدم استيفاء هذا الشرط في ذلك التاريخ، يبدأ نفاذ هذا التعديل في اليوم التسعين التالي للتاريخ الذي يتم فيه استيفاء ذلك الشرط.

٢ - تدخل التغييرات على المادة ٤ من البروتوكول، مراقبة المبادرات التجارية مع غير الأطراف، والواردة في المادة الأولى من هذا التعديل حيز النفاذ في ١ كانون الثاني/يناير ٢٠٣٣، شريطة أن يتم بإيداع سبعين صكًا على الأقل من صكوك التصديق أو القبول أو الموافقة على التعديل من جانب الدول أو المنظمات الإقليمية للتكامل الاقتصادي للأطراف في بروتوكول مونتريال بشأن المواد المستنفدة لطبقة الأوزون. وفي حالة عدم استيفاء هذا الشرط في ذلك التاريخ، يبدأ نفاذ هذا التعديل في اليوم التسعين التالي للتاريخ الذي يتم فيه استيفاء ذلك الشرط.

٣ - لأغراض الفقرتين ١ و ٢، فإن أي صك من هذا القبيل تودعه منظمة إقليمية للتكامل الاقتصادي لا يحسب إضافة للصكوك التي تودعها الدول الأعضاء في هذه المنظمة.

٤ - وعقب بدء نفاذ هذا التعديل، على النحو المنصوص عليه في الفقرتين ١ و ٢، يبدأ نفاذ التعديل على أي طرف آخر في البروتوكول في اليوم التسعين التالي للتاريخ الذي يودع فيه صكه للتصديق أو القبول أو الموافقة.

المادة الخامسة: التطبيق المؤقت

يموز لأي طرف من الأطراف، في أي وقت يسبق دخول هذا التعديل حيز النفاذ بالنسبة له، أن يعلن أنه سيطبق بشكل مؤقت أي تدابير الرقابة الواردة في المادة ٢ ياء، وما يقابلها من التزامات الإبلاغ في المادة ٧، وذلك إلى حين دخول التعديل حيز النفاذ.

القدرة على إحداث الاحترار العالمي في عام ٢٠٠٠**	القدرة على استفاد الأوزون*	عدد الآيسومرات	المادة	المجموعة
	٠٠٩٠٠٤	١٢	(HCFC-241)	C ₃ H ₃ FCl ₄
	٠١٣٠٠٥	١٨	(HCFC-242)	C ₃ H ₃ F ₂ Cl ₃
	٠١٢٠٠٧	١٨	(HCFC-243)	C ₃ H ₃ F ₃ Cl ₂
	٠١٤٠٠٩	١٢	(HCFC-244)	C ₃ H ₃ F ₄ Cl
	٠٠١٠٠١	١٢	(HCFC-251)	C ₃ H ₄ FCl ₃
	٠٠٤٠٠٥	١٦	(HCFC-252)	C ₃ H ₄ F ₂ Cl ₂
	٠٠٣٠٠٣	١٢	(HCFC-253)	C ₃ H ₄ F ₃ Cl
	٠٠٢٠٠٢	٩	(HCFC-261)	C ₃ H ₅ FCl ₂
	٠٠٢٠٠٢	٩	(HCFC-262)	C ₃ H ₅ F ₂ Cl
	٠٠٣٠٠١	٥	(HCFC-271)	C ₃ H ₆ FCl

* عند الإشارة إلى مدى قدرات استفاد الأوزون تستخدم أعلى قيمة في ذلك المدى لتحقيق أغراض هذا البروتوكول، ترد قدرات استفاد الأوزون كقيمة واحدة حيث تم تحديدها بناء على المسابات القائمة على قياسات المختبرات، أما القدرارات الواردة باعتبارها مدى فهي قائمة على تقديرات، ومن ثم فهي تتميز بعدم تيقن أكبر وتعلق المدى بمجموعة آيسومورية، والقيمة العليا هي تقدير القدرة على استفاد الأوزون للآيسومور ذات القدرة المنخفضة على استفاد الأوزون.

** تحدد أكثر المواد الصالحة بخارياً على أن تدرج مقابلتها قيم القدرة على استفاد الأوزون كما تستخدم لأغراض هذا البروتوكول.

*** في حالة المواد التي لم تحدد قدرتها على إحداث الاحترار العالمي تطبق قيمة افتراضية قدرها صفر، وذلك إلى حين إدراج قيمة القدرة على إحداث الاحترار العالمي عن طريق الإجراء التوضيhi في الفقرة ٩ (أ) ٢ من المادة ٢.

يضاف المرفق التالي إلى البروتوكول بعد المرفق هاء:

المرفق واو: المواد الخاضعة للرقابة

القدرة على إحداث الاحترار العالمي في عام ٢٠٠٠	المادة	المجموعة
		المجموعة الأولى
١١٠٠	HFC-134	CHF ₂ CHF ₂
١٤٣٠	HFC-134a	CH ₂ FCF ₃
٣٥٢	HFC-143	CH ₂ FCHF ₂
١٠٣٠	HFC-245fa	CHF ₂ CH ₂ CF ₃
٧٩٤	HFC-365 mfc	CF ₃ CH ₂ CF ₂ CH ₃
٣٢٢٠	HFC-227ea	CF ₃ CHFCF ₃
١٣٤٠	HFC-236cb	CH ₂ FCF ₂ CF ₃
١٣٧٠	HFC-236ea	CHF ₂ CHFCF ₃
٩٨١٠	HFC-236fa	CF ₃ CH ₂ CF ₃
٦٩٣	HFC-245ca	CH ₂ FCF ₂ CHF ₂
١٦٤٠	HFC-43-10 mee	CF ₃ CHFCHFCF ₂ CF ₃
٦٧٥	HFC-32	CH ₂ F ₂
٣٥٠٠	HFC-125	CHF ₂ CF ₃
٤٤٧٠	HFC-143a	CH ₃ CF ₃
٩٢	HFC-41	CH ₃ F
٥٣	HFC-152	CH ₂ FCH ₂ F
١٢٤	HFC-152a	CH ₃ CHF ₂
		المجموعة الثانية
١٤٨٠٠	HFC-23	CHF ₃

المرفق جيم والمرفق واو

يحل الجدول التالي محل الجدول الخاص بالمجموعة الأولى في المرفق جيم من البروتوكول

القدرة على إحداث الاحترار العالمي في عام ٢٠٥٠** * استناداً للأوزون*	القدرة على استفادة الآيسومرات	عدد الآيسومرات	المادة	المجموعة
				المجموعة الأولى
١٥١	٠,٠٤	١	(HCFC-21)**	CHFCl ₂
١٨١٠	٠,٠٥٥	١	(HCFC-22)**	CHF ₂ Cl
	٠,٠٢	١	(HCFC-31)	CH ₂ FCl
	٠,٠٤-٠,٠١	٢	(HCFC-121)	C ₂ HFCl ₄
	٠,٠٨-٠,٠٢	٣	(HCFC-122)	C ₂ HF ₂ Cl ₃
٧٧	٠,٠٦-٠,٠٢	٣	(HCFC-123)	C ₂ HF ₃ Cl ₂
	٠,٠٢	-	(HCFC-123)**	CHCl ₂ CF ₃
٦٩	٠,٠٤-٠,٠٢	٢	(HCFC-124)	C ₂ HF ₄ Cl
	٠,٠٢٢	-	(HCFC-124)**	CHFCICF ₃
	٠,٠٥-٠,٠٧	٣	(HCFC-131)	C ₂ H ₂ FCl ₃
	٠,٠٥-٠,٠٨	٤	(HCFC-132)	C ₂ H ₂ F ₂ Cl ₂
	٠,٠٦-٠,٠٢	٣	(HCFC-133)	C ₂ H ₂ F ₃ Cl
	٠,٠٧-٠,٠٥	٣	(HCFC-141)	C ₂ H ₃ FCl ₂
٧٢٥	٠,١١	-	(HCFC-141b)**	CH ₃ CFCl ₂
	٠,٠٧-٠,٠٨	٣	(HCFC-142)	C ₂ H ₃ F ₂ Cl
٢٣١٠	٠,٠٦٥	-	(HCFC-142b)**	CH ₃ CF ₂ Cl
	٠,٠٥-٠,٠٣	٢	(HCFC-151)	C ₂ H ₄ FCl
	٠,٠٧-٠,١٥	٥	(HCFC-221)	C ₃ HFCl ₆
	٠,٠٩-٠,٠١	٩	(HCFC-222)	C ₃ HF ₂ Cl ₅
	٠,٠٨-٠,٠١	١٢	(HCFC-223)	C ₃ HF ₃ Cl ₄
	٠,٠٩-٠,٠١	١٢	(HCFC-224)	C ₃ HF ₄ Cl ₃
	٠,٠٧-٠,٠٢	٩	(HCFC-225)	C ₃ HF ₅ Cl ₂
١٢٢	٠,٠٢٥	-	(HCFC-225ca)**	CF ₃ CF ₂ CHCl ₂
٥٩٥	٠,٠٣٣	-	(HCFC-225cb)**	CF ₂ CICF ₂ CHClF
	٠,١٠-٠,٠٢	٥	(HCFC-226)	C ₃ HF ₆ Cl
	٠,٠٩-٠,٠٥	٩	(HCFC-231)	C ₃ H ₂ FCl ₅
	٠,١٠-٠,٠٨	١٦	(HCFC-232)	C ₃ H ₂ F ₂ Cl ₄
	٠,٢٣-٠,٠٧	١٨	(HCFC-233)	C ₃ H ₂ F ₃ Cl ₃
	٠,٢٨-٠,٠١	١٦	(HCFC-234)	C ₃ H ₂ F ₄ Cl ₂
	٠,٥٢-٠,٠٣	٩	(HCFC-235)	C ₃ H ₂ F ₅ Cl

عبارة:

” والمادتين ٢ طاء و ٢ ياء“

يُدرج النص التالي في نهاية الفقرة ١ من المادة ١٠ من البروتوكول:

”إذا اختار أحد الأطراف العاملة بموجب الفقرة ١ من المادة ٥ أن يستفيد من تمويل من أي آلية مالية أخرى يمكن أن يتبع عنه الوفاء بأي جزء من التكاليف الإضافية المتفق عليها، فإن ذلك الجزء لا يُسدد من الآلية المالية المنشأة بموجب المادة ١٠ من هذا البروتوكول.“

المادة ١٧

في المادة ١٧ من البروتوكول يستعاض عن عبارة:

”المواد من ٢ ألف إلى ٢ طاء“

عبارة:

”المواد من ٢ ألف إلى ٢ ياء“

المرفق ألف

يخل الجدول التالي محل الجدول الخاص بالمجموعة الأولى من المرفق ألف للبروتوكول:

القدرة على إحداث الاحترار العالمي في ١٠٠ عام	قدرات استفادة الأوزون*	المادة	المجموعة
المجموعة الأولى			
٤٧٥٠	١,٠	(CFC-11)	CFCl ₃
١٠٩٠٠	١,٠	(CFC-12)	CF ₂ Cl ₂
٦١٣٠	٠,٨	(CFC-113)	C ₂ F ₃ Cl ₃
١٠٠٠٠	١,٠	(CFC-114)	C ₂ F ₄ Cl ₂
٧٣٧٠	٠,٦	(CFC-115)	C ₂ F ₅ Cl

المادة ٦

في المادة ٦ من البروتوكول، يستعاض عن عبارة:

”المواد ٢ ألف إلى ٢ طاء“

بما يلي:

”المواد ٢ ألف إلى ٢ ياء“

المادة ٧، الفقرات ٢ و ٣ و ٤ ثالثاً

يضاف السطر التالي بعد السطر الذي ينص على ”ـ في المرفق هاء، عن سنة ١٩٩١“ في الفقرة ٢ من المادة ٧ من البروتوكول:

ـ في المرفق واو، عن السنوات من ٢٠١١ إلى ٢٠١٣، باستثناء أن الأطراف العاملة بموجب الفقرة ١ من المادة ٥ تقدم هذه البيانات عن السنوات من ٢٠٢٠ إلى ٢٠٢٢، أما بالنسبة للأطراف العاملة بموجب الفقرة ١ من المادة ٥ والتي تطبق عليها الفقرات الفرعية (د) إلى (واو) من الفقرة ٨ رابعاً من المادة ٥ فتقديم هذه البيانات عن السنوات ٢٠٢٤ إلى ٢٠٢٦“

في الفقرتين ٢ و ٣ من المادة ٧ من البروتوكول، يستعاض عن عبارة:

”جيم وهاء“

بما يلي:

”جيم، وهاء، وواو“

تضاف الفقرة التالية للمادة ٧ من البروتوكول بعد الفقرة ٣ مكرر:

”٤ ثالثاً: على كل طرف أن يقدم إلى الأمانة بيانات إحصائية عن ابعائاته السنوية لكل منشأة من المواد الخاضعة للرقابة المدرجة في الجموعة الثانية من المرفق واو، وذلك وفقاً للفقرة ١ (د) من المادة ٣ من البروتوكول.“

المادة ٧، الفقرة ٤

في الفقرة ٤ من المادة ٧، وبعد العبارتين:

”بالبيانات الإحصائية عن“ و ”بيانات عن“

تضاف عبارة:

”الإنتاج و“

المادة ١٠، الفقرة ١

في الفقرة ١ من المادة ١٠ من البروتوكول، يستعاض عن عبارة:

”المادة ٢ طاء“

(ب) وبصرف النظر عن أحكام الفقرة الفرعية (أ) أعلاه، قد تقرر الأطراف أن أحد الأطراف العاملة بموجب الفقرة ١ من هذه المادة، ورثنا بأية تعديلات تدخل على تدابير الرقابة الواردة في المادة ٢ ياء، وفقاً للفقرة ٩ من المادة ٢، يحق له تأجيل امثاله لتدابير الرقابة المنصوص عليها في الفقرات الفرعية (أ) إلى (ه) من الفقرة ١ من المادة ٢ ياء، وفي الفقرات الفرعية (أ) إلى (ه) من الفقرة ٣ من المادة ٢ ياء، وتعديل تلك التدابير على النحو التالي:

١' ٢٠٢٨ إلى ٢٠٣١ : ١٠٠ في المائة

٢' ٢٠٣٢ إلى ٢٠٣٦ : ٩٠ في المائة

٣' ٢٠٣٧ إلى ٢٠٤١ : ٨٠ في المائة

٤' ٢٠٤٢ إلى ٢٠٤٦ : ٧٠ في المائة

٥' ٢٠٤٧ وما بعده: ١٥ في المائة

(ج) كل طرف عامل بموجب الفقرة ١ من هذه المادة، لأغراض حساب خط أساس استهلاكه بموجب المادة ٢ ياء، يحق له استخدام متوسط المستويات المحسوبة لاستهلاكه من المواد الخاضعة للرقابة المدرجة في المرفق واو للأعوام ٢٠٢٠ و ٢٠٢١ و ٢٠٢٢، زائدًا خمسة وستين في المائة من خط أساس استهلاكه من المواد الخاضعة للرقابة المدرجة في المجموعة الأولى، المرفق جيم، على النحو المبين في الفقرة ٨ ثالثًا من هذه المادة.

(د) وبصرف النظر عن أحكام الفقرة الفرعية (ج) أعلاه، قد تقرر الأطراف أن أحد الأطراف العاملة بموجب الفقرة ١ من هذه المادة، يحق له أن يستخدم، لأغراض حساب خط أساس استهلاكه بموجب المادة ٢ ياء، متوسط المستويات المحسوبة لاستهلاكه من المواد الخاضعة للرقابة المدرجة في المرفق واو عن السنوات ٢٠٢٤، ٢٠٢٥ و ٢٠٢٦، زائدًا خمسة وستين في المائة من خط أساس استهلاكه من المواد الخاضعة للرقابة المدرجة في المجموعة الأولى، المرفق جيم، على النحو المبين في الفقرة ٨ ثالثًا من هذه المادة.

(هـ) كل طرف عامل بموجب الفقرة ١ من هذه المادة ويتبع المواد الخاضعة للرقابة المدرجة في المرفق واو، يحق له أن يستخدم، لأغراض حساب خط أساس إنتاجه بموجب المادة ٢ ياء، متوسط المستويات المحسوبة لإنتاجه من المواد الخاضعة للرقابة المدرجة في المرفق واو للأعوام ٢٠٢٠ و ٢٠٢١ و ٢٠٢٢، زائدًا خمسة وستين في المائة من خط أساس إنتاجه من المواد الخاضعة للرقابة المدرجة في المجموعة الأولى، المرفق جيم، على النحو المبين في الفقرة ٨ ثالثًا من هذه المادة.

(و) وبصرف النظر عن أحكام الفقرة الفرعية (هـ) أعلاه، قد تقرر الأطراف أن طرفاً من الأطراف العاملة بموجب الفقرة ١ من هذه المادة ويتبع المواد الخاضعة للرقابة المدرجة في المرفق واو، يحق له أن يستخدم، لأغراض حساب خط أساس إنتاجه بموجب المادة ٢ ياء، متوسط المستويات المحسوبة لإنتاجه من المواد الخاضعة للرقابة المدرجة في المرفق واو للأعوام ٢٠٢٤ و ٢٠٢٥ و ٢٠٢٦، زائدًا خمسة وستين في المائة من خط أساس إنتاجه من المواد الخاضعة للرقابة المدرجة في المجموعة الأولى، المرفق جيم، على النحو المبين في الفقرة ٨ ثالثًا من هذه المادة.

(ز) تطبق الفقرات الفرعية (أ) إلى (و) من هذه الفقرة على المستويات المحسوبة للإنتاج والاستهلاك إلا في الحدود التي ينطبق ضمنها إعفاء درجات الحرارة المحيطة العالية استناداً إلى معايير تقررها الأطراف.“

المادة ٤ باء

تضاف الفقرة التالية بعد الفقرة ٢ من المادة ٤ باء من البروتوكول:

”٢ مكرر- على كل طرف أن يقوم، بحلول ١ كانون الثاني/يناير ٢٠١٩ أو في غضون ثلاثة أشهر من تاريخ بدء نفاذ هذه الفقرة عليه، أيهما أبعد، بوضع وتطبيق نظام لتخفيض استيراد وتصدير المواد الخاضعة للرقابة، الجديدة أو المستعملة أو المعاد تدويرها أو المستصلحة المدرجة في المرفق واؤ. ويجوز لأي طرف عامل بموجب الفقرة ١ من المادة ٥ يقرر أنه لا يستطيع إنشاء وتطبيق ذلك النظام بحلول ١ كانون الثاني/يناير ٢٠١٩ أن يؤجل اتخاذ تلك الإجراءات حتى ١ كانون الثاني/يناير ٢٠٢١.“

المادة ٥

في الفقرة ٤ من المادة ٥ من البروتوكول، يستعاض عن عبارة:

”٢ طاء“

بما يلي:

”٢ ياء“

في الفقرتين ٥ و٦ من المادة ٥ من البروتوكول، يستعاض عن عبارة:

”المادة ٢ طاء“

بما يلي:

”المادتان ٢ طاء و٢ ياء“

في الفقرة ٥ من المادة ٥ من البروتوكول، وقبل عبارة:

”أي من تدابير الرقابة“

يضاف الحرف:

”لـ“

تضاف الفقرة التالية بعد الفقرة ٨ ثالثاً من المادة ٥ من البروتوكول:

”٨ رابعاً

(أ) كل طرف عامل بموجب الفقرة ١ من هذه المادة، رهناً بأية تعديلات تدخل على تدابير الرقابة الواردة في المادة ٢ ياء وفقاً للفقرة ٩ من المادة ٢، يحق له تأجيل امتنانه لتدابير الرقابة المنصوص عليها في الفقرات الفرعية (أ) إلى (ه) من الفقرة ١ من المادة ٢ ياء، وفي الفقرات الفرعية (أ) إلى (ه) من الفقرة ٣ من المادة ٢ ياء، وتعديل تلك التدابير على النحو التالي:

١’ ٢٠٢٤ إلى ٢٠٢٨: ١٠٠ في المائة

٢’ ٢٠٢٩ إلى ٢٠٣٤: ٩٠ في المائة

٣’ ٢٠٣٥ إلى ٢٠٣٩: ٧٠ في المائة

٤’ ٢٠٤٠ إلى ٢٠٤٤: ٥٠ في المائة

٥’ ٢٠٤٥ وما بعده: ٢٠ في المائة

يستعاض عن الفاصلة المنقوطة النهائية في الفقرة الفرعية (أ) ^١ من المادة ٣ من البروتوكول بالعبارة التالية:

” إلا حسب المحدد خلاف ذلك في الفقرة ٢؟“

يضاف النص التالي في نهاية المادة ٣ من البروتوكول:

”؛ و

(د) ابعاث مواد المجموعة الثانية من المرفق واو التي تنتج في كل منشأة إنتاج تولد المواد المدرجة في المجموعة الأولى من المرفق جيم أو المرفق واو بما في ذلك، من جملة أمور، الكميات التي تبعث نتيجة التسرب من المعدات ومنفذ العمليات وأجهزة التدمير، ولكن باستثناء الكميات المحتجزة من أجل الاستخدام أو التخزين.

٢ - عند حساب مستويات الإنتاج والاستهلاك والواردات وال الصادرات والاباعاثات، معبراً عنها بمكافئات ثاني أكسيد الكربون، من المواد المدرجة في المرفق واو وفي المجموعة الأولى في المرفق جيم لأغراض المادة ٢ ياء والفقرة ٥ مكرراً من المادة ٢ والفقرة ١ (د) من المادة ٣، على كل طرف أن يستخدم دلالات القدرة على إحداث الاحتياط العالمي لتلك المواد المحددة في المجموعة الأولى من المرفق ألف، وفي المرفق جيم والمرفق واو.“

المادة ٤ ، الفقرة ١ ، سابعاً

تضاف الفقرة التالية بعد الفقرة ١ سادساً من المادة ٤ من البروتوكول:

”١ سابعاً - على كل طرف أن يحظر، عند بدء نفاذ هذه الفقرة، استيراد المواد الخاضعة للرقابة المدرجة في المرفق واو من أي دولة ليست طرفاً في هذا البروتوكول.“

المادة ٤ ، الفقرة ٢ سادساً

تضاف الفقرة التالية بعد الفقرة ٢ سادساً من المادة ٤ من البروتوكول:

”٢ سادساً - على كل طرف أن يحظر عند بدء نفاذ هذه الفقرة، تصدير المواد الخاضعة للرقابة المدرجة في المرفق واو إلى أي دولة ليست طرفاً في هذا البروتوكول.“

المادة ٤ ، الفقرات ٥ و ٦ و ٧

في الفقرات ٥ ، ٦ و ٧ من المادة ٤ من البروتوكول، يستعاض عن عبارة:

”المرفات ألف وباء وجيم وهاء“

بما يلي:

”المرفات ألف وباء وجيم وهاء وواو“

المادة ٤ ، الفقرة ٨

في الفقرة ٨ من المادة ٤ من البروتوكول، يستعاض عن عبارة:

”المواد ٢ ألف إلى ٢ طاء“

بما يلي:

”المواد ٢ ألف إلى ٢ ياء“

٤ - وبصرف النظر عن أحكام الفقرة ٣ من هذه المادة، قد تقرر الأطراف أن أحد الأطراف المنتجة لمواد خاضعة للرقابة في المرفق واو سيسجن بالنسبة لفترة الإثنى عشر شهراً التي تبدأ في ١ كانون الثاني/يناير ٢٠٢٠، وفي كل فترة إثنى عشر شهراً بعد ذلك، أن المستوى المحسوب لإنتاجه من المواد الخاضعة للرقابة في المرفق واو، المعبر عنه بمكافأة ثانية أكسيد الكربون، لا يتجاوز النسبة المئوية المحددة، لكل نطاق من السنوات المحددة في الفقرات الفرعية من (أ) إلى (هـ) أدناه، من المتوسط السنوي للمستويات المحسوبة لإنتاجه من المواد الخاضعة للرقابة المدرجة في المرفق واو للأعوام ٢٠١١ و ٢٠١٢ و ٢٠١٣ في المائة من المستوى المحسوب لإنتاجه من المواد الخاضعة للرقابة في المرفق جيم، المجموعة الأولى، على النحو المبين في الفقرة ٢ من المادة ٢ واو، معبراً عنه بمكافأة ثانية أكسيد الكربون:

(أ) ٢٠٢٠ إلى ٢٠٢٤: ٩٥ في المائة

(ب) ٢٠٢٥ إلى ٢٠٢٨: ٦٥ في المائة

(ج) ٢٠٢٩ إلى ٢٠٣٣: ٣٠ في المائة

(د) ٢٠٣٤ إلى ٢٠٣٥: ٢٠ في المائة

(هـ) ٢٠٣٦ وما بعده: ١٥ في المائة

٥ - تطبق الفقرات من ١ إلى ٤ من هذه المادة فيما عدا ما تقرره الأطراف للسماح بمستوى الإنتاج أو الاستهلاك لتلبية الاستخدامات التي تتفق الأطراف على أنها استخدامات مغافاة.

٦ - على كل طرف يقوم بتصنيع المواد المدرجة في المجموعة الأولى من المرفق جيم أو في المرفق واو، أن يضمن، بالنسبة لفترة إثنى عشر شهراً التي تبدأ في ١ كانون الثاني/يناير ٢٠٢٠، وفي كل فترة إثنى عشر شهراً بعد ذلك، أن ابتعاثاته من المواد المدرجة في المجموعة الثانية من المرفق واو والولدة في كل منشأة إنتاج تقوم بتصنيع المواد المدرجة في المجموعة الأولى من المرفق جيم أو في المرفق واو، يتم تدميرها بالقدر الممكن عملياً باستخدام تكنولوجيا توافق عليها الأطراف في نفس فترة الإثنى عشر شهراً المعنية.

٧ - على كل طرف أن يضمن ألا يتم أي تدمير لمواد المجموعة الثانية المدرجة في المرفق واو المتولدة من المرافق التي تُنتج مواد المجموعة الأولى المدرجة في المرفق جيم أو المرفق واو إلا باستخدام التكنولوجيات التي توافق عليها الأطراف.

المادة ٣

يستعاض عن ديناجة المادة ٣ من البروتوكول بالنص التالي:

”١ - لأغراض المادة ٢ والمواد من ٢ ألف إلى ٢ ياء والمادة ٥، يقوم كل طرف بالنسبة لكل مجموعة من المواد المدرجة في المرفق ألف أو المرفق باء أو المرفق جيم أو المرفق هاء أو المرفق واو، بتحديد المستويات المحسوبة الخاصة به للكل من：“

٢ - وبصرف النظر عن أحكام الفقرة ١ من هذه المادة، قد تقرر الأطراف أن أحد الأطراف سيضمن بالنسبة لفترة إثنى عشر شهراً التي تبدأ في ١ كانون الثاني/يناير ٢٠٢٠، وفي كل فترة إثنى عشر شهراً بعد ذلك، أن المستوى المحسوب لاستهلاكه من المواد الخاضعة للرقابة في المرفق واو، المعبّر عنه بكميات ثاني أكسيد الكربون، لا يتجاوز النسبة المئوية المحددة، لكل نطاق من السنوات المحددة في الفقرات الفرعية من (أ) إلى (ه) أدناه، من المتوسط السنوي للمستويات المحسوبة لاستهلاكه من المواد الخاضعة للرقابة المدرجة في المرفق واو للأعوام ٢٠١١ و ٢٠١٢ و ٢٠١٣ مضافاً إليها ٢٥ في المائة من المستوى المحسوب لاستهلاكه من المواد الخاضعة للرقابة في المرفق جيم، الجموعة الأولى، على النحو المبين في الفقرة ١ من المادة ٢ واو، معبراً عنه بكميات ثاني أكسيد الكربون:

- (أ) ٢٠٢٠ إلى ٢٠٢٤: ٩٥ في المائة
- (ب) ٢٠٢٥ إلى ٢٠٢٨: ٦٥ في المائة
- (ج) ٢٠٢٩ إلى ٢٠٣٣: ٣٠ في المائة
- (د) ٢٠٣٤ إلى ٢٠٣٥: ٢٠ في المائة
- (هـ) ٢٠٣٦ وما بعده: ١٥ في المائة

٣ - على كل طرف ينتاج المواد الخاضعة للرقابة في المرفق واو، أن يضمن بالنسبة لفترة إثنى عشر شهراً التي تبدأ في ١ كانون الثاني/يناير ٢٠١٩، وفي كل فترة إثنى عشر شهراً بعد ذلك، أن المستوى المحسوب لإنتاجه من المواد الخاضعة للرقابة في المرفق واو، المعبّر عنه بكميات ثاني أكسيد الكربون، لا يتجاوز النسبة المئوية المحددة، لكل نطاق من السنوات المحددة في الفقرات الفرعية من (أ) إلى (هـ) أدناه، من المتوسط السنوي للمستويات المحسوبة لإنتاجه من المواد الخاضعة للرقابة المدرجة في المرفق واو للأعوام ٢٠١١ و ٢٠١٢ و ٢٠١٣، مضافاً إليها ١٥ في المائة من المستوى المحسوب لإنتاجه من المواد الخاضعة للرقابة في المرفق جيم، الجموعة الأولى، على النحو المبين في الفقرة ٢ من المادة ٢ واو، معبراً عنه بكميات ثاني أكسيد الكربون:

- (أ) ٢٠١٩ إلى ٢٠٢٣: ٩٠ في المائة
- (ب) ٢٠٢٤ إلى ٢٠٢٨: ٦٠ في المائة
- (ج) ٢٠٢٩ إلى ٢٠٣٣: ٣٠ في المائة
- (د) ٢٠٣٤ إلى ٢٠٣٥: ٢٠ في المائة
- (هـ) ٢٠٣٦ وما بعده: ١٥ في المائة

عبارة:

”المواد ٢ ألف إلى ٢ ياء“

تضاف الكلمات التالية في نهاية الفقرة الفرعية (أ) من الفقرة ٨ من المادة ٢ من البروتوكول:

”ويجوز تمديد مثل هذا الاتفاق ليشمل التزامات تتعلق بالاستهلاك أو الإنتاج بموجب المادة ٢ ياء شريطة ألا يتجاوز إجمالي المستويات المحسوبة الجموعة لاستهلاك أو إنتاج الأطراف المعنية المستويات التي تتطلبها المادة ٢ ياء.“

في الفقرة الفرعية (أ) ١ من الفقرة ٩ من المادة ٢ من البروتوكول، بعد الاستخدام الثاني لكلمة ”ينبغي“:

يحذف: حرف الواو

ويعاد ترقيم الفقرة الفرعية (أ) ٢ من الفقرة ٩ من المادة ٢ من البروتوكول لكي تصبح (أ) ٣.

ويضاف بعد الفقرة الفرعية (أ) ١ من الفقرة ٩ من المادة ٢ من البروتوكول ما يلي، ليكون الفقرة الفرعية (أ) ٢ :

”إذا كان ينبغي إجراء تعديلات على القدرة على إحداث الاحتياط العالمي المحددة في الجموعة الأولى من المرفق ألف، والمرفق جيم، والمرفق واو، وإن كان الأمر كذلك، تحديد تلك التعديلات؛ و“

المادة ٢ ياء

تضاف المادة التالية بعد المادة ٢ طاء من البروتوكول:

”المادة ٢ ياء: مركبات الكربون الميدروفلورية

١ - على كل طرف أن يضمن بالنسبة لفترة الإثني عشر شهراً التي تبدأ في ١ كانون الثاني/يناير ٢٠١٩، وفي كل فترة اثنى عشر شهراً بعد ذلك، أن المستوى المحسوب لاستهلاكه من المواد الخاضعة للرقابة في المرفق واو، المغير عنه بكميات ثانية أكسيد الكربون، لا يتتجاوز النسبة المئوية المحددة، لكل نطاق من السنوات المحددة في الفقرات الفرعية من (أ) إلى (هـ) أدناه، من المتوسط السنوي للمستويات المحسوبة لاستهلاكه من المواد الخاضعة للرقابة المدرجة في المرفق واو للأعوام ٢٠١١ و ٢٠١٢ و ٢٠١٣، مضافةً إليها ١٥ في المائة من المستوى المحسوب لاستهلاكه من المواد الخاضعة للرقابة في المرفق جيم، الجموعة الأولى، على النحو المبين في الفقرة ١ من المادة ٢ واو، معبراً عنه بكميات ثانية أكسيد الكربون:

(أ) ٢٠١٩ إلى ٢٠٢٣: ٩٠ في المائة

(ب) ٢٠٢٤ إلى ٢٠٢٨: ٦٠ في المائة

(ج) ٢٠٢٩ إلى ٢٠٣٣: ٣٠ في المائة

(د) ٢٠٣٤ إلى ٢٠٣٥: ٢٠ في المائة

(هـ) ٢٠٣٦ وما بعده: ١٥ في المائة

المقرر ١/٢٨ : تعديلات إضافية لبروتوكول مونتريال

أن يعتمد، وفقاً للإجراءات المخصوص عليها في الفقرة ٤ من المادة ٩ من اتفاقية فيما لحماية طبقة الأوزون، تعديل بروتوكول مونتريال المبين في المرفق الأول لتقرير الاجتماع الثامن والعشرين للأطراف؛

تعديل بروتوكول مونتريال بشأن المواد المستنفدة لطبقة الأوزون**المادة ١ : التعديل****المادة ١ ، الفقرة ٤**

في الفقرة ٤ من المادة ١ من البروتوكول، يستعاض عن عبارة:

”المرفق جيم أو المرفق هاء“

عبارة:

”المرفق جيم، أو المرفق هاء، أو المرفق واو“

المادة ٢ ، الفقرة ٥

في الفقرة ٥ من المادة ٢ من البروتوكول، يستعاض عن عبارة:

” والمادة ٢ حاء“

عبارة:

” والمادتين ٢ حاء و ٢ ياء“

المادة ٢ ، الفقرات ٨ (أ) و ٩ (أ) و ١١

في الفقرتين ٨ (أ) و ١١ من المادة ٢ من البروتوكول، يستعاض عن عبارة:

”المادة ٢ ألف إلى ٢ طاء“

ظهير شريف رقم 1.18.90 صادر في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023) بنشر تعديل بروتوكول مونتريال بشأن المواد

المستنفدة لطبقة الأوزون، المعتمد بكيفالي - رواندا - في 15 أكتوبر 2016

الحمد لله وحده،

الطابع الشريفي - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله عليه)

يعلم من ظهيرنا الشريفي هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على تعديل بروتوكول مونتريال بشأن المواد المستنفدة لطبقة الأوزون، المعتمد بكيفالي - رواندا - في 15 أكتوبر 2016؛

وعلى القانون رقم 08.18 الموافق بموجبه على التعديل المذكور والصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.18.75 بتاريخ 23 من

ذى القعدة 1439 (6 أغسطس 2018)؛

وعلى الإشعار الذي يفيد بإيداع وثائق مصادقة المملكة المغربية على التعديل المذكور، الموقع بنيو يورك في 25 أبريل 2022،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي:

ينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، تعديل بروتوكول مونتريال بشأن المواد المستنفدة لطبقة الأوزون،

المعتمد بكيفالي - رواندا - في 15 أكتوبر 2016.

وحرر بالرباط في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023).

وقعه بالعطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : عزيز أخنوش.

*

* * *

و إثباتا لما نقدم، قام الموقعان أدناه بموجب السلطة المخولة لهما في هذا الصدد من طرف حكومتيهما بالتوقيع على هذه الاتفاقية.

حرر في نظيرين في أكرا بتاريخ 17 فبراير 2017 باللغتين الإنجليزية والعربية، و للنصين نفس الحجية، و في حالة وجود خلاف في تأويل مقتضيات هذه الاتفاقية، يرجع النص باللغة الإنجليزية.

عن حكومة المملكة المغربية

عن حكومة جمهورية غانا

محمد بوسعيد
وزير الاقتصاد والمالية

كين أوفوري أنا
وزير المالية

المادة التاسعة و العشرون**أعضاءبعثات الدبلوماسية والمناصب القنصلية**

لا تمس مقتضيات هذه الاتفاقية بالامتيازات الجبائية التي يستفيد منها أعضاءبعثات الدبلوماسية أو المناصب القنصلية سواء بموجب القواعد العامة للقانون الدولي أو بموجب مقتضيات اتفاقيات خاصة.

المادة الثلاثون**الدخول في حيز التنفيذ**

1- تقع المصادقة على هذه الاتفاقية و يتم تبادل وثائق التصديق في أقرب الأجال.

2- تدخل الاتفاقية حيز التنفيذ ابتداء من تبادل وثائق التصديق عليها و تطبق مقتضياتها:
 أ) فيما يخص المغرب :

(أ) بالنسبة للضرائب المستحقة من المصدر، عن المبالغ المودعة أو المقرضة ابتداء من فاتح يناير من السنة المدنية المولالية لسنة دخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ؛

(إ) وبالنسبة للضرائب الأخرى، عن كل سنة أو فترة ضريبية تبدأ من فاتح يناير من السنة المدنية المولالية لسنة دخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ.

ب) فيما يخص غانا، على الدخول لأي سنة ضريبية تبدأ في أو بعد فاتح يناير المولالي لتاريخ دخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ.

المادة الواحدة والثلاثون**إلغاء الاتفاقية**

تظل هذه الاتفاقية سارية المفعول ما لم يتم إلغاء العمل بها من طرف دولة متعاقدة.
 و يمكن لكل دولة متعاقدة أن تلغى العمل بالاتفاقية بالطرق الدبلوماسية بواسطة إخطار في حدود ستة أشهر على الأقل قبل نهاية السنة المدنية المولالية لمدة خمس سنوات تبدأ من سنة دخول الاتفاقية حيز التنفيذ. و في هذه الحالة، ينتهي العمل بالاتفاقية:

أ) فيما يخص المغرب :

(أ) بالنسبة للضرائب المستحقة من المصدر، عن المبالغ المودعة أو المقرضة ابتداء من أو بعد فاتح يناير من السنة المدنية المولالية لسنة الإخطار بإلغاء الاتفاقية؛

(إ) وبالنسبة للضرائب الأخرى، عن كل سنة أو فترة ضريبية تبدأ في أو بعد فاتح يناير من السنة المدنية المولالية لسنة الإخطار بإلغاء الاتفاقية.

ب) فيما يخص غانا، على الدخول لأي سنة ضريبية تبدأ في أو بعد فاتح يناير من السنة المدنية المولالية لسنة الإخطار بإلغاء الاتفاقية.

5. بغض النظر عن مقتضيات الفقرتين 3 و 4، فإن الدين الضريبي المقبول من قبل دولة متعاقدة لأغراض الفقرتين 3 أو 4، لا يجب أن يخضع للقيود الزمنية و لا يمنح له أية أولوية، في تلك الدولة، كالتى تطبق على دين ضريبي بحكم طبيعته وفقا لقوانين تلك الدولة. بالإضافة إلى ذلك ، فإن الدين الضريبي المقبول من قبل دولة متعاقدة لأغراض الفقرتين 3 أو 4، لا يجب أن يمنح أية أولوية، في تلك الدولة، بموجب قوانين الدولة المتعاقدة الأخرى.

6. لا تُعرض المتابعات المتعلقة بوجود أو صحة أو مبلغ دين ضريبي لدولة متعاقدة أمام المحاكم أو الهيئات الإدارية لدولة المتعاقدة الأخرى.

7. حيثما، يتم في أي وقت، بعد تقديم طلب من قبل دولة متعاقدة بموجب الفقرتين 3 أو 4 قبل أن تحصل وتحوّل الدولة المتعاقدة الأخرى مبلغ الدين الضريبي إلى الدولة المذكورة أولاً، فإن ذلك الدين الضريبي يتوقف أن يكون:

- أ) في حالة طلب طبقاً للفقرة 3، بينما ضريبياً لدولة المذكورة أولاً يمكن تحصيله وفقاً لقوانين تلك الدولة ويدين به شخص، لا يمكنه، في ذلك الوقت و بموجب قوانين تلك الدولة من تحصيله، أو
- ب) في حالة طلب بموجب الفقرة 4، بينما ضريبياً لدولة المذكورة أولاً قد تتخذ تلك الدولة بموجب قوانينها، تدابير الحفظ لغرض ضمان تحصيله.

على السلطة المختصة للدولة المذكورة أولاً أن تسارع بإبلاغ السلطة المختصة في الدولة الأخرى بذلك الواقع، وعلى الدولة المذكورة أولاً تعليق أو سحب طلبها حسب اختيار الدولة الأخرى.

8. لا تُفسر مقتضيات هذه المادة، بأي حال، على أنها تفرض على دولة متعاقدة الالتزام:

- أ) باتخاذ تدابير إدارية مخالفة لقانونها وممارستها الإدارية أو للدولة المتعاقدة الأخرى؛
- ب) باتخاذ تدابير قد تكون متعارضة مع السياسة العامة (النظام العام)؛
- ج) بتقديم المساعدة إذا لم تتخذ الدولة المتعاقدة الأخرى، جميع التدابير المعقولة للتحصيل أو الحفظ، حسب الحال، المتاحة بموجب قوانينها أو ممارساتها الإدارية؛
- د) بتقديم المساعدة في الحالات التي يكون فيها العباء الإداري لتلك الدولة غير مناسب بشكل واضح مع الفائدة التي تحصل عليها الدولة المتعاقدة الأخرى.

للقيود المنصوص عليها في الفقرة 3 ما لم تكن هذه القيود تحظر على دولة متعاقدة تقديم المعلومات لمجرد أن هذه المعلومات لا تشكل مصلحة داخلية بالنسبة إليها.

5- لا يمكن بأي حال تأويل مقتضيات الفقرة 3 على أنها تسمح لدولة متعاقدة بالامتناع عن توفير معلومات لمجرد أنها توجد في حوزة مصرف أو مؤسسة مالية أخرى أو وكيل أو شخص يعمل بصفة وكيل أو بصفة مؤتمن أو لأن المعلومات المطلوبة ترتبط بحقوق ملكية أحد الأشخاص.

المادة الثامنة و العشرون

المساعدة لتحصيل الضرائب

1. تتبادل السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدين تقديم المساعدة لبعضهما البعض في تحصيل ديونهما الضريبية. ولا تقتصر هذه المساعدة على المادتين 1 و 2. تتفق السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدين على طريقة تطبيق هذه المادة.

2. مصطلح "الدين الضريبي" كما هو مستخدم في هذه المادة يعني مبلغاً مستحقاً يتعلق بالضرائب، من كل نوع أو تسمية، المفروضة من قبل الدولة المتعاقدة، أو فروعها السياسية أو سلطاتها المحلية، ما دام فرض الضريبة تلك لا يتعارض مع هذه الاتفاقية أو أية اتفاقية أخرى تكون الدولة المتعاقدة أطرافاً فيها، بما في ذلك الفوائد والغرامات والتكاليف الإدارية للتحصيل أو الحفظ المرتبطة بهذا المبلغ.

3. عندما يكون الدين الضريبي لدولة متعاقدة قابلاً للإنفاذ وفقاً لقوانين تلك الدولة وبدين به شخص لا يمكنه، في تلك الوقت، بموجب قوانين تلك الدولة، منع تحصيله، يجب أن يقبل هذا الدين الضريبي، بناءً على طلب السلطة المختصة في تلك الدولة، لغرض تحصيله من قبل السلطة المختصة في الدولة المتعاقدة الأخرى. يجب تحصيل هذا الدين الضريبي من طرف تلك الدولة الأخرى وفقاً لمقتضيات قوانينها المطبقة للإنفاذ وتحصيل الضرائب الخاصة بها كما لو كان الدين الضريبي لدينا ضريبياً لتلك الدولة الأخرى.

4. عندما يكون الدين الضريبي لدولة متعاقدة لدينا قد تتخذ تلك الدولة بشأنه وطبقاً لقانونها تدابير الحفظ لضمان تحصيله، يجب أن يقبل بناءً على طلب السلطة المختصة في تلك الدولة لغرض اتخاذ تدابير الحفظ من قبل السلطة المختصة في الدولة المتعاقدة الأخرى. على تلك الدولة الأخرى أن تتخذ تدابير الحفظ فيما يتعلق بذلك الدين الضريبي وفقاً لمقتضيات قوانينها كما لو كان ذلك الدين الضريبي لدينا ضريبياً لها حتى لو كان ذلك الدين الضريبي، في الوقت الذي تكون فيه هذه التدابير مطبقة، غير نافذ في الدولة المنكورة أولاً أو بدين به شخص له الحق في منع تحصيله.

المادة السابعة و العشرون

تبادل المعلومات

1- تبادل السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدتين المعلومات المفروض أن لها صلة وثيقة فيما بينها لأجل العمل بمقتضيات هذه الاتفاقية أو لتبير أو تطبيق التشريع الداخلي المتعلق بالضرائب، مهما كانت طبيعتها أو تسميتها والتي يتم تحصيلها لحساب الدولتين المتعاقدتين، أو فروعهما السياسية أو سلطانهما

المحلية ما دامت الضريبة المقرر فرضها لا تتعارض مع الاتفاقية. و لن تؤثر المادتان 1 و 2 على تبادل المعلومات.

2- تظل المعلومات المحصل عليها عملاً بالفقرة 1 من طرف دولة متعاقدة سرية بنفس الصفة التي تطبع المعلومات المحصل عليها عملاً بالتشريع الداخلي لهذه الدولة. و لا يجوز الكشف عنها إلا للأشخاص أو للسلطات (بما فيها المحاكم و الهيئات الإدارية) المكلفة بوضع أو تحصيل الضرائب المشار إليها في الفقرة 1، أو بالمساطر أو المتابعات أو القرارات الناتجة عن الطعون المتعلقة بهذه الضرائب، أو هيئات المراقبة المتعلقة بهؤلاء الأشخاص أو هذه السلطات. و لا يجوز للأشخاص أو السلطات المنذورة استعمال هذه المعلومات إلا لهذه الأغراض. و يمكنهم الكشف عنها أثناء الجلسات العمومية للمحاكم أو عند إصدار الأحكام.

3- لا يمكن بأي حال تأويل مقتضيات الفقرتين 1 و 2 على أنها تلزم دولة متعاقدة:
أ) باتخاذ تدابير إدارية تتعارض مع التشريع و الممارسة الإدارية المعمول بها فيها أو في الدولة المتعاقدة الأخرى؛

ب) بتقديم معلومات لا يمكن الحصول عليها حسب التشريع أو في إطار الممارسة الإدارية العادية المعمول بها فيها أو في الدولة المتعاقدة الأخرى؛

ج) بتقديم معلومات من شأنها كشف سر تجاري أو صناعي أو مهني أو أسلوب تجاري أو تقديم معلومات يعتبر الكشف عنها مخالفًا للسياسة العامة (النظام العام) .

4- إذا طلبت المعلومات من طرف دولة متعاقدة عملاً بهذه المادة، وجب على الدولة المتعاقدة الأخرى استخدام التدابير التي تتوفر عليها للحصول على المعلومات المطلوبة حتى و إن كانت الدولة الأخرى لا تحتاج إلى تلك المعلومات لأغراض ضريبية خاصة بها. و يخضع الالتزام المشار إليه في الجملة السابقة

5- إن مقاولات دولة متعاقدة يوجد رأساتها كلياً أو جزئياً، بصفة مباشرة أو غير مباشرة، في حوزة أو تحت مراقبة مقيم أو عدة مقيمين بالدولة المتعاقدة الأخرى لا تخضع في الدولة المذكورة أولاً لآية ضريبة أو التزامات تتعلق بها تختلف أو تكون أكثر عبئاً من تلك التي تخضع أو يمكن أن تخضع لها المقاولات المماثلة الأخرى في الدولة المذكورة أولاً.

6- تطبق مقتضيات هذه المادة، على الرغم من مقتضيات المادة 2، على الضرائب بمختلف أنواعها وتصنيفاتها.

المادة السادسة و العشرون

المسطرة الودية

1- عندما يعتبر شخص أن التدابير المتخذة من طرف دولة متعاقدة أو من طرف الدولتين المتعاقدتين تؤدي أو ستؤدي بالنسبة له إلى فرض ضريبة غير مطابقة لمقتضيات هذه الاتفاقية، فيإمكانه، وبصرف النظر عن وسائل الطعن المنصوص عليها في التشريع الداخلي لهاتين الدولتين، أن يعرض حالته على السلطة المختصة في الدولة المتعاقدة التي يقيم بها أو، إذا كانت حالته تدخل في إطار الفقرة 1 من المادة 25، على السلطة المختصة للدولة المتعاقدة التي هو مواطنها. ويجب أن تعرض هذه الحالة خلال الثلاث سنوات المواتية لأول إخطار بالتدابير التي أدت إلى فرض ضريبة غير مطابقة لمقتضيات هذه الاتفاقية.

2- إذا ثبت للسلطة المختصة أن الاعتراض له ما يبرره ولم تستطع بنفسها أن تصل إلى حل مرض، فإنها تحاول أن تسوى الحالة بالاتفاق الودي مع السلطة المختصة في الدولة المتعاقدة الأخرى قصد تجنب فرض ضريبة غير مطابقة لهذه الاتفاقية. و يطبق الاتفاق مهما كانت الآجال المنصوص عليها في التشريع الداخلي للدولتين المتعاقدتين.

3- تعمل السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدتين باتفاق ودي على تسوية الصعوبات أو تبديد الشكوك التي قد تترتب عن تأويل أو تطبيق الاتفاقية. و يمكنها كذلك أن تناور فيما بينها قصد تجنب الإزدواج الضريبي في الحالات غير المنصوص عليها في الاتفاقية.

4- يمكن للسلطات المختصة في الدولتين المتعاقدتين أن تتصل مباشرة فيما بينها، بما في ذلك بواسطة لجنة مشتركة تكون من تلك السلطات أو من ممثليها، لغرض التوصل إلى اتفاق بالمفهوم الوارد في الفقرات السابقة.

4- عندما تكون المداخيل التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة معفاة من الضريبة في تلك الدولة وفقاً لأي متضمن من هذه الاتفاقية، فإن تلك الدولة، من أجل احتساب مبلغ الضريبة على باقي مداخيل المقيم، تأخذ بعين الاعتبار المداخيل المعفاة.

المادة الخامسة والعشرون

عدم التمييز

1- لا يخضع مواطنو دولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى لأية ضريبة أو التزامات تتعلق بها، تختلف أو تكون أكثر عبئاً من تلك التي يخضع لها أو يمكن أن يخضع لها مواطنو تلك الدولة الأخرى الذين يوجدون في نفس الوضعية خصوصاً بالنظر إلى الإقامة. و يطبق هذا المقتضى كذلك، على الرغم من مقتضيات المادة 1، على الأشخاص غير المقيمين بدولة متعاقدة أو بالدولتين المتعاقدتين.

2- لا يخضع الأشخاص العديمو الجنسية المقيمين بدولة متعاقدة في أي من الدولتين المتعاقدتين لأية ضريبة أو التزامات تتعلق بها تختلف أو تكون أكثر عبئاً من تلك التي يخضع أو يمكن أن يخضع لها مواطنو الدولة المعنية الذين يوجدون في نفس الوضعية خصوصاً بالنظر إلى الإقامة.

3- إن فرض الضريبة على مؤسسة مستقرة تملكها مقاولة دولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى لا يتم في تلك الدولة الأخرى بصفة تكون أقل أفضلية من فرض الضريبة على مقاولات تلك الدولة الأخرى التي تمارس نفس النشاط. و لا يمكن تأويل هذا المقتضى على أنه يلزم دولة متعاقدة بأن تمنح المقيمين بالدولة المتعاقدة الأخرى خصوماً شخصية أو إسقاطات أو تخفيضات ضريبية بالقدر الذي تمنحه لمقيميها اعتباراً لوضعيتهم المدنية أو لأعبائهم العائلية.

4- باستثناء الحالات التي تطبق فيها مقتضيات الفقرة 1 من المادة 9 أو الفقرة 7 من المادة 11 أو الفقرة 6 من المادة 12 أو الفقرة 7 من المادة 13، فإن الفوائد والإتاوات وتكليف الخدمات التقنية والمصاريف الأخرى المؤددة من طرف مقاولة دولة متعاقدة إلى مقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى تخصم، عند تحديد أرباح تلك المقاولة المفروضة عليها الضريبة، طبقاً لنفس الشروط كما لو كانت مؤددة إلى مقيم بالدولة المذكورة أولاً. و بالمثل، فإن أي ديون على مقاولة دولة متعاقدة لمقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى يجب أن تكون، لغرض تحديد رأس مال هذه المقاولة الخاضع للضريبة، قابلة للخصم طبقاً لنفس الشروط كما لو كانت مؤددة إلى مقيم بالدولة المذكورة أولاً.

المادة الرابعة و العشرون
تفادي الازدواج الضريبي

يتم تفادي الازدواج الضريبي كالتالي:

1- في حالة المغرب:

عندما يحصل مقيم بالمغرب على مداخيل تفرض عليها الضريبة بغانأنا طبقاً لمقتضيات هذه الاتفاقية، فإن المغرب يمنحك على الضريبة التي يستخلاصها عن مداخيل هذا المقيم خصماً يساوي مبلغ الضريبة على الدخل المؤدبة بغانأنا، و ذلك مع مراعاة أحكام الفقرة 3. إلا أن هذا الخصم لا يمكنه أن يتجاوز الجزء من الضريبة على الدخل، المحسوبة قبل الخصم، و المطابقة للمداخيل المفروضة عليها الضريبة بغانأنا.

2- في حالة غانا:

(أ) إن الضرائب المفروضة وفق تشريع المغرب و طبقاً لمقتضيات الاتفاقية، بطريقة مباشرة (عبر الإلاء بأقرار) أو عبر الخصم (الحجز في المتبقي)، على الأرباح أو الدخول المتأنية من المغرب (باستثناء، في حالة أرباح الأسهم، ضريبة مؤدبة على الأرباح التي تؤدي منها أرباح الأسهم) تمنحك خصم مقابل أي ضريبة غانية محسوبة على نفس الأرباح أو الدخول و التي احتسبت عليها الضريبة المغربية.

(ب) في حالة أرباح موزعة من قبل شركة مقيمة بالمغرب لشركة مقيمة بغانأنا تتحكم بشكل مباشر فيما لا يقل عن 10% من رأس مال الشركة الموزعة لأرباح الأسهم، فإنه يجب أن يأخذ الخصم في الاعتبار بالإضافة إلى أي ضريبة يمكن أن يسمح بخصمها وفقاً لأحكام الفقرة الفرعية ((أ)) الضريبة المؤدبة من طرف الشركة على الأرباح التي تدفع منها أرباح الأسهم؛

شرطية ألا يتتجاوز أي خصم مسموح به بموجب الفقرتين الفرعتين (أ) و (ب) من هذه الفقرة جزء الضريبة الغانية التي تحملتها هذه الأرباح أو الدخول من مجموع الأرباح و الدخول التي تفرض عليها الضريبة الغانية.

3- لغرض تطبيق مقتضيات الفقرتين 1 و 2، فإن أي مبلغ ضريبة تم إعفاؤه أو تخفيضه على دخل يحصل عليه مقيم بدولة متعاقدة من الدولة المتعاقدة الأخرى طبقاً للتشريع الجبائي الداخلي لتلك الدولة المتعاقدة الأخرى كتشجيع ضريبي يعتبر كأنه قد تم أداؤه و يجب أن يكون محل خصم من الضريبة المحتلة فرضتها على ذلك الدخل في الدولة المتعاقدة المذكورة أولاً.

2- فيما يخص المنح و المرتبات برسم عمل مأجور التي لا تشملها الفقرة 1، فالطالب أو المتعلم المشار إليه في الفقرة 1 له الحق كذلك، خلال مدة دراسته أو تكوينه، في الاستفادة من نفس الإعفاءات أو الإسقاطات أو التخفيضات الضريبية المنوحة للمقيمين بالدولة التي يقطن فيها.

المادة الثانية و العشرون الأستاذة و الباحثون

1- إذا قام أي شخص ذاتي بزيارة دولة متعاقدة بدعوة من تلك الدولة أو من جامعة أو مؤسسة تعليمية أو أية مؤسسة ثقافية أخرى غير هادفة للحصول على ربح أو في إطار برنامج للتبادل الثقافي لفترة لا تتجاوز سنتين فقط لغرض التدريس أو إلقاء محاضرات أو إجراء بحوث في تلك المؤسسة، بصفته مقيماً أو كان مباشرة قبل هذه الزيارة مقيماً بالدولة المتعاقدة الأخرى، فإنه يعفى من الضريبة في الدولة المتعاقدة المذكورة أولاً عن مرتبه الذي يحصل عليه برسم ذلك النشاط شريطة أن يكون متائلاً من مصادر خارج تلك الدولة.

2- لا تطبق مقتضيات الفقرة 1 على المرتبات المحصل عليها برسم بحوث يتم إنجازها لا للمصلحة العامة، لكن أساساً لغرض تحقيق منفعة خاصة لفائدة شخص أو أشخاص معينين.

المادة الثالثة و العشرون مدخل آخر

1- إن عناصر دخل مقيم بدولة متعاقدة، أياً كان مصدرها، والتي لم يتم تناولها في المواد السابقة من هذه الاتفاقية تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة.

2- لا تطبق مقتضيات الفقرة 1 على الدخل غير دخل الممتلكات العقارية كما تم تعريفها في الفقرة 2 من المادة 6 إذا كان المستفيد من ذلك الدخل مقيماً بدولة متعاقدة و يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى أنشطة أعمال بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها، أو مهنة مستقلة بواسطة قاعدة ثابتة توجد فيها، و كان الحق أو الملك الذي يتولد عنه الدخل مرتبطا بها فعلياً. و في هذه الحالات، تطبق مقتضيات المادة 7 أو المادة 15 حسبما يقتضيه الحال.

المادة العشرون**الوظائف العمومية**

- 1- أ) إن الأجر و الرواتب و المرتبات المماثلة الأخرى، غير المعاشات، المؤداة من طرف دولة متعاقدة أو أحد فروعها السياسية أو سلطاتها المحلية لشخص ذاتي مقابل خدمات مقدمة لهذه الدولة أو لهذا الفرع أو لهذه السلطة المحلية تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة؛
- ب) غير أن هذه الأجر و الرواتب و المرتبات المماثلة الأخرى تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المتعاقدة الأخرى إذا كانت الخدمات مقدمة في تلك الدولة الأخرى و كان الشخص ذاتي مقيناً بتلك الدولة:
- (أ) مواطننا لتلك الدولة؛ أو
 - (ب) لم يصبح مقيناً بتلك الدولة فقط لغرض تقديم الخدمات.
- 2- أ) إن المعاشات المؤداة من طرف دولة متعاقدة أو أحد فروعها السياسية أو سلطاتها المحلية مباشرةً أو عن طريق الانقطاع من وداعع تم إنشاؤها لشخص ذاتي برسم خدمات قدمها لتلك الدولة أو لذلك الفرع أو لذلك السلطة المحلية تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة؛
- ب) غير أن هذه المعاشات تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المتعاقدة الأخرى إذا كان الشخص ذاتي مقيناً بتلك الدولة الأخرى و مواطننا لها.
- 3- تطبق مقتضيات المواد 16 و 17 و 18 و 19 على الأجر و الرواتب و غيرها من المرتبات المماثلة الأخرى و كذا على المعاشات المؤداة مقابل خدمات مقدمة في إطار أنشطة أعمال تعارفها دولة متعاقدة أو أحد فروعها السياسية أو سلطاتها المحلية.

المادة الواحدة و العشرون**الطلبة و المتمردون**

- 1- إن المبالغ التي يحصل عليها طالب أو متمرن مقيم، أو كان قبل التحاقه مباشرةً بدولة متعاقدة، مقيناً بالدولة المتعاقدة الأخرى و يقطن بالدولة المذكورة أولاً فقط لغرض متابعة دراسته أو تكوينه، و التي يتلقاها لأجل تخطيطية مصاريف معيشته أو دراسته أو تكوينه لا تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة شريطة أن تكون متأنية من مصادر خارج تلك الدولة.

المادة الثامنة عشرة**الفنانون و الرياضيون**

- 1- على الرغم من مقتضيات المادتين 15 و 16، فإن الدخل الذي يحصل عليه مقيم بدولة متعاقدة بمارس في الدولة الأخرى أنشطته الشخصية باعتباره فناناً استعراضياً كفنان المسرح أو السينما أو الإذاعة أو التلفزة، أو كموسيقي أو كرياضي تفرض عليه الضريبة في تلك الدولة الأخرى.
- 2- عندما لا يعود دخل الأنشطة الممارسة شخصياً وبهذه الصفة من طرف فنان استعراضي أو رياضي للفنان أو الرياضي نفسه لكن لشخص آخر، فإن هذا الدخل، على الرغم من مقتضيات المواد 7 و 15 و 16، تفرض عليه الضريبة في الدولة المتعاقدة التي تمارس فيها أنشطة الفنان الاستعراضي أو الرياضي.
- 3- على الرغم من مقتضيات الفقرتين 1 و 2 من هذه المادة، فإن الدخل الناتج عن الأنشطة المذكورة في الفقرة 1 في إطار برنامج للتبادل الثقافي أو الرياضي موافق عليه و ممول كلياً أو جزئياً من طرف حكومتي الدولتين المتعاقدين و التي لا تمارس بهدف الربح، يعفى من الضريبة في الدولة المتعاقدة التي تمارس بها هذه الأنشطة.

المادة التاسعة عشرة**المعاشات و الإيرادات العمرية و منح الضمان الاجتماعي**

- 1- مع مراعاة مقتضيات الفقرة 2 من المادة 20، فإن المعاشات و الإيرادات العمرية و غيرها من المرتبات المماثلة المؤداة لمقيم بدولة متعاقدة برسم عمل سابق، تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة.
- 2- إن المعاشات و الإيرادات العمرية و غيرها من المدفوعات الدورية أو الظرفية المؤداة من طرف دولة متعاقدة أو إحدى فروعها السياسية أو سلطاتها المحلية من أجل التأمين عن حوادث مستخدميها تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة.
- 3- على الرغم من مقتضيات الفقرة 1، فإن المعاشات و غيرها من المبالغ المؤداة طبقاً لتشريع الضمان الاجتماعي لدولة متعاقدة تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة.

المادة السادسة عشرة

المهن غير المستقلة

- 1- مع مراعاة مقتضيات المواد 17 و 19 و 20 و 21 و 22 ، فإن الأجور والرواتب والمرتبات الأخرى المماثلة التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة برسم عمل مأجور تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة، ما عدا إذا كان العمل ممارسا في الدولة المتعاقدة الأخرى. فإذا كان هذا العمل ممارسا فيها، فإن المرتبات المحصل عليها بهذه الصفة تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.
- 2- على الرغم من مقتضيات الفقرة 1، فإن المرتبات التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة برسم عمل مأجور يمارسه في الدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المذكورة أولاً إذا :
- أ) كان المستفيد يقطن بالدولة الأخرى لفترة أو فترات لا تتجاوز في مجموعها 183 يوما خلال كل فترة اثني عشر شهرا تبدأ أو تنتهي خلال السنة الضريبية المعنية؛
- ب) وكانت المرتبات مودعة من طرف مشغل أو لحساب مشغل غير مقيم بالدولة الأخرى؛
- ج) وكانت أصحاب المرتبات لا تتحملها مؤسسة مستقرة أو قاعدة ثابتة يملكونها المشغل في الدولة الأخرى.
- 3- على الرغم من المقتضيات السابقة من هذه المادة، فإن المرتبات المحصل عليها برسم عمل مأجور على متن سفينة أو طائرة مستقلة في النقل الدولي تفرض عليها الضريبة في الدولة المتعاقدة التي يوجد فيها مقر الإدارة الفعلية للمقاولة.

المادة السابعة عشرة

مكافآت المديرين و مرتبات الأطر الإدارية العليا

- 1- إن المكافآت و أتعاب الحضور و التعويضات الأخرى المماثلة التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة بصفته عضوا في مجلس الإدارة أو مجلس المراقبة أو مجلس مماثل لشركة مقيمة بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.
- 2- إن الأجور و الرواتب و المرتبات المماثلة الأخرى التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة بصفته مسؤولاً يشغل منصبا إداريا ساماً في شركة مقيمة بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

4- إن الأرباح الناتجة عن نقل ملكية أسهم رأس المال شركة، أو فوائد في شركة أشخاص أو صندوق استثماري أو ملك تتكون أموالها أساساً، بطريقة مباشرة أو غير مباشرة، من ممتلكات عقارية توجد في دولة متعاقدة تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة . و على وجه الخصوص:

(أ) لا تطبق هذه الأحكام على شركة أو شركة أشخاص أو صندوق استثماري أو ملك ، غير شركة أو شركة أشخاص أو صندوق استثماري أو ملك تعمل في مجال إدارة عقارات تتكون أموالها بطريقة مباشرة أو غير مباشرة أساساً من ممتلكات عقارية تستعمل من قبل هذه الشركة أو شركة الأشخاص أو الصندوق الاستثماري أو الملك في أنشطتها التجارية.

(ب) لأغراض هذه الفقرة، ارتباطاً بملكية الأموال العقارية، تعني "أساساً" ، كون قيمة هذه العقارات أكثر من 50 بالمائة من المبلغ الإجمالي من قيمة كل الأصول المملوكة من طرف الشركة أو شركة الأشخاص أو الصندوق الاستثماري أو الملك.

5- إن الأرباح الناتجة عن نقل ملكية آية أموال أخرى غير تلك المشار إليها في الفقرات 1 و 2 و 3 و 4 من هذه المادة تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المتعاقدة التي يقيم بها ناقل الملكية.

المادة الخامسة عشرة

المهن المستقلة

1- إن الدخل الذي يحصل عليه مقيم بدولة متعاقدة من خلال ممارسته لمهنة حرة أو أنشطة أخرى ذات طابع مستقل تفرض عليه الضريبة فقط في تلك الدولة؛ إلا إذا كان يتتوفر بصفة اعتيادية في الدولة المتعاقدة الأخرى على قاعدة ثابتة لمارسته. فإذا كان يتتوفر على هذه القاعدة الثابتة، تفرض الضريبة في الدولة الأخرى فقط على الجزء من الدخل المنسوب لهذه القاعدة الثابتة. و بالمثل، إذا كان مقيم بدولة متعاقدة يقطن بالدولة المتعاقدة الأخرى لفترة أو لفترات تتجاوز في مجموعها (183) يوماً خلال أي فترة اثنى عشر شهراً تبدأ أو تنتهي خلال السنة الضريبية المعنية، فإنه يعتبر متوفراً بصفة اعتيادية في تلك الدولة الأخرى على قاعدة ثابتة و ينبع الدخل الناشئ من الأنشطة المذكورة أعلاه و التي تمارس في تلك الدولة الأخرى إلى تلك القاعدة الثابتة.

2- تشمل عبارة "مهنة حرة" بالخصوص الأنشطة المستقلة ذات الطابع العلمي أو الأدبي أو الفني أو التربوي أو البيادغوجي، و كذا الأنشطة المستقلة للأطباء و المحامين و المهندسين و المهندسين المعماريين و أطباء الأسنان و المحاسبين .

6 - لأغراض هذه المادة، تعتبر تكاليف الخدمات التقنية غير ناشئة في دولة متعاقدة إذا كان المدين مقيناً ب تلك الدولة و كان يزاول نشاطاً في الدولة المتعاقدة الأخرى أو في دولة ثالثة من خلال مؤسسة مستقرة توجد في تلك الدولة الأخرى أو في الدولة الثالثة، أو يزاول خدمات شخصية مستقلة عبر قاعدة ثابتة توجد في تلك الدولة الأخرى أو في الدولة الثالثة و كانت هذه التكاليف تحملها تلك المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة.

7 - إذا تجاوز مبلغ تكاليف الخدمات التقنية بسبب علاقة خاصة تربط المدين بالمستفيد الفعلي من التكاليف أو تربط كليهما بأشخاص آخرين، المبلغ المنتفق عليه بين المدين والمستفيد الفعلي في غياب مثل هذه العلاقات، باعتبار الخدمات التي تدفع من أجلها، فإن مقتضيات هذه المادة لا تطبق إلا على المبلغ الأخير. و في هذه الحالة يبقى الجزء الزائد من التكاليف خاضعاً للضريبة وفق تشريع كل دولة متعاقدة مع مراعاة المقتضيات الأخرى من هذه الاتفاقية.

المادة الرابعة عشرة

أرباح رأس المال

1- إن الأرباح التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة عن نقل ملكية الممتلكات العقارية المشار إليها في المادة 6 و التي توجد في الدولة المتعاقدة الأخرى، تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- إن الأرباح الناتجة عن نقل ملكية الأموال المنقوله التي تدخل في أصول مؤسسة مستقرة تملكها مقاولة دولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى أو الأموال المنقوله التي تتبع إلى قاعدة ثابتة مقيم بدولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى لغرض ممارسة مهنة مستقلة، بما في ذلك الأرباح الناتجة عن نقل ملكية هذه المؤسسة المستقرة (بمفردها أو مع مجموع المقاولة) أو هذه القاعدة الثابتة، تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

3- إن الأرباح الناتجة عن نقل ملكية السفن أو الطائرات المستغلة في النقل الدولي أو الأموال المنقوله المخصصة لاستغلال هذه السفن أو الطائرات، تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المتعاقدة التي يوجد فيها مقر الإدارة الفعلية للمقاولة.

المبلغ الأخير. وفي هذه الحالة، يبقى الجزء الزائد من الأداءات خاضعاً للضريبة وفقاً لتشريع كل دولة متعاقدة مع مراعاة المقتضيات الأخرى من هذه الاتفاقية.

المادة الثالثة عشرة

تكاليف الخدمات التقنية

1- إن تكاليف الخدمات التقنية الناشئة في دولة متعاقدة والمؤداة لمقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- غير أنه على الرغم من مقتضيات المادة 15، و مع مراعاة مقتضيات المواد 8 و 17 و 18، فإن تكاليف الخدمات التقنية التي تنشأ في دولة متعاقدة تفرض عليها الضريبة كذلك في الدولة المتعاقدة التي تنشأ فيها وفقاً لتشريع تلك الدولة، لكن إذا كان المستفيد الفعلي من التكاليف مقيماً بالدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الضريبة المفروضة على هذا النحو لا يمكن أن تتجاوز 10 في المائة من المبلغ الإجمالي للتكاليف.

3- يقصد بعبارة "تكاليف الخدمات التقنية" المستعملة في هذه المادة أي أداءات مقابل أي خدمات ذات طابع تبيري أو تقني أو استشاري، إلا إذا كان الأداء منجزاً أ) لفائدة مستخدم للشخص الذي يقوم بالأداء؛ أو ب) مقابل تدريس في مؤسسة تعليمية أو مقابل تدريس تقوم به مؤسسة تعليمية؛ أو ج) من قبل شخص ذاتي مقابل خدمات موجهة لاستعمال الشخصي لشخص ذاتي.

4- لا تطبق أحكام الفقرتين 1 و 2 إذا كان المستفيد الفعلي من تكاليف الخدمات التقنية، المقيم في دولة متعاقدة، يزاول نشاطاً في الدولة المتعاقدة الأخرى حيث تنشأ تكاليف الخدمات التقنية من خلال مؤسسة مستقرة توجد في تلك الدولة الأخرى، أو يزاول، في الدولة المتعاقدة الأخرى، خدمات شخصية مستقلة عبر قاعدة ثابتة توجد في تلك الدولة الأخرى، وكانت تكاليف الخدمات التقنية مرتبطة فعلياً بـ أ) تلك المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة أو بـ) أنشطة الأعمال المذكورة في (ج) من الفقرة 1 من المادة 7. في هذه الحالات تطبق أحكام المادة 7 أو المادة 15، حسبما يقتضيه الحال.

5- لأغراض هذه المادة، و مع مراعاة أحكام الفقرة 6، تعتبر تكاليف الخدمات التقنية ناشئة في دولة متعاقدة إذا كان المدين مقيماً بهذه الدولة أو إذا كان المدين بالتكاليف، سواء كان ذلك الشخص مقيماً بدولة متعاقدة أو لا، و كانت له في دولة متعاقدة مؤسسة مستقرة أو قاعدة ثابتة و كان الالتزام الذي تدفع التكاليف من أجله مرتبطاً بذلك المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة و كانت هذه التكاليف تتحملها المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة.

2- غير أن هذه الإتاوات تفرض عليها الضريبة كذلك في الدولة المتعاقدة التي تنشأ فيها وفقاً لتشريع تلك الدولة، لكن إذا كان المستفيد الفعلي من الإتاوات مقيماً بالدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الضريبة المفروضة على هذا النحو لا يمكن أن تتجاوز عشرة (10) بالمائة من المبلغ الإجمالي للإتاوات.

3- يقصد بلفظ "الإتاوات" المستعمل في هذه المادة الأداءات على اختلاف أنواعها مقابل استعمال أو الحق في استعمال حق المؤلف عن عمل أبيي أو فني أو علمي، بما في ذلك الأفلام السينمائية والأشرطة والتسجيلات الخاصة بالبث الإذاعي أو التلفزي أو البث عن طريق الأقمار الصناعية، أو الارتباط، أو الألياف البصرية أو كل التقنيات المماثلة المستعملة في البث الموجه للعموم، أو الأشرطة الممغنطة، أو الأفراد وأفراد الليزر أو البرامج المعلوماتية، أو براءات الاختراع، أو علامات الصنع أو علامات تجارية، أو رسم أو نموذج، أو تصميم، أو صيغة أو طريقة سرية، أو استعمال أو الحق في استعمال تجهيز صناعي أو تجاري أو علمي، أو مقابل معلومات لها صلة بتجربة مكتسبة في الميدان الصناعي أو التجاري أو الفلاحي أو العلمي (اكتساب المهارة).

4- لا تطبق مقتضيات الفقرتين 1 و 2 إذا كان المستفيد الفعلي من الإتاوات مقيماً بدولة متعاقدة، و يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى الناشئة فيها الإتاوات أنشطة أعمال بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها، أو مهنة مستقلة بواسطة قاعدة ثابتة توجد فيها، و كان الحق أو الملك الذي تولد عنه الإتاوات مرتبطاً فعلياً:

- أ) بتلك المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة؛
- ب) أو بأنشطة الأعمال المذكورة في (ج) من الفقرة 1 من المادة 7.

و في هذه الحالات ، تطبق مقتضيات المادة 7 أو المادة 15 حسبما يقتضيه الحال.

5- تعتبر الإتاوات ناشئة في دولة متعاقدة إذا كان المدين مقيماً بتلك الدولة. غير أنه إذا كان للمدين بالإتاوات، سواء كان مقيماً بدولة متعاقدة أو غير مقيم بها، مؤسسة مستقرة أو قاعدة ثابتة يرتبط بها الالتزام باداء الإتاوات و تحملت من أجله تلك المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة تلك الإتاوات، فإن تلك الإتاوات تعتبر ناشئة في الدولة التي توجد فيها المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة.

6- إذا تجاوز مبلغ الإتاوات بسبب علاقات خاصة تربط المدين بالمستفيد الفعلي من الإتاوات أو تربط بأشخاص آخرين، المبلغ المتفق عليه بين المدين و المستفيد الفعلي في غياب مثل هذه العلاقات، باعتبار الاستعمال أو الحق أو المعلومات التي تدفع من أجلها، فإن مقتضيات هذه المادة لا تطبق إلا على هذا

الناتج عن السندات الحكومية و سندات الاقتراض، بما في ذلك العلاوات و الجوائز المتعلقة بهذه السندات. ولا تعتبر الغرامات المفروضة على التأخير في الدفع فوائد لأغراض هذه المادة.

- 5- لا تطبق مقتضيات الفقرتين 1 و 2 إذا كان المستفيد الفعلي من الفوائد، مقيما بدولة متعاقدة، و يمارس في الدولة متعاقدة الأخرى الناشئة فيها الفوائد أنشطة أعمال بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها، أو مهنة مستقلة بواسطة قاعدة ثابتة توجد فيها، و كان الدين الذي تتولد عنه الفوائد مرتبطة فعليا :
- أ) بتلك المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة؛
 - ب) بأنشطة الأعمال المذكورة في (ج) من الفقرة 1 من المادة 7.

و في هذه الحالات، تطبق مقتضيات المادة 7 أو المادة 15 حسبما يقتضيه الحال.

- 6- تعتبر الفوائد ناشئة في دولة متعاقدة إذا كان المدين مقيما بتلك الدولة، غير أنه إذا كان للمدين بالفوائد في دولة متعاقدة، سواء كان مقيما بدولة متعاقدة أو غير مقيم بها، مؤسسة مستقرة أو قاعدة ثابتة يرتبط بها الدين الذي تولد عنه أداء الفوائد و تحملت من أجله تلك المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة تلك الفوائد، فإن تلك الفوائد تعتبر ناشئة في الدولة التي توجد فيها المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة.

- 7- إذا تجاوز مبلغ الفوائد بسبب علاقات خاصة تربط المدين بالمستفيد الفعلي من الفوائد أو تربط كليهما بأشخاص آخرين، المبلغ المتفق عليه بين المدين و المستفيد الفعلي في غياب مثل هذه العلاقات، باعتبار الدين الذي تدفع من أجله، فإن مقتضيات هذه المادة لا تطبق إلا على هذا المبلغ الأخير. و في هذه الحالة، يبقى الجزء الزائد من الأداءات خاضعا للضريبة وفقا لتشريع كل دولة متعاقدة مع مراعاة المقتضيات الأخرى من هذه الاتفاقية.

المادة الثانية عشرة

الإتاوات

- 1- إن الإتاوات الناشئة في دولة متعاقدة و المؤداة لمقيم بالدولة متعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

5- عندما تستمد شركة مقيمة بدولة متعاقدة أرباحاً أو دخلاً من الدولة المتعاقدة الأخرى، فإن تلك الدولة الأخرى لا يجوز لها أن تفرض أيه ضريبة على أرباح الأسهم المؤداة من قبل هذه الشركة، ما عدا الحالة التي يتم فيها دفع أرباح الأسهم تلك إلى مقيم بالدولة الأخرى أو بمدى ما تكون المساهمة التي تتولد عنها أرباح الأسهم مرتبطة فعلياً بمؤسسة مستقرة أو قاعدة ثابتة توجد في تلك الدولة الأخرى، كما لا يجوز لها أن تفرض أيه ضريبة على أرباح الشركة غير الموزعة في إطار تصريح الأرباح غير الموزعة، حتى لو كانت أرباح الأسهم المؤداة أو الأرباح غير الموزعة تتكون كلياً أو جزئياً من أرباح أو دخل ناشئ في تلك الدولة الأخرى.

6- على الرغم من أي مقتضى آخر من هذه الاتفاقية، عندما تملك شركة مقيمة بدولة متعاقدة مؤسسة مستقرة في الدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الأرباح المفروضة عليها الضريبة طبقاً للفقرة 1 من المادة 7 يمكن أن تخضع لضريبة محظوظة في المنبع في تلك الدولة الأخرى، وفقاً لتشريعها الضريبي، عندما يتم تحويل الأرباح إلى المقر المركزي، غير أن الضريبة المحظوظة على هذا النحو لا يمكنها أن تتجاوز خمسة (5) بالمائة من مبلغ هذه الأرباح بعد خصم الضريبة على الشركات المطبقة عليها في تلك الدولة الأخرى.

المادة الحادية عشرة

الفوائد

1- إن الفوائد الناشئة في دولة متعاقدة والمؤداة لمقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- غير أن هذه الفوائد تفرض عليها الضريبة كذلك في الدولة المتعاقدة التي تنشأ فيها ووفقاً لتشريع تلك الدولة، لكن إذا كان المستفيد الفعلي من الفوائد مقيماً بالدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الضريبة المفروضة على هذا النحو لا يمكن أن تتجاوز عشرة (10) بالمائة من المبلغ الإجمالي للفوائد.

3- على الرغم من مقتضيات الفقرة 2، فإن الفوائد المشار إليها في الفقرة 1 تغافى من الضريبة في الدولة المتعاقدة التي تنشأ فيها الفوائد إذا كان المستفيد من الفوائد هو البنك المركزي أو الحكومة أو الفروع السياسية أو السلطات المحلية دولة متعاقدة.

4- يعني لفظ "الفوائد" المستعمل في هذه المادة الدخل الناتج عن سندات الديون بكل أنواعها سواء كانت مضمونة برهن أم لا وسواء كانت تحمل حق المشاركة في أرباح المدين أم لا، و على وجه التحديد الدخل

المادة العاشرة

أرباح الأسهم

١- إن أرباح الأسهم المؤدّاة من قبل شركة مقيمة بدولة متعاقدة لقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

٢- غير أن أرباح الأسهم تلك قد تفرض عليها الضريبة كذلك في الدولة المتعاقدة حيث تقيم الشركة التي تؤدي أرباح الأسهم و ذلك حسب التشريع الجاري به العمل في تلك الدولة، لكن إذا كان المستفيد الفعلي من أرباح الأسهم مقيماً بالدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الضريبة المفروضة على هذا النحو لا يمكن أن تتجاوز:

١ - خمسة (5) بالمائة من المبلغ الإجمالي لأرباح الأسهم إذا كان المالك المستفيد الفعلي شركة (خلاف شركة الأشخاص) يملك بصورة مباشرة ١٠ بالمائة على الأقل من رأس مال الشركة الموزعة لأرباح الأسهم .

ب- عشرة (10) بالمائة من المبلغ الإجمالي لأرباح الأسهم في جميع الحالات الأخرى.
إن مقتضيات هذه الفقرة لا تؤثر على فرض الضريبة على الشركة فيما يتعلق بأرباح التي تزدّى منها أرباح الأسهم.

٣- تعني عبارة "أرباح الأسهم" المستعملة في هذه المادة الدخل الناتج عن الأسهم وأسهم أو سندات الانتفاع و حصص المناجم و حصص المؤسسين أو حصص أخرى مساهمة في الأرباح باستثناء الديون و كذا المدخلات الأخرى الناشئة عن حصص مساهمة أخرى و كذا الدخول الأخرى الخاضعة لنفس النظام الضريبي المطبق على دخل الأسهم حسب تشريع الدولة التي تقيم بها الشركة الموزعة لأرباح الأسهم.

٤- لا تطبق مقتضيات الفقرتين ١ و ٢ إذا كان المستفيد الفعلي من أرباح الأسهم، مقيماً بدولة متعاقدة، و يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى حيث تقيم الشركة الموزعة لأرباح الأسهم أنشطة أعمال بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها، أو مهنة مستقلة بواسطة قاعدة ثابتة توجد فيها، وكانت المساهمة التي تتولد عنها أرباح الأسهم مرتبطة فعلياً بهذه المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة . و في هذه الحالات، تطبق مقتضيات المادة ٧ أو المادة ١٥ حسبما يقتضيه الحال.

المادة التاسعة
المقاولات الشركية

1- عندما :

- أ) تساهم مقاولة دولة متعاقدة بشكل مباشر أو غير مباشر في إدارة أو مراقبة أو رأس المال مقاولة الدولة المتعاقدة الأخرى، أو
- ب) يساهم نفس الأشخاص بشكل مباشر أو غير مباشر في إدارة أو مراقبة أو رأس المال مقاولة دولة متعاقدة و مقاولة الدولة المتعاقدة الأخرى،

و في كلتا الحالتين، تكون المقاولتان مرتبطتين في علاقتهما التجارية أو المالية بشروط متفق عليها أو مفروضة بحيث تختلف عن تلك التي يمكن أن تتفق عليها المقاولات المستقلة، فإن الأرباح التي تلولا هذه الشروط ، كانت مستحصل عليها إحدى المقاولتين، ولكنها لم تحصل عليها بسبب تلك الشروط، يمكن أن تدرج ضمن أرباح تلك المقاولة و تفرض عليها الضريبة تبعاً لذلك.

2- عندما تدرج دولة متعاقدة ضمن أرباح مقاولة تلك الدولة - و تفرض عليها الضريبة تبعاً لذلك- أرباحاً تم بسببيها فرض الضريبة على مقاولة الدولة المتعاقدة الأخرى و كان من الممكن تحقيق الأرباح التي أدرجت على هذا النحو بواسطة مقاولة الدولة المذكورة أولاً لو كانت الشروط المتفق عليها بين المقاولتين هي نفس الشروط التي قد تتفق عليها مقاولات مستقلة، فإن الدولة الأخرى تقوم بالتسوية المناسبة لمبلغ الضريبة المؤدي عن هذه الأرباح. و لتحديد هذه التسوية، تؤخذ المقضييات الأخرى من هذه الاتفاقية بعين الاعتبار، و عند الضرورة، تقوم السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدين بالتشاور فيما بينها.

3- لا تطبق مقضييات الفقرة 2 إذا أدت متابعات قضائية أو إدارية أو قانونية أخرى إلى حكم نهائي يقضي، إثر إجراءات نتجت عنها تسوية للأرباح بموجب الفقرة 1، بأن إحدى المقاولتين تخضع لغرامات جزائية فيما يتعلق بالغش أو الإهمال الجسيم أو التغاضي المعتمد.

4- إذا كان من المعتمد في دولة متعاقدة تحديد الأرباح المنسوية لمؤسسة مستقرة على أساس توزيع نسبي لمجموع أرباح المقاولة على مختلف أجزائها، فلا يمنع أي مقتضى من الفقرة 2 هذه الدولة المتعاقدة من تحديد الأرباح الخاضعة للضريبة حسب التوزيع النسبي المعمول به، على أن تستعمل طريقة التوزيع المعتمدة بحيث تكون النتيجة المحصل عليها مطابقة للمبادئ الواردة في هذه المادة.

5- لا تنسب أية أرباح إلى مؤسسة مستقرة لمجرد قيام تلك المؤسسة المستقرة بشراء بضائع و سلع للمقاولة.

6- لأغراض الفرات السابقة، تحدد كل سنة و حسب نفس الطريقة الأرباح المنسوية لمؤسسة المستقرة ما لم تكن هناك أسباب مقبولة و كافية للعمل بعكس ذلك.

7- عندما تشمل الأرباح عناصر من الدخل تتناولها بصفة منفصلة مواد أخرى من هذه الاتفاقية، فإن مقتضيات تلك المواد لن تتأثر بمقتضيات هذه المادة.

المادة الثامنة

الملاحة البحرية و الجوية

1- تفرض الضريبة على الأرباح الناتجة عن استغلال السفن أو الطائرات في النقل الدولي فقط في الدولة المتعاقدة التي يوجد بها مقر الإدارة الفعلية للمقاولة.

2- إذا كان مقر الإدارة الفعلية لمقاولة الملاحة البحرية يوجد على متن سفينة، فإن هذا المقر يعتبر موجودا في الدولة المتعاقدة التي تم في مينائها قيد هذه السفينة، أو، في حالة عدم وجود ميناء القيد، في الدولة المتعاقدة التي يقيم بها مستغل السفينة.

3- تطبق مقتضيات الفقرة 1 كذلك على الأرباح الناتجة عن المساهمة في مجموعة أو في استغلال مشترك أو في وكالة دولية للاستغلال، لكن فقط على حصة الأرباح المحققة بهذه الكيفية التي تعود لكل مشارك حسب نسبته في الاستغلال المشترك.

4- لأغراض هذه المادة، فإن أرباح مقاولة دولة متعاقدة الناتجة عن استغلال السفن أو الطائرات في النقل الدولي تشمل الأرباح الناتجة عن استغلال أو تأجير الحاويات إذا كانت هذه الأرباح تابعة للأرباح التي تطبق عليها مقتضيات الفقرة 1.

المادة السابعة

أرباح المقاولات

1- تفرض الضريبة على أرباح مقاولة دولة متعاقدة فقط في تلك الدولة، إلا إذا كانت المقاولة تمارس نشاطها في الدولة المتعاقدة الأخرى بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها. فإذا مارست المقاولة نشاطها بهذه الكيفية، تفرض الضريبة على أرباحها في الدولة الأخرى، ولكن فقط بقدر ما ينسب إليها:

أ) تلك المؤسسة المستقرة؛

ب) المبيعات في تلك الدولة الأخرى لبضائع أو نسلع ذات طابع مماثل أو مشابه لتلك التي تقوم ببيعها المؤسسة المستقرة؛ أو

ج) أنشطة الأعمال الأخرى الممارسة في تلك الدولة الأخرى ذات الطابع المماثل أو المشابه لتلك التي تمارسها بواسطة المؤسسة المستقرة.

2- مع مراعاة مقتضيات الفقرة 3، عندما تمارس مقاولة دولة متعاقدة نشاطها في الدولة المتعاقدة الأخرى بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها تنسـب، في كل دولة متعاقدة، إلى تلك المؤسسة المستقرة الأرباح التي يتوقع أن تجيئها لو كانت مقاولة مميزة و منفصلة تمارس نفس الأنشطة أو أنشطة مماثلة في نفس الشروط أو شروط مماثلة و تتعامل باستقلالية تامة مع المقاولة التي هي مؤسسة مستقرة لها.

3- لتحديد أرباح مؤسسة مستقرة، يسمح بخصم النفقات التي بذلت لأغراض نشاط هذه المؤسسة المستقرة بما في ذلك نفقات الإدارة و المصاريـف العامة للإدارة التي يتم بذلها على هذا الشكل سواء كان ذلك في الدولة المتعاقدة التي توجد فيها هذه المؤسسة المستقرة أو في جهة أخرى. غير أنه لا يسمح بأي خصم عن المبالغ المودـاة، عند الاقتضاء، (لأغراض أخرى غير استرداد المبالغ المصروفة) من طرف المؤسسة المستقرة للمقر المركزي للمقاولة أو لأي من مكاتبها الأخرى على شكل إتاوات أو أتعاب أو أداءات مماثلة أخرى مقابل استخدام حقوق براءات الاختراع أو حقوق أخرى، أو على شكل عمولات نظير خدمات معينة أو نشاط إداري أو، فيما عدا المقاولات المصرفية، على شكل فوائد على الأموال المقرضة للمؤسسة المستقرة. و بالمثل، فإنه لا يدخل في احتساب أرباح المؤسسة المستقرة المبالغ المدرجة من طرف المؤسسة المستقرة (لأغراض أخرى غير استرداد المبالغ المصروفة) على شكل إتاوات أو أتعاب أو أداءات مماثلة أخرى مقابل استخدام حقوق براءات الاختراع أو حقوق أخرى، أو على شكل عمولات نظير خدمات معينة أو نشاط إداري أو، فيما عدا المقاولات المصرفية، على شكل فوائد على الأموال المقرضة للمؤسسة المستقرة، في الجانب المدين من حساب المقر المركزي للمقاولة أو أي من مكاتبها الأخرى.

7- لا يعتبر أنه لمقاولة دولة متعاقدة مؤسسة مستقرة في الدولة المتعاقدة الأخرى لمجرد أنها تمارس فيها نشاطها عن طريق وسيط أو وكيل عام بالعمولة أو أي وكيل آخر ذي وضع مستقل، شريطة أن يعلم هؤلاء الأشخاص في الإطار العادي لنشاطهم. غير أنه إذا كانت أنشطة هذا الوكيل مخصصة كلها أو في معظمها لحساب تلك المقاولة و كانت الشروط المنقق عليها أو المفروضة بين المقاولة والوكيل في علاقتها التجارية والمالية تختلف عن تلك التي قد تربط بين مقاولتين مستقلتين، فلا يمكن اعتباره كوكيل ذي وضع مستقل في مفهوم هذه الفقرة.

8- إن كون شركة مقيدة بدولة متعاقدة تراقب أو تخضع لمراقبة شركة مقيدة بالدولة المتعاقدة الأخرى، أو تزاول نشاطها في تلك الدولة الأخرى (سواء بواسطة مؤسسة مستقرة أو بطريقة أخرى) لا يكفي في حد ذاته ليجعل من إحدى الشركاتتين مؤسسة مستقرة للأخرى.

المادة السادسة

المداخيل العقارية

1- إن الدخل الذي يحصل عليه مقيم بدولة متعاقدة من ممتلكات عقارية (بما فيه دخل استغلال الفلاحة أو الغابات) توجد في الدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليه الضريبة في تلك الدولة الأخرى.

2- لعبارة "ممتلكات عقارية" المذول الذي يمنحه تشريع الدولة المتعاقدة التي توجد فيها هذه الممتلكات. وتشمل العبارة في جميع الحالات توابع هذه الممتلكات العقارية والماشية والتجهيزات المستعملة في استغلال الفلاحة والغابات، و الحقوق التي تتطبق عليها مقتضيات القانون المتعلقة بالملكية العقارية و حق الانتفاع بالممتلكات العقارية، و الحقوق الخاصة بالمدفووعات المتغيرة أو الثابتة لاستغلال أو امتياز استغلال المناجم المعdenية و المنابع و الموارد الطبيعية الأخرى؛ و لا تعتبر السفن و المراكب و الطائرات ممتلكات عقارية.

3- تطبق مقتضيات الفقرة 1 على المداخيل الناتجة عن الاستغلال المباشر أو الإيجار، و كذلك عن أي شكل آخر من أشكال استغلال الممتلكات العقارية.

4- تطبق مقتضيات الفقرتين 1 و 3 كذلك على الدخل الناتج عن الممتلكات العقارية لمقاولة وكذلك على دخل الممتلكات العقارية المستعملة في ممارسة مهنة مستقلة.

4- على الرغم من المقتضيات السابقة من هذه المادة، لا يمكن اعتبار أن عبارة «مؤسسة مستقرة» تشمل:

أ) استعمال المنشآت فقط لغرض تخزين أو عرض بضائع تملكها المقاولة؛

ب) الاحتفاظ ببضائع تملكها المقاولة فقط لغرض التخزين أو العرض؛

ج) الاحتفاظ بمخزون بضائع تملكها المقاولة فقط لغرض التحويل من قبل مقاولة أخرى؛

د) استعمال مكان عمل ثابت فقط لغرض شراء بضائع أو جمع معلومات للمقاولة؛

هـ) استعمال مكان عمل ثابت فقط لغرض ممارسة أي نشاط آخر ذي طابع تحضيري أو إضافي للمقاولة؛

و) استعمال مكان عمل ثابت فقط لغرض الجمع بين ممارسة الأنشطة المشار إليها في الفقرات الفرعية

من (أ) إلى (هـ)، شريطة أن تتحقق مجموع الأنشطة الممارسة من طرف مكان العمل الثابت و الناتجة عن هذا الجمع بطابع تحضيري أو إضافي.

5- على الرغم من مقتضيات الفقرتين 1 و 2، عندما يعمل شخص - غير الوكيل ذي الوضع المستقل الذي تطبق عليه الفقرة 7 - في دولة متعاقدة لحساب مقاولة تابعة للدولة المتعاقدة الأخرى، فإن تلك المقاولة ستعتبر بأن لها مؤسسة مستقرة في الدولة المتعاقدة المذكورة أولاً فيما يتعلق بالأنشطة التي يقوم بها ذلك الشخص لصالح المقاولة في حالة ما:

أ) إذا كانت له و يزاول بصفة اعتيادية في هذه الدولة سلطة لإبرام العقود باسم تلك المقاولة، إلا إذا كانت أنشطة ذلك الشخص محدودة في تلك الأنشطة المشار إليها في الفقرة 4 و التي إذا تمت ممارستها من خلال مكان عمل ثابت لا تجعل من ذلك المكان الثابت مؤسسة مستقرة في مفهوم هذه الفقرة؛ أو

بـ) لم تكن له مثل هذه السلطة، ولكنه يحتفظ بصفة اعتيادية في الدولة المذكورة أولاً بمخزون من بضائع أو سلع و يقوم بتسلیم بضائع أو سلع منها بصفة منتظمة نيابة عن المقاولة.

6- على الرغم من المقتضيات السابقة من هذه المادة، تعتبر مقاولة تأمين تابعة لدولة متعاقدة، باستثناء إعادة التأمين ذات مؤسسة مستقرة في الدولة المتعاقدة الأخرى، إذا كانت المقاولة تقبض أقساط التأمين أو تقوم بتأمين مخاطر تقع فوق تراب تلك الدولة الأخرى بواسطة شخص آخر غير الوكيل ذي الوضع المستقل الذي تطبق عليه الفقرة 7.

د) إذا كان هذا الشخص مواطناً لكلا الدولتين أو لم يكن مواطناً لأيٍ منهما، تفصل السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدتين في القضية باتفاق مشترك.

3- إذا كان شخص غير الشخص الذاتي مقيماً بالدولتين المتعاقدتين وفقاً لمقتضيات الفقرة 1، فإنه يعتبر مقيماً فقط بالدولة التي يوجد فيها مقر إدارته الفعلية.

المادة الخامسة

المؤسسة المستقرة

1- لأغراض هذه الاتفاقية، تعني عبارة "مؤسسة مستقرة" مكان عمل ثابت تمارس من خلاله مقاولة نشاطها كلياً أو جزئياً.

2- تشمل عبارة "مؤسسة مستقرة" بالخصوص:

- (أ) مقر الإدارة؛
- (ب) الفرع؛
- (ج) المكتب؛
- (د) المصانع؛
- (هـ) المشغل؛

و) المنجم، بتر البترول أو الغاز، المقلع أو أي مكان آخر لاستكشاف و استخراج الموارد الطبيعية؛

ز) المكان المستخدم كمنفذ للبيع؛

ح) المستودع الموضوع رهن إشارة شخص من أجل تخزين سلع آخر.

3- تشمل عبارة "مؤسسة مستقرة" كذلك:

(أ) ورشة بناء أو مشروع بناء أو تجميع أو تركيب أو أنشطة الإشراف المتعلقة بها، لكن فقط إذا استمرت الورشة أو المشروع أو الأنشطة لأكثر من ستة أشهر.

ب) تقديم الخدمات، بما في ذلك الخدمات الاستشارية من طرف مقاولة بواسطة مأجورين أو مستخدمين آخرين تم توظيفهم من طرف المقاولة لهذا الغرض، لكن فقط إذا استمرت مثل هذه الأنشطة (نفس المشروع أو المشروع مرتبطة به) في دولة متعاقدة لفترة أو فترات تتجاوز في مجموعها أكثر من 6 أشهر خلال أي فترة 12 شهراً تبدأ أو تنتهي خلال السنة الضريبية المعنية.

- (ا) أي شخص ذاتي يحمل جنسية دولة متعاقدة؛
- (ب) أي شخص اعتباري، شركة أشخاص أو جمعية تستمد وضعها القانوني من التشريع الجاري به العمل في دولة متعاقدة.

2- لتطبيق الاتفاقية في أي وقت من طرف دولة متعاقدة، يكون لكل لفظ أو عبارة لم يتم تعريفه في الاتفاقية المعنى الذي يمنحه إياه في ذلك الوقت تشريع تلك الدولة المتعلق بالضرائب التي تطبق عليها الاتفاقية، ما لم يقتض سياق النص خلاف ذلك، ويرجح المعنى المنوх لهذا اللفظ أو العبارة من طرف التشريع الضريبي لهذه الدولة على المعنى الذي تمنحه إياه الفروع الأخرى من تشريع تلك الدولة.

المادة الرابعة

المقيم

1- لأغراض هذه الاتفاقية تعني عبارة "مقيم بدولة متعاقدة" أي شخص يخضع للضريبة في دولة وفقاً لتشريع هذه الدولة، بموجب سكنه أو إقامته أو مكان تأسيسه أو مقر إدارته أو أي معيار آخر ذي طابع مشابه، و تطبق كذلك على تلك الدولة و كذا على جميع فروعها السياسية أو سلطاتها المحلية. غير أن هذه العبارة لا تشمل الأشخاص الذين يخضعون للضريبة في تلك الدولة إلا على الدخل المتأتي من مصادر موجودة في تلك الدولة.

2- عندما يكون شخص ذاتي، تبعاً لمقتضيات الفقرة 1، مقيماً بكلتا الدولتين المتعاقدتين، تسوى وضعيته بالكيفية التالية:

(أ) يعتبر هذا الشخص مقيماً فقط بالدولة التي يوجد له فيها سكن دائم؛ و إذا كان له سكن دائم في كلتا الدولتين، يعتبر مقيماً فقط بالدولة التي تربطه بها علاقات شخصية واقتصادية أوثق (مركز المصالح الحيوية)؛

(ب) إذا تذرع تحديد الدولة التي يوجد فيها مركز المصالح الحيوية لهذا الشخص ، أو لم يوجد له سكن دائم في أي من الدولتين، يعتبر مقيماً فقط بالدولة المتعاقدة التي يقطن فيها بصفة اعتيادية؛

(ج) إذا كان هذا الشخص يقطن بصفة اعتيادية في كلتا الدولتين أو لا يقطن في أي منهما، يعتبر مقيماً فقط بالدولة التي هو مواطنها؛

المادة الثالثة

تعريف عامة

1- لأغراض هذه الاتفاقية، ما لم يقتضي سياق النص خلاف ذلك:

- أ) تعني عبارتا "دولة متعاقدة" و "الدولة المتعاقدة الأخرى" حسب سياق النص غالباً أو المغرب؛
- ب) يعني لفظ "المغرب" المملكة المغربية، و عندما يستعمل بالمعنى الجغرافي يشمل لفظ المغرب:

 - (أ) تراب المملكة المغربية، البحر الإقليمي؛
 - (ب) المنطقة البحرية ما وراء البحر الإقليمي و تشمل امتداد البحر و أعماقه الباطنية (الجرف القاري) و المنطقة الاقتصادية الخاصة التي يمارس المغرب عليها حقوقه السيادية طبقاً لتشريعه الداخلي و للقانون الدولي، و ذلك بهدف استكشاف و استغلال الموارد الطبيعية لهذه المناطق؛
 - ج) يعني لفظ "غالباً" تراب جمهورية غالباً بما فيه مجاله الجوي و البحر الإقليمي و أي منطقة خارج البحر الإقليمي التي تمارس جمهورية غالباً عليه سلطتها و حقوقها السيادية، طبقاً للقانون الدولي، بهدف استكشاف و استغلال الموارد الطبيعية لامتداد البحر و أعماقه الباطنية و مياهه العلوية؛
 - د) يعني لفظ "ضريبة" حسب سياق النص الضريبة المغربية أو الضريبة الغانية؛
 - هـ) يشمل لفظ "شخص" الشخص الذاتي و الشركة و أي مجموعة أخرى من الأشخاص؛
 - و) يعني لفظ "شركة" أي شخص اعتباري أو أي كيان يعتبر شخصاً اعتبارياً لأغراض فرض الضريبة؛
 - ز) تعني عبارتا "مقاولة دولة متعاقدة" و "مقاولة الدولة المتعاقدة الأخرى" على التوالي مقاولة يستغلها مقيم بدولة متعاقدة و مقاولة يستغلها مقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى؛
 - ح) تعني عبارة "النقل الدولي" أي نقل بواسطة سفينة أو طائرة تقوم باستغلالها مقاولة يوجد مقر إدارتها الفعلية في دولة متعاقدة، ما عدا الحالة التي يتم فيها استغلال السفينة أو الطائرة فقط بين أماكن توجد في الدولة المتعاقدة الأخرى؛

ط) تعني عبارة "المسلطة المختصة":

- (أ) فيما يخص المغرب: وزير الاقتصاد والمالية أو ممثله المرخص له بذلك؛
- (ب) فيما يخص غالباً، المفوض العام لسلطة الإيرادات الغانية أو ممثله المرخص له بذلك؛
- ي) يعني لفظ "مواطن":

اتفقنا على ما يلي:

**المادة الأولى
الأشخاص المعنيون**

تطبق هذه الاتفاقية على الأشخاص المقيمين بدولة متعاقدة أو بكلتا الدولتين المتعاقدين.

**المادة الثانية
الضرائب المعنية**

1- تطبق هذه الاتفاقية على الضرائب على الدخل المفروضة لحساب دولة متعاقدة أو فروعها السياسية أو سلطاتها المحلية بغض النظر عن الطريقة التي تفرض بها.

2- تعتبر ضرائب على الدخل جميع الضرائب المفروضة على الدخل الإجمالي أو على عناصر من الدخل، بما فيها الضرائب على الأرباح الناتجة عن نقل ملكية الأموال المنقوله أو العقارية، و الضرائب على المبالغ الإجمالية للأجور أو الرواتب المؤددة من قبل مقاولات، و كذا الضرائب على زيادة قيمة رأس المال.

3- إن الضرائب الحالية التي تطبق عليها الاتفاقية هي بالخصوص:

(أ) فيما يخص المملكة المغربية:

(أ) الضريرية على الدخل؛

(أ) والضريرية على الشركات؛

(و المشار إليها فيما بعد بالضريرية المغربية)؛

ب) فيما يخص غالان:

- الضريرية على الدخل؛

(و المشار إليها فيما بعد بالضريرية الغانية).

4- تطبق هذه الاتفاقية كذلك على أي ضرائب مماثلة أو مشابهة في جوهرها تستحدث بعد تاريخ التوقيع على الاتفاقية و تضاف إلى الضرائب الحالية أو تحل محلها. و تطلع السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدين بعضها البعض على التعديلات الهامة التي تدخلها على شريعاتها الضريبية.

ظهير شريف رقم 1.17.96 صادر في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023) بنشر الاتفاقية الموقعة بأكرا في 17 فبراير 2017 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية غانا لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل.

الحمد لله وحده

التابع الشريفي - بداخله :
(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريفي هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على الاتفاقية الموقعة بأكرا في 17 فبراير 2017 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية غانا لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل ؛

وعلى القانون رقم 24.17 الموافق بموجبه على الاتفاقية المذكورة والصادر بتنفيذ الظهير الشريف رقم 1.17.62 بتاريخ 8 ذي الحجة 1438 (30 أغسطس 2017) ؛

وعلى محضر تبادل وثائق المصادقة على الاتفاقية المذكورة، الموقع بأكرا في 18 أكتوبر 2022،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

تنشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريفي هذا، الاتفاقية الموقعة بأكرا في 17 فبراير 2017 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية غانا لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل.

وحرر بالرباط في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023).

وقدّعه بالعاطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : عزيز أخنوش.

* * *

اتفاقية

بين

حكومة المملكة المغربية

و

حكومة جمهورية غانا

**لتجنب الازدواج الضريبي و منع التهرب الضريبي
في ميدان الضرائب على الدخل**

إن حكومة المملكة المغربية و حكومة جمهورية غانا ، رغبة منها في تنمية و تعزيز علاقتها الاقتصادية من خلال إبرام اتفاقية لتجنب الازدواج الضريبي و منع التهرب الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل،

- ب/ بوضع أي أداة للتصديق أو القبول أو المصادقة ؛
- ج/ بكل تاريخ لدخول الاتفاقية حيز التطبيق طبقاً للمادة 28؛
- د/ كل تعديل تمت المصادقة عليه طبقاً للمادة 27 وكذا تاريخ دخول هذا التعديل حيز التطبيق ؛
- هـ/ كل تحفظ تم التعبير عنه طبقاً للمواد 5 و6 و7 و9 و10 وكل سحب لتحفظ طبقاً للمادة 30 ؛
- و/ كل نقض تم طبقاً لأحكام المادة 32؛
- ز/ كل وثيقة أو إعلان أو مراسلة تتعلق بهذه الاتفاقية .

وإشهاداً على ذلك، وضع الموقعون أدناه المرخص لهم بالتوقيع ،
إمضاءاتهم على هذه الاتفاقية ؛

حرر في موسكو بتاريخ 28 أكتوبر 2011 بالفرنسية والإنجليزية ،
والنصان يتمتعان بنفس قوة الحجية في نسخة واحدة يتم وضعها في
أرشيف مجلس أوروبا ، ويقوم الأمين العام لمجلس أوروبا بتوجيه نسخة
صادق عليها لكل دولة من الدول الأعضاء في مجلس أوروبا والدول
غير الأعضاء التي شاركت في إعداد هذه الاتفاقية أو التي تتمتع بصفة
ملاحظ في مجلس أوروبا والاتحاد الأوروبي وأي دولة أخرى دعيت إلى
التوقيع على هذه الاتفاقية .

حيز التطبيق في اليوم الأول من الشهر الذي يلي انتهاء مدة ثلاثة أشهر بعد تاريخ التوصل بالإعلان من لدن الأمين العام .

المادة 30 : التحفظات

1. لا يقبل أي تحفظ إزاء أحكام هذه الاتفاقية باستثناء تلك التي تم التنصيص عليها بوضوح .

2. بإمكان كل طرف عبر عن تحفظ القيام في أي وقت بسحبه كلا أو جزءا وذلك بتوجيه إعلان للأمين العام لمجلس أوروبا . يدخل هذا السحب حيز التطبيق في تاريخ التوصل بالإعلان من لدن الأمين العام

المادة 31 : التسوية بالتراصي

تنابع لجنة الأطراف بتعاون وثيق مع كل من اللجنة الأوروبية لمشاكل الإجرام والجان الأخرى إلى حكومية والعلمية المختصة لمجلس أوروبا تطبيق هذه الاتفاقية ، كما تقوم بتسهيل التسوية بالتراصي لتجاوز الصعوبات الطارئة عند التطبيق كلما دعت الضرورة إلى ذلك .

المادة 32 : النقض

1. بإمكان كل طرف وفي أي وقت نقض هذه الاتفاقية بعد توجيه إعلان بذلك إلى الأمين العام لمجلس أوروبا .

2. يدخل النقض حيز التطبيق في اليوم الأول الذي يلي انتهاء مدة ثلاثة أشهر بعد تاريخ التوصل بالإعلان من لدن الأمين العام .

المادة 33 : التبليغ

يقوم الأمين العام لمجلس أوروبا بتبليغ الدول الأعضاء في مجلس أوروبا والدول غير الأعضاء التي شاركت في إعداد هذه الاتفاقية أو التي تتمتع بصفة ملاحظ في مجلس أوروبا وكذلك الاتحاد الأوروبي وكل دولة دعيت إلى التوقيع على هذه الاتفاقية طبقا لأحكام المادة 28 :

أ/ بكل توقيع ؟

العضوية في لجنة الوزراء . ويتخذ هذا القرار بعد الحصول على موافقة مجموع الدول الأخرى/ الاتحاد الأوروبي التي عبرت عن قبولها الارتباط بهذه الاتفاقية .

2. تخضع هذه الاتفاقية للتصديق أو القبول أو المصادقة وسيتم وضع أدوات التصديق والقبول والمصادقة لدى الأمانة العامة لمجلس أوروبا .
3. سيدخل هذه الاتفاقية حيز التطبيق في اليوم الأول من الشهر الذي يلي مضي وانتهاء مدة ثلاثة أشهر بعد تاريخ توقيع خمسة دول ، ثلاثة من بينها على الأقل أعضاء في مجلس أوروبا ، تكون قد عبرت جميعا على موافقتها الارتباط بالاتفاقية طبقا لأحكام الفقرة السابقة .
4. وبالنسبة لأي دولة أو الاتحاد الأوروبي الذي يعبر لاحقا عن موافقته الارتباط الاتفاقية ، فإن هذه الأخيرة تدخل حيز التطبيق بالنسبة له في اليوم الأول من الشهر الذي يلي انقضاء مدة ثلاثة أشهر بعد تاريخ وضع أدلة التصديق أو القبول أو المصادقة .

المادة 29 : التطبيق التربوي

1. بإمكان كل دولة أو الاتحاد الأوروبي ، أثناء التوقيع أو أثناء وضع أدلة تصديقه أو قبوله أو مصادقته ، تحديد المجال أو المجالات التربوية التي ستطبق فيها هذه الاتفاقية .
2. بإمكان كل طرف وفي أي وقت فيما بعد ، أن يوجه تصريحا للأمين العام لمجلس أوروبا بغرض توسيع تطبيق هذه الاتفاقية لتشمل أي رقة أو مجال تربوي محدد في التصريح تكون مسؤولة عن علاقاته الدولية أو مؤهلة للاشتراط بالنسبة له . وتدخل الاتفاقية حيز التطبيق بالنسبة لهذا المجال التربوي في اليوم الأول الذي يلي مضي وانتهاء مدة ثلاثة أشهر بعد تاريخ التوصل بالتصريح من لدن الأمين العام .

3. كل تصريح تم طبقا للفقرتين السابقتين ، فإن بالإمكان سحبه بالنسبة لأي مجال تربوي محدد في ذاك التصريح وذلك بواسطة إعلان بوجه إلى الأمين العام لمجلس أوروبا ، ويدخل السحب

الفصل X - إدخال التعديلات على الاتفاقية

الفصل 27 : التعديلات

1. يتم الإبلاغ بكل تعديل لهذه الاتفاقية يقترح من لدن أحد الأطراف للأمين العام لمجلس أوروبا حيث يقوم هذا الأخير بتحويله إلى الأطراف والدول الأعضاء في مجلس أوروبا والدول غير الأعضاء والتي ساهمت في إعداد هذه الاتفاقية أو التي تحظى بوضع ملاحظ في مجلس أوروبا أو الاتحاد الأوروبي وكم دولة كانت قد دعيت لتوقيع هذه الاتفاقية .

2. يتم الإبلاغ بكل تعديل مقترن من لدن أحد الأطراف للجنة الأوروبية لمشاكل الإجرام وكذا اللجان الأخرى التي حكومية أو العلمية المختصة في مجلس أوروبا التي تعرض رأيها على لجنة الأطراف في شأن التعديل المقترن .

3. بإمكان لجنة الوزراء بعد فحصها للتعديل المقترن واطلاعها على رأي لجنة الأطراف المصادقة على التعديل .

4. بعد مصادقة لجنة الوزراء على أي نص تعديل طبقاً للفقرة 3 من هذه المادة ، يتم إرساله للأطراف قصد الموافقة عليه .

5. يدخل كل تعديل تمت المصادقة عليه طبقاً للفقرة 3 من هذه المادة حيز التطبيق في اليوم الأول من الشهر الموالي لانقضاء مدة شهر بعد التاريخ الذي أبلغت فيه كل الأطراف الأمين العام بموافقتها عليه .

الفصل XI الشروط الختامية

المادة 28 : التوقيع والدخول حيز التطبيق

1. إن هذه الاتفاقية مفتوحة للتوقيع من لدن الدول الأعضاء في مجلس أوروبا والاتحاد الأوروبي والدول غير الأعضاء التي شاركت في إعدادها أو التي تتمتع بصفة ملاحظ في مجلس أوروبا . وهي مفتوحة للتوقيع من طرف أي دولة أخرى غير عضو في مجلس أوروبا بدعوة من لجنة الوزراء . ويتم اتخاذ قرار دعوة بلد غير عضو للتوقيع على الاتفاقية بالأغلبية طبقاً للمادة 20 من لوائح مجلس أوروبا وبإجماع أصوات ممثلي الدول المتعاقدة والتي تمتلك حق

- أ/ بتسهيل الاستعمال والتنفيذ الفعلي لهذه الاتفاقية وعلى الخصوص من خلال التعرف على كل مشكلة يمكن أن تظهر وكذا الآثار المتترتبة عن كل تصريح أو تحفظ يخص هذه الاتفاقية ؛
- ب/ التعبير عن رأي حول أي مسألة متعلقة بتطبيق هذه الاتفاقية وبتسهيل تبادل المعلومات حول التطورات القانونية أو السياسية أو التقنية الهامة ؛
- ج/ توجيه توصيات خاصة للأطراف تخص تنفيذ هذه الاتفاقية.

4. يتم إخبار اللجنة الأوروبية لمشاكل الإجرام بصفة منتظمة بالأنشطة المشار إليها في الفقرات 1 و 2 و 3 ضمن هذه المادة .

الفصل IX العلاقات مع أدوات دولية أخرى

المادة 26 : العلاقات مع أدوات دولية أخرى

1. لاطعن هذه الاتفاقية في الحقوق والالتزامات الناجمة عن أحكام وأدوات دولية أخرى تكون أطراف هذه الاتفاقية منضوية فيها أو مستصير كذلك والتي تتضمن أحكاما متعلقة ب المجالات تنظمها هذه الاتفاقية .

2. بإمكان أطراف الاتفاقية إبرام اتفاقيات ثانية أو متعددة الأطراف فيما بينهم تتعلق بالقضايا التي تنظمها هذه الاتفاقية وذلك بغرض تتميم وتعزيز أحكامها أو بهدف تيسير تطبيق المبادئ التي تكرسها

3. يمكن قبول ممثلين لأجهزة دولية مختصة بصفة ملاحظين في لجنة الأطراف تبعاً للمسطرة المعمول بها طبقاً للقواعد المناسبة لمجلس أوروبا.
4. يمكن قبول ممثلين لأجهزة رسمية ومناسبة للأطراف كملاحظين في لجنة الأطراف تبعاً للمسطرة المعول بها طبقاً للقواعد المناسبة لمجلس أوروبا.
5. يمكن قبول ممثلين للمجتمع المدني وخاصة المنظمات غير الحكومية كملاحظين في لجنة الأطراف تبعاً للمسطرة المعول بها طبقاً للقواعد المناسبة لمجلس أوروبا.
6. ينبغي ضمان تمثيلية متوازنة لمختلف القطاعات والاختصاصات عن تعين ممثلين تطبيقاً لما هو منصوص عليه من الفقرة 2 إلى الفقرة 5.
7. يشارك الممثلون المعنيون طبقاً للفقرات السابقة من 1 إلى 5 في اجتماعات لجنة الأطراف دون أن يكون لهم حق التصويت.

المادة 25 : مهام لجنة الأطراف

1. تسهر لجنة الأطراف على مراقبة تطبيق هذه الاتفاقية . ويحدد القانون الداخلي لجنة الأطراف مسطرة تقييم وتنفيذ الاتفاقية من خلال تطبيق مقاربة متعددة القطاعات والاختصاصات .
2. تسهر لجنة الأطراف كذلك على تسهيل جمع وتحليل وتبادل المعلومات والتجارب والممارسات الفضلى ما بين الدول بغرض تعزيز قدرتهم على الوقاية ومكافحة تزييف المنتوجات الطبية والمخالفات الشبيهة المهددة للصحة العمومية . ويمكن لجنة أن تستعين بخبرة لجان وأجهزة مختصة أخرى في مجلس أوروبا .
3. وتتكلف لجنة الأطراف أيضاً إن اقتضى الحال :

التعاون المتعلقة بمكافحة تزييف المنتوجات الطبية والمخالفات الشبيهة المهددة للصحة العمومية.

3. يبذل كل طرف قصارى جهده لإدماج ، عند الاقتضاء ، الوقاية ومكافحة تزييف المنتوجات الطبية والمخالفات الشبيهة المهددة للصحة العمومية في برامج المساعدة على التنمية التي يتم إرساءها لفائدة الدول الأخرى .

الفصل VIII آلية التتبع

المادة 23 : لجنة الأطراف

1. تتكون لجنة الأطراف من ممثلي الأطراف المنضوين للاتفاقية .
2. يقوم الأمين العام لمجلس أوروبا بدعوة لجنة الأطراف لعقد اجتماعها الأول الذي ينبغي أن يتم في غضون سنة واحدة ابتداء من دخول هذه الاتفاقية حيز التطبيق بعد التوقيع العاشر المصدق عليها . ثم تعقد اجتماعاتها الموالية إما بطلب من ثلث الأطراف أو بدعوة من الأمين العام .
3. تقوم لجنة الأطراف بوضع قانونها الداخلي الخاص بها .
4. يقوم الأمين العام لمجلس أوروبا بمساعدة لجنة الأطراف على القيام بمهامها .
5. يساهم الطرف المتعاقد غير العضو في مجلس أوروبا في تمويل لجنة الأطراف وفق حيثيات يتم تحديدها من طرف لجنة الوزراء بعد استشارة هذا الطرف .

المادة 24 : الممثلون الآخرون

1. تقوم كل من الجمعية البرلمانية لمجلس أوروبا واللجنة الأوروبية لمشاكل الإجرام إلى جانب اللجان الحكومية أو العلمية المختصة لمجلس أوروبا بتعيين ممثل عن كل منها في لجنة الأطراف بغرض الإسهام في وجود مقاربة متعددة القطاعات والتخصصات .
2. بإمكان لجنة الوزراء دعوة أجهزة أخرى من مجلس أوروبا إلى تعيين ممثلين عنها في لجنة الأطراف بعد استشارة هذه الأخيرة .

والمنظمات الحكومية وغير الحكومية إذا ما وافقوا على ذلك خلال المساطر الجنائية المتعلقة بالمخالفات الثابتة طبقاً لهذه الاتفاقية.

الفصل VII - التعاون الدولي

المادة 21 - التعاون الدولي في المجال الجنائي

1. تتعاون الأطراف، طبقاً لأحكام هذه الاتفاقية، وذلك بتطبيق الأدوات الدولية والإقليمية المناسبة القابلة للتطبيق والتسويات التي تستند إلى التشريعات المتماثلة أو المترادفة وقانونها الداخلي إلى أقصى حد ممكن خدمة للتحقيقات والمساطر المتعلقة بالمخالفات الثابتة طبقاً لهذه الاتفاقية بما في ذلك المساعدة في تدابير الحجز والمصادر.

2. تتعاون الأطراف فيما بينها إلى أقصى حد ممكن طبقاً للاتفاقيات الدولية والإقليمية والثنائية القابلة للتطبيق والمناسبة بخصوص التسليم والتعاون القضائي في المجال الجنائي المتعلق بالمخالفات الثابتة طبقاً لهذه الاتفاقية.

3. إذا ما اشترط طرف ما التسليم أو التعاون القضائي في المجال الجنائي بوجود اتفاقية وتوصل بطلب للتسليم أو التعاون القضائي في المجال الجنائي من طرف آخر تربطه معه أي اتفاقية مماثلة، فإن بإمكانه من منطلق وفائه بالتزاماته المترتبة عن القانون الدولي، مع الاحتفاظ بالشروط المنصوص عليها في القانون الداخلي للطرف الذي وجه إليه الطلب، اعتبار هذه الاتفاقية أساساً قانونياً للتسليم أو التعاون القضائي في المجال الجنائي بالنسبة للمخالفات الثابتة طبقاً لهذه الاتفاقية.

المادة 22 : التعاون الدولي بغرض الوقاية والتدابير الإدارية الأخرى

1. تتعاون الأطراف بغرض توفير الحماية والمساعدة للضحايا.
2. تعين الأطراف، دون الإضرار بأنظمة التصريح الداخلية الموجودة، نقطة اتصال وطنية مكلفة بنقل واستقبال طلبات المعلومات و/أو

المادة 20 : الوضع القانوني للضحايا ضمن التحقيقات والمساطر الجنائية

1. يقوم كل طرف باتخاذ التدابير التشريعية وكل ما هو ضروري لحماية حقوق ومصالح الضحايا في كل مراحل التحقيقات والمساطر الجنائية وخاصة :

- أ/ باطلاعهم على حقوقهم والخدمات الم موضوعة رهن إشارتهم عدا إن رغبوا في العكس ، وما يتتخذ من إجراءات بالنسبة لشكاياتهم و الوضع قيد البحث المحتمل وال حالة العامة لسير التحقيق أو المسطرة والدور المنوط بهم فيها و مآل القضية التي تعنيهم ؛
- ب/ السماح ، على نحو مطابق لقواعد مسطرة القانون الداخلي ، بالاستماع لهم وتقديمهم عناصر الحجة و اختيار الكيفية التي يقدمون بها رأيهم و حاجياتهم و انشغالاتهم بصفة مباشرة أو من خلال وسيط يكونون قد أخذوه بعين الاعتبار ؛
- ج/ وضع علامات الدعم المناسبة رهن إشارتهم ليتسنى تقديم حقوقهم ومصالحهم بكيفية رسمية إلى جانب أخذها بعين الاعتبار ؛
- د/ اتخاذ التدابير الفعلية لحمايتهم وحماية أسرهم والشهود ضد أي تخويف أو انتقام .

2. يضمن كل طرف للضحايا، بمجرد حصول أول اتصال لهم بالسلطات المختصة الولوج إلى المعلومات والمساطر القضائية والإدارية وتوفيرها لهم مجاناً إن اقتضى الحال .

3. يسهر كل طرف على تمكين الضحايا الذين يعتبرون أطرافاً في المساطر الجنائية من المساعدة القضائية التي توفر لهم مجاناً إن اقتضى الحال .

4. يقوم كل طرف باتخاذ التدابير التشريعية وكل ما هو ضروري ليتسنى لضحايا مخالفة ثابتة طبقاً لهذه الاتفاقية والمرتكبة فوق تراب طرف غير ذاك الذي يقطنون به ، رفع شكایة لدى السلطات المختصة في بلد إقامتهم .

5. يقوم كل طرف من خلال تدابير تشريعية أو تدابير أخرى وطبقاً للشروط المحددة في قانونه الداخلي بأن يتيح إمكانية دعم أو / ومساعدة الضحايا من طرف المجموعات والمؤسسات والجمعيات

الفصل 7 تدابير الوقاية

المادة 18 : التدابير الوقائية

1. يقوم كل طرف باتخاذ التدابير التشريعية وكل ما هو ضروري لتحديد معايير الجودة والسلامة القابلة للتطبيق بالنسبة للمنتوجات الطبية .
2. يقوم كل طرف باتخاذ التدابير التشريعية وكل ما هو ضروري لضمان الأمان في توزيع المنتوجات الطبية .
3. توقيعا لأي تزييف للمنتوجات الطبية والمواد النشطة والسواغات والعناصر والمواد واللوازم يقوم كل طرف باتخاذ التدابير الضرورية ليتسنى على الخصوص ضمان :
 - أ/ تكوين مهنيي الصحة والممونين والشرطة والجمارك وكذا سلطات التقنيين المختصة ؛
 - ب/ تنظيم حملات لتحسيس عموم الناس قصد نشر المعلومات حول المنتوجات الطبية المزيفة ؛
 - ج/ الوقاية ضد التموين غير الشرعي للمنتوجات الطبية والمواد النشطة والسواغات والعناصر والمواد واللوازم المزيفة .

الفصل 7 تدابير الحماية

المادة 19 : حماية الضحايا

1. يقوم كل طرف باتخاذ التدابير التشريعية وكل ما هو ضروري لحماية حقوق ومصالح الضحايا وخاصة :
 - أ/ بالسهر على تمكين الضحايا من المعلومات المناسبة المتعلقة بحالاتهم والضرورية لحماية صحتهم ؛
 - ب/ بمساعدة الضحايا لاستعادة سلامتهم الجسدية والنفسية والاجتماعية ؛
 - ج/ بالسهر على أن ينص القانون الداخلي على حقوق الضحايا وتمكينهم من تعويض يلزم بأدائه مرتكبو المخالفات .

الفصل ١٧ التعاون بين السلطات وتبادل المعلومات

المادة 17 : التدابير الوطنية لأجل التعاون وتبادل المعلومات

1. يقوم كل طرف باتخاذ التدابير التشريعية وكل ما هو ضروري لضمان قيام ممثلي السلطات الصحية والجمارك وقوات الأمن والسلطات الأخرى المختصة بتبادل المعلومات والتعاون فيما بينها طبقاً لقانونها الداخلي ليتسنى الوقاية والمكافحة الفعالة ضد تزييف المنتوجات الطبية والمخالفات الشبيهة المهددة للصحة العمومية .
2. ينبغي لكل طرف بان يبذل قصارى جهده لتأمين التعاون ما بين السلطات المختصة والقطاعات التجارية والصناعية قصد تدبير المخاطر المتعلقة بتزييف المنتوجات الطبية والمخالفات الشبيهة المهددة للصحة العمومية .
3. أخذًا بعين الاعتبار رسمياً بالمتطلبات المتعلقة بحماية المعطيات ذات الطابع الشخصي ، يقوم كل طرف باتخاذ التدابير التشريعية وكل ما هو ضروري لإنشاء أو تعزيز آليات :
 - أ/ استقبال وجمع المعلومات والبيانات بما في ذلك عبر نقاط الاتصال على المستوى الوطني أو المحلي بتعاون مع القطاع الخاص والمجتمع المدني قصد الوقاية ومكافحة تزييف المنتوجات الطبية والمخالفات الشبيهة المهددة للصحة العمومية ؟
 - ب/ وضع المعلومات والبيانات التي تم جمعها رهن إشارة السلطات الصحية والجمارك وقوات الأمن والسلطات الأخرى المختصة لفائدة التعاون ما بين هذه السلطات .
4. يقوم كل طرف باتخاذ التدابير الضرورية ليكون الأشخاص والوحدات أو المصالح المكلفة بهذا التعاون وتبادل المعلومات قد تلقت تكويناً لهذا الغرض وينبغي توفير الموارد الضرورية لهذه الوحدات والمصالح .

المادة 14 : الإدانات السابقة

يقوم كل طرف باتخاذ التدابير التشريعية وكل ما هو ضروري للأخذ بعين الاعتبار ، لحظة تقدير العقوبة ، الإدانات السابقة التي تم الإعلان عنها لدى طرف آخر بسبب ارتكاب نفس النوع من المخالفات .

الفصل III التحقيق والمتابعات والقوانين المسطرية

المادة 15 : التنفيذ ومواصلة المسطرة

يقوم كل طرف باتخاذ التدابير التشريعية وكل ما هو ضروري لأن تكون التحقيقات أو المتابعات المتعلقة بالمخالفات الثابتة طبقاً لهذه الاتفاقية متوقفة على شکایة، وأن يتم إجراء المسطرة ومواصلتها حتى في حالة سحب الشکایة :

المادة 16 : التحقيقات الجنائية

1. يقوم كل طرف باتخاذ التدابير التشريعية لكي يكون الأشخاص أو الوحدات أو المصالح المكلفة بإجراء التحقيقات الجنائية متخصصة في مكافحة تزييف المنتوجات الطبية والمخالفات الشبيهة المهددة للصحة العمومية أو أن يقوم بذلك أشخاص ثلثاً تكويناً لهذا الغرض بما في ذلك التحقيقات المالية . وينبغي توفير الوسائل الضرورية لهذه الوحدات أو المصالح المذكورة .

2. يقوم كل طرف باتخاذ التدابير التشريعية وكل ما هو ضروري لضمان، طبقاً لمبادئ قانونه الداخلي ، القيام بتحقيقات ومتابعات جنائية فعالة فيما يتعلق بالمخالفات الثابتة طبقاً لهذه الاتفاقية ، وذلك بارتقاب السماح للسلطات المختصة القيام بتحقيقات مالية أو تحقيقات سرية واللجوء إلى تسليم مراقب أو إلى أي تقنيات أخرى خاصة بالتحقيق .

١١- المنتوجات الناجمة عن هذه المخالفات أو السلع ذات القيمة المماثلة لهذه المنتوجات ؟

ب / السماح بتدمير المنتوجات الطبية والمواد النشطة والسواغات والعناصر والمواد واللوازم المحجوزة المشمولة بالمخالفة الثابتة طبقاً لهذه الاتفاقية ؟

ج / اتخاذ أي تدابير مناسبة أو ردا على المخالفة قصد تجنب وقوع مخالفات مماثلة في المستقبل.

المادة 13 : الظروف المشددة

يقوم كل طرف باتخاذ التدابير التشريعية وكل ما هو ضروري لاعتبار الظرفية التالية ، مالم تكن مسبقا عناصر مكونة للمخالفة ، وطبقا للأحكام المناسبة في قانونها الداخلي ، اعتبارها ظروف مشددة في تحديد العقوبات المتعلقة بالمخالفات الثابتة طبقا لهذه الاتفاقية :

أ / المخالفة المؤدية إلى وفاة الضحية أو التي أحدثت ضرراً بصحتها الجسدية أو العقلية ؛

ب / المخالفة المرتكبة من طرف شخص استغل الثقة التي وضعت فيه بصفته المهنية ؟

ج / المخالفة المرتكبة من طرف شخص استغل الثقة التي وضعت فيه بصفته صانعا أو ممونا ؟

د / مخالفات التموين وعرض التموين المركبة عن طريق اللجوء إلى طرق النشر على نطاق واسع مثلاً هو الحال بالنسبة لأنظمة المعلوماتية بما في ذلك الشبكة العنكبوتية (الإنترنت) ؟

هـ / المخالفة المرتكبة في إطار منظمة اجرامية ؟

و / الفاعل الذي سبقت إدانته لارتكابه نفس النوع من المخالفات .

3. طبقاً للمبادئ القانونية للطرف ، فإن مسؤولية الشخص المعنوي يمكن أن تكون جنائية أو مدنية أو إدارية .

4. تتحدد هذه المسؤلية دون الأضرار بالمسؤولية الجنائية للأشخاص الطبيعيين الذين ارتكبوا المخالفة .

المادة 12 : الجزاءات والتدابير

1. يقوم كل طرف باتخاذ التدابير التشريعية وكل ما هو ضروري لإخضاع المخالفات الثابتة طبقاً لهذه الاتفاقية للجزاءات الفعلية والمناسبة والرادعة ، بما في ذلك الجزاءات المالية الجنائية أو غير الجنائية أخذًا بعين الاعتبار لخطورتها . وتدرج ضمن ذلك المخالفات الثابتة طبقاً للمواد 5 و 6 والمرتكبة من لدن أشخاص طبيعيين والعقوبات السالبة للحرية والمؤدية احتمالاً إلى التسليم .

2. يقوم كل طرف باتخاذ التدابير التشريعية وكل ما هو ضروري ليتسنى إخضاع الأشخاص المعنويين الذين ثبتت مسؤوليتهم طبقاً للمادة 11 لجزاءات فعلية ومناسبة رادعة بما في ذلك الجزاءات المالية الجنائية وغير الجنائية إلى جانب تدابير محتملة أخرى من قبيل :

أ / تدابير المنع المؤقت أو النهائي ممارسة نشاط تجاري ؛

ب / الوضع تحت الحراسة القضائية ؛

ج / تدبيراً قضائياً بالحل .

3. يقوم كل طرف باتخاذ التدابير التشريعية وكل ما هو ضروري :

أ / للسماح بالحجز والمصادرة :

- لمنتوجات طيبة ومواد نشطة وسواغات وعناصر ومواد ولوازم وكذا السلع والوثائق وكل الوسائل المادية الأخرى المستعملة في ارتكاب المخالفات الثابتة طبقاً لهذه الاتفاقية أو المساعدة على ارتكابها ؛

شروط خاصة لقواعد الاختصاص المنصوص عليها في الفقرة 1 ، البند د والفقرة 2 من هذه المادة .

5. عندما تطالب عدة أطراف باختصاصها إزاء مخالفة مفترضة ثابتة طبقاً لهذه الاتفاقية ، تقوم الأطراف المعنية بالتشاور فيما بينها إن أمكن قصد تحديد الطرف الأفضل المؤهل للقيام بالمتابعات.

6. دون الإضرار بقواعد العامة للقانون الدولي، فإن هذه الاتفاقية لا تستثنى أي اختصاص جنائي يمارسه أي طرف طبقاً للقانون الداخلي .

المادة 11 : مسؤولية الأشخاص المعنويين

1. يقوم كل طرف باتخاذ التدابير التشريعية وكل ما هو ضروري ليتسنى تحديد مسؤولية الأشخاص المعنويين بخصوص المخالفات الثابتة طبقاً لهذه الاتفاقية عندما ترتكب لحسابهم من طرف أي شخص طبيعي يعمل بصفة فردية أو عضو ضمن جهاز تابع للشخص المعنوي يمارس سلطة الإدارة داخل هذا الجهاز بناءاً على الأسس التالية :

- أ/ سلطة تمثيلية للشخص المعنوي ؛
- ب/ سلطة تخوله اتخاذ القرارات باسم الشخص المعنوي ؛
- ج/ سلطة ممارسة المراقبة داخل الشخص المعنوي ؛

2. وفضلاً عن الحالات المنصوص عليها في الفقرة 1 ، يقوم كل طرف باتخاذ التدابير التشريعية وكل ما هو ضروري ليتسنى تحديد مسؤولية الشخص المعنوي عند انعدام الحراسة أو المراقبة من طرف الشخص الطبيعي المشار إليه في الفقرة 1 مما يسمح بارتكاب المخالفة الثابتة طبقاً لهذه الاتفاقية لفائدة الشخص المعنوي من طرف شخص طبيعي يعمل تحت سلطته .

المادة 10 : الاختصاص

1. يقوم كل طرف باتخاذ التدابير التشريعية وكل ما هو ضروري ليثبت اختصاصه إزاء كل مخالفة ثابتة طبقاً لهذه الاتفاقية ، عندما ترتكب هذه المخالفة :

- أ / فوق ترابه الوطني ؛ أو
- ب / على ظهر سفينة تحمل علم هذا الطرف ؛ أو
- ج / في مركب جوي أو طائرة مسجلة طبقاً لقوانين هذا الطرف ؛ أو
- د / من طرف أحد مواطنيه ، أو شخص يقيم عادة فوق ترابه الوطني .

2. يقوم كل طرف باتخاذ التدابير التشريعية وكل ما هو ضروري ليثبت اختصاصه إزاء كل مخالفة ثابتة طبقاً لهذه الاتفاقية عندما تكون ضحية المخالفة المرتكبة من بين مواطنيه أو شخصاً يقيم عادة فوق ترابه الوطني .

3. يقوم كل طرف باتخاذ التدابير التشريعية وكل ما هو ضروري ليثبت اختصاصها إزاء كل مخالفة ثابتة طبقاً لهذه الاتفاقية عندما يكون المرتكب المفترض موجوداً فوق ترابه الوطني ولا يمكن تسليمه لأي طرف آخر بسبب جنسيته .

4. بإمكان كل دولة أو الاتحاد الأوروبي ، عند توقيعه أو عند وضعه أداة التصديق أو القبول أو المصادقة ، أن يحدد في تصريح يوجبه للأمين العام لمجلس أوروبا بأنه يحتفظ لنفسه بحق عدم تطبيق أو بتطبيق في حدود حالات أو

المادة 8 : المخالفات الشبيهة المهددة للصحة العمومية

يقوم كل طرف باتخاذ التدابير التشريعية وكل ما هو ضروري ليعتبر مخالفة طبقا لقانونه الداخلي ، وعندما لا تقع تحت طائلة المواد 5 و 6 و 7 ، كل فعل مقصود من قبيل :

أ / صنع أو تخزين قصد التموين أو الاستيراد أو التصدير أو التموين أو عرض التموين أو العرض في السوق :

- الأدوية دون رخصة ، عندما تكون هذه الرخصة واجبة بحكم القانون الداخلي للطرف ؛ أو
- لأجهزة طبية لا تتوفر فيها شروط المطابقة ، عندما تكون هذه المطابقة واجبة بحكم القانون الداخلي للطرف ؛

ب / الاستخدام التجاري للوثائق الأصلية خارج الاستعمال الذي أعدت من أجله ضمن سلسلة التزويد الشرعي بالمنتجات الطبية طبقا لما ينص عليه القانون الداخلي للطرف .

المادة 9 : التواطؤ والمحاولة

1. يقوم كل طرف باتخاذ التدابير التشريعية وكل ما هو ضروري ليعتبر مخالفة طبقا لقانونه الداخلي، كل فعل يرتكب عن قصد بغرض ارتكاب مخالفة ثابتة طبقا لما تنص عليه هذه الاتفاقية .

2. يقوم كل طرف باتخاذ التدابير التشريعية وكل ما هو ضروري ليعتبر مخالفة كل محاولة عن قصد لارتكاب مخالفة ثابتة طبقا لهذه الاتفاقية .

3.

4. بإمكان كل دولة أو الاتحاد الأوروبي ، عند توقيعه أو عند وضعه أداة التصديق أو القبول أو المصادقة ، أن يحدد في تصریح یوجّهه للأمين العام لمجلس أوروبا بأنه يحتفظ لنفسه بحق عدم تطبيق أو بتطبيق في حدود حالات أو شروط خاصة للفقرة 2 فيما يتعلق بالمخالفات المنصوص عليها في المادتين 7 و 8 .

تصريح يوجهه للأمين العام لمجلس أوروبا بأنه يحتفظ لنفسه بحق عدم تطبيق أو بتطبيق في حدود حالات أو شروط خاصة للفقرة 1 فيما يتعلق بالسواغات والعناصر والمواد وال الفقرة 2 فيما يتعلق بالسواغات .

المادة 6 : التموين وعرض التموين وتهريب المواد المزيفة

1. يقوم كل طرف باتخاذ التدابير التشريعية وكل ما هو ضروري ليعتبر مخالفة طبقاً لقانونه الداخلي ، كل تموين أو عرض بالتموين يتم عن قصد بما في ذلك الوساطة والتهريب ، وكذا التخزين والاستيراد وتصدير المنتوجات الطبية والمواد النشطة والسواغات والعناصر والمواد والوازム المزيفة .
2. بإمكان كل دولة أو الاتحاد الأوروبي ، عند توقيعه أو عند وضعه أداة التصديق أو القبول أو المصادقة ، أن يحدد في تصريح يوجهه للأمين العام لمجلس أوروبا بأنه يحتفظ لنفسه بحق عدم تطبيق أو بتطبيق في حدود حالات أو شروط خاصة للفقرة 1 فيما يتعلق بالسواغات والعناصر والمواد؛

المادة 7 : تزوير الوثائق

1. يقوم كل طرف باتخاذ التدابير التشريعية وكل ما هو ضروري ليعتبر مخالفة طبقاً لقانونه الداخلي ، كل صنع مقصود لوثائق مزورة أو تزوير للوثائق .
2. بإمكان كل دولة أو الاتحاد الأوروبي ، عند توقيعه أو عند وضعه أداة التصديق أو القبول أو المصادقة ، أن يحدد في تصريح يوجهه للأمين العام لمجلس أوروبا بأنه يحتفظ لنفسه بحق عدم تطبيق أو بتطبيق في حدود حالات أو شروط خاصة للفقرة 1 فيما يتعلق بالوثائق المتعلقة بالسواغات والعناصر والمواد.

- ا. يقصد بمصطلح " صنع " :
- عندما يتعلق الأمر بالدواء ، كل مراحل إنتاج الدواء أو مادة نشطة أو سواغ لها وإنتمام الدواء أو إحدى مواده النشطة أو سواغ ؛
 - عندما يتعلق الأمر بجهاز طبي ، كل مراحل الإنتاج بما في ذلك تصور الجهاز الطبي ومختلف عناصره أو مواده المتممة له أو لعناصره أو مواده ؛
 - عندما يتعلق الأمر بلازم ، كل مراحل الإنتاج بما في ذلك التصور وإنتمام ذلك اللازم ؛
 - ن - مصطلح " تزييف " ويقصد به التقديم المضلل للهوية و / أو للمصدر ؛
 - ح - مصطلح " ضحية " وهو يعني كل شخص مادي لحقته أضرار مادية أو نفسية ناتجة عن استعماله منتوجا طبيا مزيفا أو منتوجا طبيا مصنوعا متوفرا أو معروضا في السوق بدون رخصة أو لا يستجيب لشروط المطابقة كما هي محددة في المادة 8 .

الفصل ١١ - القانون الجنائي المادي

المادة 5 : صنع التزييف

1. يقوم كل طرف باتخاذ التدابير التشريعية وكل ما هو ضروري ليعتبر مخالفة طبقة لقانونه الداخلي، كل صنع مقصود للمنتوجات الطبية والمواد النشطة والسواغات والعناصر والمواد واللوازم المزيفة .
2. وبخصوص الأدوية ، عند الاقتضاء ، الأجهزة الطبية والمواد النشطة والسواغات، فإن الفقرة 1 تطبق على كل تزييف لهذه الأخيرة .
3. بإمكان كل دولة أو الاتحاد الأوروبي ، عند توقيعه أو عند وضعه أداة التصديق أو القبول أو المصادقة ، أن يحدد في

خاص بغرض التشخيص / أو العلاج والتي تعد ضرورية للاشتغال الجيد لهذا الجهاز الطبي الذي خصصه الصانع للاستعمال البشري : بغرض :

- I. التشخيص أو الوقاية أو المراقبة أو المعالجة أو التخفيف من المرض ؛
- II. التشخيص أو المراقبة أو العلاج أو التخفيف أو التعويض عن جرح أو إعاقة ؛
- III. للدراسة أو كبديل أو لتعديل التركيب الداخلي للجسم الحي أو للمسار الفزيولوجي ؛
- IV. للتحكم في التصور ؛

والذي لا يمكن بلوغ حركته الرئيسية المستهدفة بالنسبة للجسم البشري بالوسائل العقاقيرية أو المناعية أو الأيضية ، غير أن بإمكانه الاعتماد على مثل هذه الوسائل لأداء وظيفته ؛

هـ - مصطلح " لازم " وهو يعني كل قطعة ، والتي بالرغم من كونها ليست جهازا طبيا ، غير أنها أعدت خصيصا من طرف المنتج لكي تستعمل مع الجهاز الطبي لكي يتسعى لهذا الأخير الاشتغال على النحو الذي حدده له المنتج ؛

وـ مصطلحا " العناصر " و " المواد " ويقصد بها كل العناصر والمواد التي تدخل في صنع الأجهزة الطبية والمعدة لكي تستعمل لأجل هذه الأخيرة باعتبارها ضرورية لاكتمالها .

ز - مصطلح " وثيقة " ويقصد به كل وثيقة ترتبط بمنتج طبي أو مادة نشطة أو سواغ أو عنصر أو مادة أو لازم بما في ذلك التأليف والعنونة وطريقة الاستعمال و شهادة الأصل أو أي شهادة أخرى مصاحبة أو التي ترتبط مباشرة وبشكل مخاير بصنعه و / أو توزيعه ؛

الموجهة للاستعمال مع الأجهزة الطبية وكذا المواد النشطة والسواغ والعناصر والمواد المخصصة للاستعمال في صنع المنتوجات الطبية .

المادة 4 : التعريفات

بالنسبة لهذا الاتفاق

أـ. فإن مصطلح " منتوج طبي " يعني الأدوية والأجهزة الطبية ؛

بـ - ويعني مصطلح " دواء " الأدوية المخصصة للاستعمال البشري والبيطري بما في ذلك :

اـ. كل مادة أو مركب يتميز باكتسابه خصائص علاجية أووقائية إزاء الأمراض البشرية أو الحيوانية ؛

IIـ. كل مادة أو مركب يمكن استخدامه من طرف الإنسان أو الحيوان أو يمكن تجريعه لكليهما بغرض استعادة أو تصحيح أو تعديل بعض الوظائف الفزيولوجية من خلال فعل عقاقيري أو صناعي أوأيضاً أو بغرض القيام بتشخيص طبي ،

IIIـ. دواء صنع من أجل القيام بدراسة ؛

جـ - مصطلح " سواغ " وهي تعني كل مادة ، ليست مادة نشطة ولا دواء نهائيا ، ولكنها تدخل في صنع دواء من الأدوية ، وبالتالي فإن استعمالها في إنتاج الدواء يجعل منها مبدأ نشطا ضمن هذا الأخير ؛

دـ - مصطلح " جهاز طبي " ويقصد به كل أداة أو جهاز أو تجهيز أو برمجية أو مادة أو أي شيء آخر يستعمل لوحدها ومع أشياء أخرى، بما في ذلك البرمجيات المخصصة من لدن المنتج للاستخدام بشكل

اتفقوا على ما يلي :

الفصل ١ - الموضوع والهدف ، مبدأ عدم التمييز ، مجال التطبيق ، تعاريف

المادة ١ : الموضوع والهدف

١. ترمي هذه الاتفاقية إلى الوقاية ومكافحة كل التهديدات المضرة بالصحة العمومية :

أ - وذلك بتجريم بعض الأفعال ؛

ب - وبحماية حقوق الضحايا ضد المخالفات المرتكبة طبقاً لهذه الاتفاقية ؛

ج - والنهوض بالتعاون الوطني والدولي.

٢. سعي الضمان تنفيذ فعال لأحكامها من لدن الأطراف ، فإن الاتفاقية تنشأ آلية خاصة للتتبع ؛

المادة ٢ : مبدأ عدم التمييز

ينبغي أن يتم تنفيذ أحكام هذه الاتفاقية من لدن الأطراف وعلى الخصوص الاستفادة من التدابير الرامية إلى حماية حقوق الضحايا دون تمييز من أي نوع سواء على أساس الجنس أو العرق أو اللون أو اللغة أو السن أو الديانة أو الآراء السياسية أو أي رأي آخر أو الأصل القومي أو الاجتماعي أو الانتماء إلى أقلية وطنية أو الثروة أو المولد أو التوجه الجنسي أو الحالة الصحية أو الإعاقة أو أي وضع آخر كيما كان .

المادة ٣ : مجال التطبيق

تشمل هذه الاتفاقية المنتوجات الطبية سواء كانت محمية أم غير محمية بحقوق الملكية الفكرية ، وسواء كانت منتوجات جنисة أم لا بما في ذلك اللوازم

مستحضرين أيضاً المجهودات الأخرى لمجلس أوروبا في هذا المجال وخاصة قرارات لجنة الوزراء وأشغال الجمعية البرلمانية وبشكل خاص القرار AP (2001) 2 حول دور الصيدلي في إطار السلامة الصحية والإجابات التي صادقت عليها لجنة الوزراء بتاريخ 6 أبريل 2005 و 26 سبتمبر 2007 والمتعلقة بكل من توصيات 1673 (2004) حول : "التزييف : المشاكل والحلول " و 1974 (2007) للجمعية البرلمانية حول " جودة الأدوية في أوروبا " إلى جانب مجموع البرامج الخاصة الأخرى ذات الصلة التي يسهر عليها مجلس أوروبا :

أخذًا بعين الاعتبار وبشكل قانوني كل الأدوات القانونية والبرامج الدولية ذات الصلة المنجزة وخاصة من طرف منظمة الصحة العالمية، وبالتحديد أشغال مجموعة "أثر IMPACT" والاتحاد الأوروبي إلى جانب تلك التي تتم في إطار مجموعة الثمانية الكبار :

عازمين على المساهمة بفعالية في تحقيق الهدف المشترك المتمثل في مكافحة الجريمة المتعلقة بتزييف المنتوجات الطبية والمخالفات الشبيهة التي تهدد الصحة العمومية وعلى الخصوص بالعمل على إدخال مخالفات جديدة والعقوبات الجبائية الخاصة بها :

اعتباراً بأن الهدف من هذه الاتفاقية هو الوقاية ومكافحة التهديدات المترتبة بالصحة العمومية وأن تفعيل أحكام الاتفاقية المتعلقة بالقانون الجنائي المادي ينبغي أن يتم أخذًا بعين الاعتبار لهذا الهدف إلى جانب مبدأ التناسب :

أخذًا بعين الاعتبار أيضاً ضرورة إعداد أداة دولية شاملة تركز على الجوانب المتعلقة بالوقاية وحماية الضحايا والقانون الجنائي المتعلق بمكافحة كل أشكال التزييف للمنتوجات الطبية والمخالفات الشبيهة المهددة للصحة العمومية على أساس إقامة آلية خاضعة للتتبع :

إقراراً منهم بأن المكافحة الفعالة للتهديد العالمي المتمثل في تزييف المنتوجات الطبية والمخالفات الشبيهة يتطلب الحث على تعاون دولي وثيق ما بين الدول الأعضاء والدول غير الأعضاء في مجلس أوروبا ،

اتفاقية مجلس أوروبا حول تزييف المنتوجات الطبية

والمخالفات الشبيهة المهددة للصحة العمومية

موسكو 28 - 10 - 2011

نص مصحح طبقاً لقرار لجنة الوزراء

(الاجتماع 1151 لمندوبى الوزراء 18 - 19 - سبتمبر 2012)

تمهيد

إن الدول الأعضاء في مجلس أوروبا والدول الأخرى الموقعة على هذه الاتفاقية :

اعتباراً للهدف الذي يسعى إلى تحقيقه مجلس أوروبا والمتمثل في تحقيق اتحاد قوى بين أعضائه :

ولكون تزييف المنتوجات الطبية والمخالفات الشبيهة بطبعتها تعد تهديداً خطيراً للصحة العمومية؛ يذكرون بخطة العمل التي صودق عليها لدى انعقاد القمة الثالثة لرؤساء دول وحكومات مجلس أوروبا (وارسو، 16 - 17 مايو 2005) والتي توصي باتخاذ التدابير اللازمة لتعزيز سلامة المواطنين الأوروبيين؛

مستحضرين الإعلان العالمي لحقوق الإنسان الصادر عن الجمعية العامة للأمم المتحدة يوم 10 ديسمبر 1948 واتفاقية المحافظة على حقوق الإنسان والحريات الأساسية (STE 1950 رقم 5) والميثاق الاجتماعي الأوروبي (1961 رقم 35) والاتفاقية المتعلقة بإعداد الأقربادين دستور الصيدلية الأوروبي (STE 1964 رقم 50) والبروتوكول الملحق به (STE 1989 رقم 134) والاتفاقية المتعلقة بحماية حقوق الإنسان وكرامة الكائن البشري إزاء تطبيقات البيولوجيا والطب : اتفاقية حقوق الإنسان والطب الإحيائي (STE 1997 رقم 164) والبروتوكولات المضافة له (STE 1998 رقم 168 ، STE 2002 ، STE 2005 ، STCE 2005 ، رقم 186 ، STCE 2008 ، رقم 195 ، رقم 203) والاتفاقية الخاصة بجرائم الانترنت (STE 2001 ، رقم 185)؛

ظهير شريف رقم 1.16.168 صادر في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023) بنشر اتفاقية مجلس أوروبا حول تزييف المنتوجات الطبية والمخالفات الشبيهة المهددة للصحة العمومية، الموقعة بموسكو في 28 أكتوبر 2011

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله ولد)

علم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أنتا :

بناء على اتفاقية مجلس أوروبا حول تزييف المنتوجات الطبية والمخالفات الشبيهة المهددة للصحة العمومية، الموقعة

بموسكو في 28 أكتوبر 2011؛

وعلى القانون رقم 16.16 الموفق بموجبه على الاتفاقية المذكورة والصادر بتنفيذها ظهير الشريف رقم 1.16.140 بتاريخ

21 من ذي القعدة 1437 (25 أغسطس 2016)؛

وعلى محضر إيداع وثائق مصادقة المملكة المغربية على الاتفاقية المذكورة، الموقع بستراسبورغ في 19 أبريل 2022،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

تنشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، اتفاقية مجلس أوروبا حول تزييف المنتوجات الطبية والمخالفات الشبيهة المهددة للصحة العمومية، الموقعة بموسكو في 28 أكتوبر 2011.

وحرر بالرباط في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023).

ووقعه بالعاطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : عزيز أخنوش.

*

* * *

المملكة المغربية

لِحَرِيقِ الْمُعْتَدِلةِ

نَشْرَةُ الْاِتْفَاقِيَّاتِ الدُّولِيَّةِ

ثمن النسخة : 20 درهما

طلب الاشتراك من المطبعة الرسمية الرباط - شالة الهاتف : 0537.76.50.25 - 0537.76.50.24 0537.76.54.13 الحساب رقم : 310 810 1014029004423101 33 المفتوح بالخزينة الإقليمية بالرباط في إسم المحاسب المكلف بمداخيل المطبعة الرسمية	تعريفة الاشتراك			بيان النشرات	
	في الخارج	في المغرب			
		سنة	ستة أشهر		
فيما يخص النشرات الموجهة إلى الخارج عن الطريق العادي أو عن طريق الجو أو البريد الدولي السريع، تضاف إلى مبالغ التعريفة المنصوص عليها يمنته مصاريف الإرسال كما هي محددة في النظام البريدي الجاري به العمل.	400 درهم 200 درهم 200 درهم 300 درهم 300 درهم	250 درهما 150 درهما 150 درهما 250 درهما 250 درهما	النشرة العامة نشرة الترجمة الرسمية نشرة الاتفاقيات الدولية نشرة الإعلانات القانونية والقضائية والإدارية نشرة الإعلانات المتعلقة بالتحفظ العقاري	

تدرج في هذه النشرة نصوص الاتفاقيات الدولية الموضوعة باللغة العربية أو بلغة أجنبية عندما تقضي هذه الاتفاقيات بأن النصوص المذكورة يعتمد عليها أو وحدها أو عليها وعلى النص العربي معها

صفحة

تعديل بروتوكول مونتريال بشأن المواد المستنفدة لطبقة الأوزون.	174	ظهير شريف رقم 1.18.90 صادر في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023) بنشر تعديل بروتوكول مونتريال بشأن المواد المستنفدة لطبقة الأوزون، المعتمد بكينالي - رواندا - في 15 أكتوبر 2016.
اتفاقية فيينا بشأن المسؤولية المدنية عن الأضرار النووية.	188	ظهير شريف رقم 1.22.61 صادر في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023) بنشر اتفاقية فيينا بشأن المسؤولية المدنية عن الأضرار النووية، الموقعة بفيينا في 21 مايو 1963.
بروتوكول مشترك بشأن تطبيق اتفاقية فيينا واتفاقية باريس.	203	ظهير شريف رقم 1.22.62 صادر في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023) بنشر البروتوكول المشترك بشأن تطبيق اتفاقية فيينا واتفاقية باريس، الموقع بفيينا في 21 سبتمبر 1988.

فهرست	اتفاقية مجلس أوروبا حول تزييف المنتوجات الطبية والمخالفات الشبيهة المهددة للصحة العمومية.
120	ظهير شريف رقم 1.16.168 صادر في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023) بنشر اتفاقية مجلس أوروبا حول تزييف المنتوجات الطبية والمخالفات الشبيهة المهددة للصحة العمومية، الموقعة بموسكو في 28 أكتوبر 2011 ...
145	اتفاقية بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية غانا لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل.
145	ظهير شريف رقم 1.17.96 صادر في 19 من رجب 1444 (10 فبراير 2023) بنشر الاتفاقية الموقعة بأكرا في 17 فبراير 2017 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة جمهورية غانا لتجنب الازدواج الضريبي ومنع التهرب الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل.